

D'où nous venons



Où nous en sommes



Où nous allons



Amour – Assiduité – Efficacité

N° 3, Janvier 2017

SAPIENTIA

UCS-Goma

3

ISSN 2415-0339



SAPIENTIA

Revue pluridisciplinaire semestrielle

- ✓ *Éditorial*
- ✓ *Le système éducatif congolais du supérieur entre l'hédonisme et l'ascétisme ?*
- ✓ *Ethique et spiritualité de l'imaginaire en Afrique : construire les logiciels mentaux de la résilience*
- ✓ *La philosophie au service de la vie concrète dans l'existence humaine selon Gabriel Marcel*
- ✓ *Pour une culture de débat citoyen dans le « Kivu »*
- ✓ *Regional integration, globalization, foreign language and conflict. A case of "Ikinyarwanda" in North Kivu province, eastern DR Congo*
- ✓ *Politique des crédits et impact sur la vie socio-économique des membres d'une IMF: Cas de la Coopérative TUIJENGE PAMOJA*
- ✓ *La jeunesse et l'entrepreneuriat agricole : Expérience d'un étudiant de la ville de Goma*
- ✓ *Etude d'impact de la réhabilitation des voiries à Goma sur la croissance économique de la Province du Nord Kivu par le modèle vectoriel auto régressif*
- ✓ *Les grossesses non désirées dans les quartiers populaires de la ville de Goma*

N° 3, Janvier 2017

Université Catholique la Sapiencia de Goma

Sapientia

Revue pluridisciplinaire semestrielle

Université Catholique la Sapientia de Goma

Dépôt légal : 04.24.04.20.17 du Premier Semestre 2017

ISSN 2415-0339

© Université Catholique la Sapiencia, Goma, 2017

Av. Kituku, Q. Keshero, Commune de Goma, Ville de Goma,

RDC e-mail : rectorat@unisapiencia.net

Site web: unisapiencia.net

Tél : +243 994 407 267

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayant droit ou ayant cause, est illicite et constitue une contrefaçon, aux termes des articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

L'Université Catholique la Sapiencia n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises à travers les articles de cette revue. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Editeur responsable : Université Catholique la Sapiencia de Goma
Rédacteur en Chef : Abbé Innocent NYIRINDEKWE, P.A.
Rédacteur en Chef adjoint : Abbé Jacques LETAKAMBA, P.A.
Secrétaire de rédaction : Abbé Jean-Bosco HAVUMA, Assistant
Service marketing et diffusion : Abbé Innocent MUKAMBILWA et
Myriam INYIGWAMBI (MA, Assistants)

Membres

Godefroid Kä Mana, Professeur Ordinaire
Jean Baptiste GAKURU SEMACUMU, Professeur Ordinaire
Jean Paul SEGIHOBE BIGIRWA, Professeur
Matthieu MANIRAGUHA, Professeur
Emmanuel MWENDAPOLE KANYAMUHANDA, Professeur
Célestin TWIZERE, Professeur
Joseph KITAGANYA SEBATWA, Professeur Associé
Nene MORISHO, Professeur Associé
Abbé Célestin KANYAMBIRIRI, Professeur Associé
Phidias AHADI SENGE, Professeur Associé
Abbé Boniface NTAGANIRA, Docteur
Abbé Henri CHIZA BALUMISA, Docteur
Honoré NGABOYISONGA KAJUGU-JUGU, Chef de Travaux
Jean Pierre KISONIA, Chef de Travaux
Eric KATUSELE, Chef de Travaux
Alex MUNYAKAZI, Chef de Travaux
Emmanuel BUSHA, MA
Abbé Désiré MATEO, Assistant
Edgar MAHUNGU, Assistant₂
Bernardin ULIMWENGU BIREGEYA, Assistant₂

Table des matières

Editorial <i>Innocent Nyirindekwe</i>	5
Le système éducatif congolais du supérieur entre l'hédonisme et l'ascétisme ? <i>Phidias Ahadi Senge</i>	8
Ethique et spiritualité de l'imaginaire en Afrique : construire les logiciels mentaux de la résilience <i>Kä Mana</i>	28
La philosophie au service de la vie concrète dans l'existence humaine selon Gabriel Marcel <i>Nestor Salumu Ndalibandu</i>	48
Pour une culture de débat citoyen dans le « Kivu » <i>Henri Chiza</i>	66
Regional integraton, globalization, foreign language and conflict <i>Philippe Banzi</i>	84
Politique des crédits et impact sur la vie socio-économique des membres d'une IMF <i>Myriam Inyigwambi</i>	110
La jeunesse et l'entrepreneuriat agricole <i>Didier Fataki, Youri Buhakane & Erick Kasuku</i>	140
Etude d'impact de la réhabilitation des voiries à Goma sur la croissance économique <i>Innocent Mukambilwa</i>	159
Les grossesses non désirées dans les quartiers populaires de la ville de Goma <i>Jean Pierre Bulambo</i>	183
Les plantes médicinales, une nécessité sanitaire au Quartier Ndoshu, à Goma <i>Bellarmin Wabenga</i>	196

Editorial

L'Université Catholique la Sapientia de Goma nourrit et entretient l'ambition de *construire des génies de transformation sociale*. Ce troisième numéro de notre revue a cela pour horizon.

En effet, réfléchir sur le système d'enseignement du supérieur dans notre pays comme le fait le professeur Phidias, c'est, sans nul doute, tracer des voies de sortie de la crise organisationnelle aux multiples fléaux rongant cette pépinière humaine qu'est l'université du Congo, pourtant l'une, si pas l'unique raison d'espérer à l'émergence.

C'est, une fois encore, la raison pour laquelle, estimant que l'économie sociale et solidaire constitue une issue à la crise financière qui, dans notre pays, ne dit plus son nom, que Myriam évalue l'impact des crédits sur les conditions de vie des membres d'une coopérative d'épargne et de crédit. Cette poignante analyse est une base d'amélioration des politiques de crédit dans notre région.

Et comme les fruits de notre système universitaire croupissent souvent dans le chômage, faute d'initiative et d'opportunités, trois chercheurs : Didier Fataki, Youri Buhakane et Eric Kasuku focalisent leur attention sur l'étude d'une réussite en matière d'entrepreneuriat agricole par un jeune de Goma. Ils démontrent ainsi qu'il y a à espérer et ouvrent une voie de sortie en donnant aux jeunes un exemple pouvant les inspirer.

Pour sa part, Nestor Salumu, s'inspirant de Gabriel Marcel, rappelle que la philosophie souvent prise pour une *simple spéculation*, peut et doit être au service de la vie concrète, comme cela l'a toujours été d'ailleurs sans que bon nombre de personnes utilitaristes s'en rendent compte. Pour preuve, seul le questionnement philosophique peut nous faire découvrir le sens holistique de notre trajectoire dans le monde et promouvoir les valeurs spirituelles, éthiques et intellectuelles qui sous-tendent les actions et les choix de notre vie quotidienne.

Dans une région où *l'autre* est souvent conçu comme *tout à fait autre* et non comme *l'autre soi-même*, Henri Chiza plaide pour une culture du débat, étant donné que notre *labyrinthe* existentiel nécessite d'être parcouru par tous avec l'idéal d'en sortir, tous, vainqueurs. C'est aussi

ce que Philippe Banzi soulève en examinant l'ampleur ethnolinguistique des relations intercommunautaires souvent tendues dans l'Est de la RDC. Il montre que sur base de préjugés, l'exclusion fondée sur l'appartenance sociogéographique envenime le climat social. Face à cet état de choses, Kā Mana opte pour la conscience créatrice de solutions énergiques à travers la théologie de la libération holistique par l'énergie de l'imaginaire et la (re)découverte des mythes de résurrection comme chemin du salut. Un salut qu'il veut plénier et intégrateur.

Convaincu que les infrastructures routières constituent un indicateur de développement, et partant du fait que depuis 2011, la voirie urbaine de Goma est en chantier, Innocent Mukambilwa s'attèle à en évaluer l'impact sur le social et l'économique de la ville de Goma. Bien que les travaux traînent, il conclut à une corrélation et une causalité intrinsèque entre le taux de croissance, le fonds de financement investi et les distances des voiries réhabilitées en termes de kilomètres.

Vu que l'urbanisation n'est pas seulement innocente, Bulambo Milenge porte son attention sur les déterminants et conséquences des grossesses non désirées sur la santé de la femme et de l'enfant d'un quartier populaire de la ville de Goma. Il en déduit la nécessité d'une sensibilisation conjointe entre les organes étatiques et non étatiques pour réduire les méfaits de ce fléau qui, du reste, est un obstacle au développement.

Face aux défis sanitaires et économiques de l'heure, Wabenga Basilwango estime que les plantes médicinales constituent une solution intermédiaire pour la santé d'une population longtemps mis à mal par la guerre et ses corollaires. Selon lui, la biodiversité locale contient des ressources fondamentales pour des solutions adéquates et quasi durables. Raison pour laquelle il soutient la promotion de la phytothérapie et la médecine traditionnelle, pour une santé vraiment globale.

Puisse cette contribution scientifique, constituer un levier d'actions individuelles et collectives innovatrices en vue du changement pour le mieux-vivre-ensemble.

Prof Abbé Innocent Nyirindekwe Munyambaraga
Recteur de l'UCS-Goma et Rédacteur en Chef de la revue Sapientia.

Education

Le système éducatif congolais du supérieur entre l'hédonisme et l'ascétisme ?¹

Phidias Ahadi Senge Milemba, Professeur
Associé, Université de Goma et Secrétaire
Général Académique de l'ISC-Goma.

Résumé

Le système éducatif congolais du supérieur est, depuis un temps et de manière générale, pris en otage par l'esprit hédoniste et non ascétique de ses intervenants, suite à la rupture avec la qualité. Malgré quelques progrès enregistrés du système de Bologne au pays, la persistance de la culture hédoniste n'est guère de bon augure à la mise en œuvre des réformes initiées par le gouvernement en vue de l'ensemencement d'un système éducatif du développement et en connexion harmonieuse avec les exigences internationales. Cependant, des établissements congolais, même avec le minimum des conditions, ne ménagent aucun effort pour développer des capacités pédagogiques et de recherche, bien que non arrimées au système de Bologne.

Mots clés : Système éducatif du supérieur, assurance-qualité, hédonisme, ascétisme, système de Bologne

Abstract

The congolese higher education system has been taken hostage for some years and in a general manner, by the hedonist rather than the ascetic spirit of its participants because they are in a break with quality. In spite of some improvements associated with bologna system in the country, persistence of the hedonist culture does not favour the implementation of the reforms initiated by the government for the introduction of a development-targeted higher education system that could respond to the international requirements. However, even in such conditions, some Congolese institutions do manage to develop pedagogical and research skills although they are not adjusted to bologna system.

Keywords: Higher education system, quality-assurance, hedonism, ascetics, Bologna system.

¹ Ce texte est celui de la leçon inaugurale que nous avons eu l'honneur de présenter le vendredi 21 octobre 2016 à la cérémonie du lancement de l'année académique 2016-2017 à l'UCS-Goma. Dans cette note, nous opposons la culture hédoniste à celle ascétique. La première ramène notre système éducatif du supérieur à quelques faits de facilités ou de satisfaction avec le moindre effort, de festivités, de banalités, de jouissance, de travail sans efforts soutenus, de business suicidaire. La culture ascétique quant à elle renvoie à un ensemble des pratiques rigoureuses et de perfectionnement fondés sur la lutte contre la réussite par le moindre effort.

Introduction

Nous sommes en guerre. En guerre contre ceux des intervenants hédonistes qui revêtissent le système éducatif congolais du supérieur d'une peau de chagrin à travers le scandale du rejet de l'ascétisme dans l'enseignement supérieur et universitaire, et même dans la recherche scientifique. Il y a dans ce système éducatif, sur les problèmes managériaux, une intermittence de pensée et une somnolence de l'esprit qui rendent incapable notre société à se donner les moyens d'un futur débonnaire, et l'exposent par-dessus tout, à toutes les surprises jusqu'au jour où se produisent ces lumineux réveils de standardisation qui, quoique de l'ordre de souhait et de rêve aujourd'hui, pourraient tirer notre système éducatif de son enclavement.

Il est donc irréfutable que notre système éducatif du supérieur soit un territoire peu conquis à l'ascétisme pour sauver l'Etat aux prises avec une crise généralisée de potiers de sa transformation. D'où, le débat toujours recommencé sur la gouvernance universitaire n'est pas notre invention².

² P.Ahadi Senge M., « Etablissements d'Enseignement Supérieur et Universitaire dans la ville de Goma en République Démocratique du Congo : entre compétition et coopération ? », *International Journal of Innovation and Scientific Research*, Vol. 26, N°. 2, Septembre 2016, pp. 397-405 ; Ahadi Senge et Kasereka Kabaya, « L'Université et ses fonctions sociales à Goma : essai d'évaluation des actions de l'Université de Goma », *Revue de l'Institut de Recherches Sociales Appliquées*, N°. 13, Kisangani, Presses Universitaires de Kisangani, Mai 2008, pp.165-174 ; A. Bashwira, « Evolution de l'enseignement supérieur et universitaire en République Démocratique du Congo : modèles conceptuels », *Les Actes du forum universitaire kivitien sur la qualité de l'enseignement supérieur et universitaire en République Démocratique du Congo, tenu au Centre Olame du 24 au 26 juillet 2002*, Bukavu, CERUKI, Octobre 2004, pp.8-18 ; Kasonia Kirarahumu, « La prolifération des Etablissements d'enseignement supérieur et universitaire à Goma : états de lieux et perspectives d'avenir », *Cahiers des Sciences Sociales, Administratives et Politiques*, N°. 2, Goma, Presses de l'Université de Goma, Septembre 2014, pp.153-170 ; L.D. Legge, « L'Université et son rôle d'innovation dans la société », *Cahiers de l'Association Internationale des Universités*, N°. 12, 1973, pp. 71-91 ; T. Obenga, *Université africaine dans le cadre de l'Union Africaine*, Paris, Pyramide Papyrus Presse, 2003 ; Otemikongo Mandefu et Longoli Mokomboli, « Partenariat éducatif à l'Université de Kisangani », *Revue de l'Institut de Recherches Sociales Appliquées*, N°. 10, Kisangani, Presses Universitaires de Kisangani, Décembre 2004, pp. 136-143 ; Otemikongo Mandefu et Lusumbe Bondondo, « Politique d'essaimage des Etablissements d'enseignement supérieur et universitaire dans la ville de Kisangani », *Revue de l'Institut de Recherches Sociales Appliquées*, N°. 7-8, Kisangani, Presses Universitaires de Kisangani, novembre 2001, pp.65-79 ; L. Saint Moulin (De), « La

La rétrospective de l'enseignement supérieur en République Démocratique du Congo comme ailleurs en Afrique permet d'épier trois temps forts de son ensemencement qui, selon l'UNESCO, marquent l'évolution de ce secteur tant en termes d'objectifs que d'orientation stratégique³. Aussi, distingue-t-elle l'ère des universités coloniales, instituées par les colonisateurs ; puis l'ère des universités de l'indépendance, visant à affirmer la souveraineté nationale à travers la nationalisation, voire l'autonomisation du champ académique ; et enfin, l'ère des universités du développement, censées concourir au développement des pays concernés, dont le contenu est défini par les dirigeants nationaux⁴, n'a duré que très peu de temps.

Le système éducatif congolais du supérieur semble donc trahir cette dernière vertu totémique dont les universités ont été revêtues depuis l'ère des indépendances. L'enseignement supérieur et universitaire étant souvent, depuis quelques temps, ramené à quelques faits de facilités, de festivités, de banalités, de jouissance, de travail sans efforts soutenus, de business, l'UNESCO estime que le mandat qu'il avait reçu au moment de sa création nécessite aujourd'hui une réévaluation face aux changements qui s'opèrent au niveau mondial⁵. En vue de son nouveau départ, la floraison des établissements d'enseignement supérieur et universitaire congolais doit répondre aux besoins de son environnement interne et externe doublé de la dynamique ascétique en vue d'augurer d'un bel avenir.

Sachant par ailleurs que le système éducatif du supérieur a besoin de l'essor et du désenclavement vis-à-vis de l'Afrique et du monde, que faut-il envisager pour changer cette réalité qui cautionne encore plus son lendemain déjà incertain ? Il y aurait aussi tout particulièrement

répartition et les défis de l'enseignement supérieur en RD Congo », *Congo-Afrique*, N°. 467, Kinshasa, CEPAS, Septembre 2012, pp.486-497 ; B. Verhaegen, *L'enseignement supérieur au Zaïre : de Lovanium à l'UNAZA, 1958-1978*, L'Harmattan/CEDAF/CRIDE, Paris/Bruxelles/Kisangani, 1978 ; M. Vukasović, « Perspectives des étudiants sur l'enseignement supérieur en tant que facteur dans la création de sociétés du savoir », *Enseignement supérieur en Europe*, Vol. XXVIII, N°. 1, Bucarest, UNESCO-CEPES, 2003, pp.78-82.

³L. N. Safoulanitou, L. N. Ndeffo et al., *Enseignement supérieur en Afrique francophone. Crises, réformes et transformations. Etude comparative entre le Congo, le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso*, Dakar, CODESRIA, 2009, p.2.

⁴ Ibid.

⁵ Ibid, p.4.

lieu de se demander si les réformes à l'enseignement supérieur et universitaire que le ministère de tutelle envisage utilement pour son ar-rimage aux standards internationaux sont souhaitables à première vue par ses intervenants ? Ces lignes ne suggèrent pas de panacées à ces interrogations, plutôt un nouveau départ du système éducatif du supérieur dans un contexte de mondialisation constructive, car il est un facteur, aujourd'hui, incontournable de réussir ensemble, un levier important et une force motrice du développement de la société du savoir.

S'éloignant de l'esprit hédoniste qui s'est approprié le système éducatif congolais du supérieur pour le commuer en la culture ascétique où l'on adopterait à bon escient la poursuite du maximum de satisfaction avec un effort rigoriste ; à travers cette note, nous espérons démontrer que le système éducatif congolais du supérieur est, depuis un temps et de manière générale, pris en otage par l'esprit hédoniste de ses intervenants, parce que l'évitement d'un travail soutenu est à leur fond de train. Ce qui ouvre des pistes susceptibles de réhabiliter notre système éducatif du supérieur autarcique et en rupture avec la qualité.

1. Système éducatif congolais du supérieur otage de l'esprit hédoniste ?

Les gênes et les défis auxquels le système éducatif congolais du supérieur doit un assaut frontal sont aujourd'hui plus urgents que jamais naguère. La nébuleuse tare d'hédonisme se répand rapidement et remet en cause ce système éducatif, incluant non seulement les institutions publiques et privées d'enseignement, mais aussi celles de la recherche scientifique.

L'enseignement supérieur et universitaire est devenu de plus en plus sujet au marchandage, impliquant ses intervenants dans une lutte effrénée du lucre avec toute l'indécence qui l'enveloppe, au détriment de l'Assurance-Qualité, une soupape à un enseignement du développement. Pourtant, affirme Jean-Paul Segihobe Bigira :

L'Assurance-Qualité à l'enseignement supérieur et universitaire passe avant tout par la qualité de ceux-là qui doivent présider aux destinées des établissements d'enseignement et de recherche,

c'est-à-dire nous. Lorsqu'on jette un regard critique et même auto-critique sur le profil scientifique et académique de beaucoup d'entre nous, il y a lieu de se rendre compte que certains naviguent à vue, d'autres sont simplement des mercenaires, des universitaires improvisés, auto-proclamés ayant retrouvé par hasard ou tardivement leur vocation d'enseignants ou de chercheurs, d'autres encore des aventuriers poursuivant plutôt un but mercantiliste ou populisme politique à travers des établissements publics comme privés⁶.

Les universités ont une responsabilité particulière pour le présent et le futur de l'humanité. Elles sont appelées pour assurer que tous les accomplissements dans les sciences et la technologie serviront la cause de la paix et du progrès⁷. Elles peuvent aussi être porteuses des signaux forts du changement du système de gouvernance de la société en vue de son développement, lequel n'est jamais acquis définitivement. En ce sens, elles jouent un rôle indispensable dans l'évolution des rapports sociaux arrimés aux exigences du progrès endogènes et exogènes.

Un des principaux problèmes auquel est confronté le système éducatif congolais du supérieur réside dans la conjoncture socio-économique qui bat de plein fouet le pays. Cette conjoncture est visible, d'autant plus que la productivité économique nationale tournant au ralenti et doublée de faibles performances, ne crée pas de conditions convenables au développement du marché de l'emploi. C'est pourquoi, renchérit Gratien Mokonzi, en particulier, un système de transformation situé dans un environnement infecté par le chômage en souffre profondément. En effet, le taux de chômage et le taux d'occupation, qui comptent parmi les indicateurs de la santé économique d'un milieu, impactent significativement sur la scolarité⁸. Aussi, assiste-t-on au

⁶J.-P. Segihobe Bigira, *L'émergence du savoir dans l'Assurance-Qualité. Discours du Recteur de l'Université de Goma*, Goma, Presses de l'Université de Goma, 2016, p.47.

⁷J. Raymundo Martins Romêo, « L'enseignement supérieur en Amérique Latine », *Enseignement supérieur en Europe*, Vol. XXVIII, n°1 : L'enseignement supérieur au Vingt-et-unième siècle: une vision pour l'avenir, Bucarest, UNESCO-CEPES, 2003, p.43.

⁸G. Mokonzi Bambanota, *Où va l'université au Congo-Kinshasa ?* Paris, L'Harmattan, 2016, p.127.

disséminement des établissements d'enseignement supérieur et universitaire à travers les coins et les recoins du pays dont les rênes sont aux mains des imposteurs et intrus.

Visualisons cette photographie à travers le tableau dressé ici-bas.

Tableau 1. *Synthèse des résultats de l'audit organisationnel et enquête de viabilité (2009-2011)*

N°	PROVINCE	PUBLIC			PRIVE			TOTAL		
		ETABLISSEMENTS			ETABLISSEMENTS			ETABLISSEMENTS		
		VIABLES	INTERMEDIAIRES	NON VIABLES	VIABLES	INTERMEDIAIRES	NON VIABLES	VIABLES	INTERMEDIAIRES	NON VIABLES
1	KINSHASA	11	03	03	35	10	46	46	13	49
2	BAS-CONGO	09	11	01	04	15	08	13	26	09
3	BANDUNDU	14	26	14	03	06	22	17	32	36
4	EQUATEUR	09	20	07	07	06	10	16	26	17
5	KASAI-OCC.	04	28	04	05	04	10	09	32	14
6	KASAI-ORIENT	05	17	07	04	09	18	09	26	25
7	KATANGA	13	20	11	14	13	29	27	33	40
8	MANIEMA	01	18	00	00	02	04	01	20	04
9	ORIENTALE	04	24	05	02	13	13	06	37	18
10	NORD-KIVU	05	38	08	10	30	47	15	68	55
11	SUD-KIVU	06	18	05	07	21	12	13	39	17
RDC		81	223	65	91	129	219	172	352	284

Source : P. Kapagama Ikando, *La réforme au LMD : nécessité d'un cadre normatif*, Atelier organisé à l'attention de la Conférence des chefs d'établissements de l'enseignement supérieur et universitaire du Nord Kivu à Goma, le 12 août 2016, p.34.

Ce tableau-synthèse renseigne que le pays compte jusqu'à la date du 31 décembre 2011, 808 établissements d'enseignement supérieur et universitaire disséminés à travers le pays, dont certains, pour les atteindre, demandent de traverser rivières et collines, montagnes et forêts. Il s'agit là de chiffres officiels qui accusent de limites bien connues des « chiffres noirs », c'est-à-dire des cas d'établissements qui échappent aux relevés statistiques du ministère de tutelle parce que fonctionnant sans son agrément ni son autorisation sous l'œil indifférent des services publics compétents.

De ce chiffre impressionnant, témoignage de la massification d'établissements d'enseignement supérieur et universitaire, 369 sont du secteur public dont 81 viables, 223 intermédiaires et 65 non viables. Tandis que 439 établissements sont du secteur privé, comprenant 91 établissements viables, 129 intermédiaires et 284 non viables. Au total, sur les 808 établissements recensés, le pays compte 172 établissements soit 21,29% viables ; 352 soit 43,56% intermédiaires et 284 soit 35,15 non viables. Ces chiffres ne sont pas loin de témoigner la paralysie du système éducatif congolais dont la fatalité n'est plus à démontrer. Ce tableau sombre du boom d'établissements d'enseignement supérieur et universitaire ne laisse pas tacite Jean-Paul Segihobe Bigira :

C'est un secret de polichinelle de dire que beaucoup de ces institutions sont des œuvres ou des propriétés de certains députés nationaux ou provinciaux, des sénateurs, des officiers de l'armée ou de la police, des commerçants, des pasteurs, et de certains Collègues qui multiplient des auditoires délocalisés ou des extensions à travers montagnes et vallées de nos villages⁹.

La conséquence immédiate de ce tableau inouï de l'histoire des établissements d'enseignement supérieur et universitaire congolais qui a atteint sa cote d'alerte est la perte de la qualité. Qu'elle soit mesurée en terme de performance des étudiants lors des examens, en références du personnel universitaire, en contacts des étudiants avec le savoir et l'information actuelle, en la mesure dont la formation répond aux demandes du marché du travail, ou en dépenses par étudiant¹⁰, aux problèmes d'infrastructures modernes et adaptées, aux équipements et matériels didactiques répondant aux exigences des technologies de l'information et de la communication, ou encore à la visibilité dans les publications internationales sur internet.

C'est dans ces conditions que le *Journals Consortium* classe les universités congolaises plus loin des 100 premières d'Afrique en l'année

⁹J.-P. Segihobe Bigira, *Op.cit.*, p.48.

¹⁰K. F. Seddo, « Le développement de l'enseignement supérieur en Afrique », *Enseignement supérieur en Europe*, Vol. XXVIII, n°1 : L'enseignement supérieur au Vingt-et-unième siècle: une vision pour l'avenir, Bucarest, UNESCO-CEPES, 2003, p.35.

2015. L'Université de Kinshasa est classée 153^{ème} tandis que l'Université de Lubumbashi occupe la 232^{ème} place sur un échantillon de 1 447 Universités d'Afrique. En région Afrique Centrale, l'Université de Kinshasa, première en RDC, vient en deuxième position avec 15.65 points après l'Université de Ouagadougou au Burkina-Faso qui a raflé 19.18 points tandis que l'Université de Lubumbashi, deuxième au pays, occupe la septième place dans la région avec 7.74 points¹¹.

Comme on le voit, le pays a encore du chemin à parcourir afin d'atteindre tout au moins le top 10 d'Afrique et gagner le leadership en Afrique Centrale. Cette forte dégradation qu'a connu et ne cesse de connaître la RDC qui, lors de la première décennie après son indépendance en 1960, pouvait encore se comparer à certains pays comme le Canada ou la Corée du Sud, devenus tous deux de grandes puissances économiques¹², interpelle sur la refondation du système éducatif du supérieur qui doit dorénavant faire figure d'une architecture rivée sur la concurrence internationale. Cependant, puisant encore dans la sagesse de Jean-Paul Segihobe Bigira :

La présence saugrenue d'une multitude d'institutions d'enseignement supérieur et universitaire sape la réputation du secteur et, loin de favoriser l'émulation et la concurrence dans le savoir-faire qui se traduirait à travers l'innovation et la recherche de qualité, constitue un frein à l'émergence, encourageant par-là la médiocrité au travers d'une concurrence éhontée et déloyale, tant la recherche d'argent par le biais de l'implantation de beaucoup d'institutions cache un business qui ne dit pas son nom, pourtant, hélas, dangereux et mortel pour la nation¹³.

¹¹ La méthodologie du classement du Journals Consortium considère les cinq dernières années, à savoir, 2010-2015, et s'est fondé sur les publications scientifiques et les citations dans les revues et publications internationales trouvées sur le moteur de recherche Google Scholar.

¹² L. Mashako Mamba, Préface du livre des A. Maindo M. Ngonga et P. Kapagama Ikonda (Dir.), *L'Université en chantier en RD Congo. Regards croisés sur la réforme de l'enseignement supérieur et universitaire*, Paris, Karthala, 2012, p.5.

¹³ J.-P. Segihobe Bigira, *Op.cit.*, p.48.

Cette photographie du seuil critique des établissements d'enseignement supérieur et universitaire qui poussent touffus et incontrôlés, donne lieu à un parallélisme de sorte qu'à mesure que les établissements augmentent, l'indécence s'en suit et, à cet effet, le système de réussite par le mérite est mis en pièce. Pourtant, la méritocratie est un principe moral selon lequel l'accès aux positions les plus prestigieuses dans la société, aux honneurs et aux avantages qui en découlent, repose sur le mérite individuel¹⁴. D'où, il importe d'aseptiser le système éducatif du supérieur par des mesures rénovatrices et capacités créatrices pour l'arrimer aux changements locaux et mondiaux. Cette aseptisation devra inviter le gouvernement à assumer trois responsabilités vitales :

- Repenser significativement le système éducatif du supérieur. Ce ne sont pas les potentialités ou les potiers de transformation qui manquent au pays, plutôt un esprit managérial et la conscience du développement qui méritent une nette reconsidération pour espérer servir les besoins locaux et nationaux en connexion avec ceux du reste du monde. Des réformes proactives truffées des réglementations significatives et amarrées dans une perspective mondialisée seront incontournables au pays pour bénéficier d'un crédit international apporté par les mécanismes de l'Assurance-Qualité ;
- Etre à la fois acteur et bénéficiaire des innovations tant régionales qu'internationales des systèmes éducatifs du supérieur et s'imposer comme un partenaire entreprenant des pays qui prennent part non moutonnaire aux transformations de la société mondiale ;
- Offrir des allocations financières et conditions de travail convenables. Les dispositifs qui conduisent les établissements d'enseignement supérieur et universitaire vers l'Assurance-Qualité et un monde compétitif à l'échelle mondiale, incluent une motivation financière adéquate, en fonction du mérite, des besoins et du statut des acteurs, reliant les ressources aux performances institutionnelles ; des fonds compétitifs pour des investissements dans l'amélioration des conditions infrastruc-

¹⁴ O. Nay et al., *Lexique de science politique. Vie et institutions politiques*, 2^e éd. Paris, Dalloz, 2011, p.327.

turelles, matérielles de travail et des programmes des bourses d'études aux étudiants.

Plus généralement, toute réforme du système éducatif du supérieur s'exprime en termes de lutte contre un système de gouvernance universitaire enclavé, clientéliste, fragile, etc. devenu un frein au développement d'une société de savoir mondialisé, *parce qu'elle refuse obstinément de dire adieu à la pratique ignominieuse d'hédonisme pour entrer dans l'âge ascétique.*

Dans ce contexte, plus que jamais, l'université doit jouer un rôle crucial dans l'éducation de nouvelles générations d'intellectuels, de professionnels - générations qui veulent et peuvent faire des efforts et construire - dans ce monde du savoir sans frontières - un monde de la compétition et du développement technologique sans précédent - une société harmonieuse qui offre une qualité de vie en permanente progression¹⁵. Parce que dans l'ancien temps de trois pools universitaires, à savoir, Kinshasa, Lubumbashi et Kisangani, les établissements de l'enseignement supérieur et universitaire étaient des ressources qui poussaient drues et très serrées dans le pays de telle sorte que leurs produits finis étaient ressentis avec tous les contrecoups sur la transformation de notre milieu naturel de vie.

2. Réformes gouvernementales et intervenants du système éducatif du supérieur

A titre de rappel, il importe de garder à l'esprit que l'offre du système éducatif congolais du supérieur procède du legs colonial. Les tentatives de réformes entreprises pour l'actualiser n'ont malheureusement pas permis, jusque-là, son arrimage aux standards internationaux. Cependant, le gouvernement de la république tente, depuis un temps, de repenser son secteur éducatif du supérieur *de la ruine qui l'ensevelit sous les décombres de la médiocrité*. Aussi, a-t-il mis sur pied la Coordination nationale du LMD créée par l'Arrêté ministériel n°083/MINESURS/CABMIN/BCL/NKA/2013 du 27 août 2013 avec

¹⁵I. Iliescu, « L'enseignement supérieur au Vingt-et-unième siècle et son rôle dans le développement de la Roumanie », *Enseignement supérieur en Europe*, Vol. XXVIII, N°. 1 : L'enseignement supérieur au Vingt-et-unième siècle: une vision pour l'avenir, Bucarest, UNESCO-CEPES, 2003, p.13.

entre autres missions de sensibiliser et de former la communauté universitaire sur le processus de Bologne et des implications dans le système éducatif congolais du supérieur.

On peut aussi noter la promulgation le 11 février 2014 de la Loi-cadre n°14/004 de l'enseignement national qui remplace la Loi n°086-005 du 22 septembre 1986, qui institue l'introduction progressive à l'université du système Licence, Maîtrise et Doctorat, LMD en sigle, dont la finalité est d'harmoniser les cursus dans l'enseignement supérieur et universitaire, et de favoriser la mobilité du personnel et de l'étudiant à l'échelle mondiale.

Tout compte fait, les établissements congolais de l'enseignement supérieur et universitaire comme ceux de la recherche scientifique, même avec le minimum de conditions, ne ménagent aucun effort pour développer des capacités pédagogiques et de recherche en leurs seins. Les témoignages les plus récents et encourageants sont le succès totalement congolais conquis lors de la troisième édition du concours régional de plaidoiries des Grands Lacs en Droit International Humanitaire et en Droits Humains. Ces épreuves ont été organisées à Kigali en République Rwandaise sous la coupole de l'Initiative pour la Paix et les Droits de l'Homme d'une part, et le Comité pour le Concours des Grands Lacs d'autre part, du 7 au 12 décembre 2015 entre les étudiants en sciences juridiques de 14 universités de la région des Grands Lacs, dont 8 universités de la RD Congo, 2 du Rwanda et 4 du Burundi. Les universités congolaises, à savoir, l'Université Protestante du Congo et l'Université de Goma ont raflé, respectivement, la première et la deuxième place dans la région.

Nous pouvons aussi fièrement noter *le Prix Christophe Mérieux 2015* décerné au professeur Jean-Jacques Muyembe Tamfum¹⁶ le 3 juin 2015 sous l'œil-de-perdrix de l'Institut de France à Paris et devant un parterre de savants du Monde, pour encourager ses travaux de recherche scientifique sur la maladie infectieuse (Ebola) dans le bassin du Congo. Tous ces faits et bien d'autres prouvent qu'au-delà de la

¹⁶ Il est virologue congolais, Directeur de l'Institut National de Recherches Biomédicales de Kinshasa et professeur à la Faculté de Médecine de l'Université de Kinshasa. Le Prix Christophe Mérieux 2015 lui a été décerné pour sa longue lutte sans relâche et émaillée de risques et de sacrifices contre l'épidémie d'Ebola depuis 1976 à Yambuku en République Démocratique du Congo.

difficile connexion du système éducatif congolais du supérieur aux standards internationaux, il génère, cependant, des innovations à la grandeur du pays, et qui sont profitables à toute l'humanité.

Par ailleurs, cette réforme entreprise à l'enseignement supérieur et universitaire n'est pas perçue comme porteuse de solution qui l'amènerait vers une identité débonnaire, plutôt comme un problème vis-à-vis de ses intervenants qui y font régner à volonté le business qui leur est amplement rentable. Le tableau synthèse des résultats de l'audit organisationnel et enquête de viabilité précité renseigne, d'abord que 172 établissements sur 808 soit 21,29% sont viables. La ville-province de Kinshasa rafle le taux le plus élevé avec 46 établissements soit 26,74% et le taux le plus faible au Maniema avec 1 établissement soit 0,58%. Ensuite, 352 établissements soit 43,56 % sont intermédiaires. Le taux le plus élevé est en province du Nord-Kivu avec 68 établissements soit 19,31% tandis que le taux le plus bas est en ville-province de Kinshasa avec 13 établissements soit 3,69%. Enfin, 284 établissements soit 35,15 % sont non viables. Le Nord-Kivu occupe le taux le plus élevé avec 55 établissements soit 19,36% contre 4 établissements au Maniema soit 1,40%¹⁷.

C'est pourquoi, maintes fois, le ministère de tutelle a pris courageusement des décisions de fermeture des établissements de l'enseignement supérieur et universitaire, ainsi que de leurs auditoires délocalisés, aussi tôt, malheureusement, certains d'entre ces établissements sont restés fonctionnels de leur propre gré sous l'œil passif des pouvoirs publics.

Il s'agit là de problèmes auto-critiques pour les intervenants du secteur qui, à première vue, vont à contremarche de toutes les initiatives publiques de tendance salubre pour le système éducatif congolais du supérieur. Ceux d'entr'eux dont le rôle est de saper la valeur de notre formation à travers la recherche véreuse du lucre au niveau de l'enseignement supérieur et universitaire, se trouvent dans une position d'opposer une fin de non-recevoir à la réforme en cours, et impriment à l'échelle nationale et internationale, à cet effet, une image éducationnelle discréditée et vouée à des fins égoïstes.

¹⁷ P. Kapagama Ikando, *Op.cit.*, p.35.

Ils se sont même hâtés, après la promulgation de la nouvelle Loi-cadre n°14/004 sur l'enseignement national, à instaurer le système LMD dans leurs établissements respectifs, sans, cependant, ressources enseignantes qualifiées, sans infrastructures en propre et adéquates, sans programmes et autorisation préalable du ministère de tutelle, sans moindre partenariat avec les universités nationales et étrangères déjà porteuses dignes de ce système.

Ce maquillage du système LMD, en vogue, est comme de la peinture appliquée sur une planche dont l'intérieur est systématiquement rongé par les parasites du bois, de sorte qu'au simple passage d'un râteau, avec son petit poids, la planche s'affaisse. Cet état sinistré du système éducatif congolais du supérieur ne laisse pas Pascal Kapagama Ikando tarir des mots:

Cessons de faire semblant de croire que nous avons encore des établissements d'enseignement supérieur et universitaire dignes de ce nom et de banaliser les conditions de formation empreintes de rigueur scientifique. Cessons de continuer de tromper la jeunesse par une formation supérieure au rabais, qui lui ferme les portes dans toute tentative de mobilité internationale¹⁸.

Si l'autorité de tutelle ne prend guère de mesures salvatrices pour sauver l'enseignement supérieur et universitaire de la macédoine d'immoralité, de la cupidité suicidaire, de l'hédonisme, du clientélisme, du commercialisme académique, etc., ce gouffre dans lequel il est désormais plongé risquera d'impacter négativement sur l'économie du pays. Car la Loi-cadre n°14/004 sur l'enseignement national promulguée le 11 février 2014, précise dans sa section 9, que la maîtrise et le contrôle de la Science et de la Technologie constituent les facteurs essentiels de la puissance économique de la République Démocratique du Congo.

¹⁸P. Kapagama Ikando, *Ibid*, p.46.

3. Perspective ascétique, un défi pour redorer le blason du système éducatif du supérieur

Originellement instituées par les colonisateurs, les universités représentent aujourd'hui la clé de voûte du développement local, national et international. Tout le monde reconnaît aujourd'hui l'intérêt des universités pour la qualité de la vie en société, le renforcement de l'image de marque des territoires, les retombées en revenus suscitées par l'attraction des étudiants étrangers.

Dans la société du savoir qui est en train de se développer aujourd'hui, les universités détiennent une responsabilité importante. Elles doivent s'affirmer comme des organisations constructives, génératrices de savoir, et comme des formateurs de citoyens responsables et compétents¹⁹. Sitôt ce rôle fondamental disparu, la société est plongée dans les eaux mortifères, et provoque ainsi une paralysie fatale du système social.

La nature spécifique de l'université et le savoir, le savoir-faire, le savoir-faire faire, le savoir-être, le savoir-devenir qu'elle produit ont une influence sur la mise à jour des atouts du développement. Ces savoirs portent la marque de l'université où ils ont été produits car ils incorporent ses vertus. Le savoir-faire, particulièrement, ne se réduit cependant pas à la mise à jour de l'université, mais porte aussi sur la nécessité d'une bonne organisation des rapports entre elle et les besoins sociaux ressentis. Les approches en termes de projets, de partenariats, etc., montrent que le développement dépend de la capacité de l'université à rendre service à la collectivité à partir d'un système de valeurs et de normes partagées en commun, d'où le savoir-faire faire.

Cependant, aujourd'hui, les universités sont devenues, généralement, des «magasins de diplômes prêt-à-porter», de «couveuses de la médiocrité intellectuelle», et selon Lubala Kasi, des «boutiques de l'ignorance²⁰», parce que caractérisées tantôt par l'esprit de concurrence, tantôt par l'aventurisme et la logique du lucre²¹.

¹⁹I. Iliescu, *art. cit.*, p.12.

²⁰ Lubala Kasi, « Médiocrité intellectuelle des tiers instruits dans la région des grands lacs africains », *Les Actes du forum universitaire kivutien sur la qualité de*

Dans cette représentation socio-économique, est-il que certaines d'entre elles se livrent à une véritable «chasse à l'argent», leurs missions sempiternelles étant d'ailleurs devenues inertes, toute leur vitalité est mutatis mutandis accordée au marchandage des titres académiques qui, si aucune mesure significative de la part des décideurs politiques n'est arrêtée, cette anarchie provoquerait fatalement l'irréparable social.

Les enseignements qu'elles organisent, de plus en plus fallacieux, ont alors pour finalité prédatrice l'accumulation des richesses en échange des diplômes sans compétences. Lors des séances de soutenance des travaux de fin d'études et mémoires, l'assistance s'impose sur le jury en chantant à la réussite des récipiendaires de manière scandaleuse, « alongi naye... ! » pour les populations lingalophones, et « acha mto-to, alisha pita ! » pour les populations swahilophones. Ces expressions veulent dire, approximativement, que le récipiendaire a déjà réussi quelle que soit sa prestation. Ce qui est contraire à l'esprit de l'instruction académique du ministère de tutelle n°017/MINESU/CABMIN/TMF/SMM/2015 du 30 septembre 2015, qui dispose, au point 1.22 que :

Il est rappelé que la défense des travaux de fin d'études (TFC et Mémoire) constitue une évaluation individuelle du récipiendaire. En tant que telle, elle doit se dérouler conformément aux Règlements des examens. Les Autorités Académiques doivent veiller à ce que, lors de la défense de ces travaux, les tierces personnes n'influencent pas le jury par les actes et comportements susceptibles de troubler la quiétude du récipiendaire et des membres du jury (sifflets applaudissements, cris, etc.).

Inopportunément, certaines institutions aux visées mercantilistes suicidaires, n'appliquent à volonté cette instruction du ministère de tu-

l'enseignement supérieur et universitaire en République Démocratique du Congo, tenu au Centre Olame du 24 au 26 juillet 2002, Bukavu, CERUKI, octobre 2004, p.26.

²¹ A. Kasay Katsuva, « Quelques considérations sur les études universitaires organisées au Kivu d'altitude et leur pertinence dans le processus de développement régional », *Les Actes du forum universitaire kivitien sur la qualité de l'enseignement supérieur et universitaire en République Démocratique du Congo*, tenu au Centre Olame du 24 au 26 juillet 2002, Bukavu, CERUKI, octobre 2004, p.68.

telle, pourtant salubre pour notre système éducatif du supérieur sinistré. Le risque est que notre avenir ainsi que celui des générations en formation et futures sont victimes d'un système éducatif du supérieur qui meurt avec ses intervenants. Parce que, à en croire Jacques Cheminade, un conglomérat d'intérêts financiers des intervenants dans le secteur éducatif domine notre société. Sa loi est le profit à court terme, la possession, la cupidité et le saccage social²².

Conclusion

Le thème de la gouvernance universitaire n'est pas une nouveauté dans la littérature consacrée au secteur de l'éducation et de la formation technique et professionnel. Il est une problématique toujours renouvelée parce que le débat sur les problèmes de développement, dont l'université en est un facteur incontournable, est dynamique et en perpétuel questionnement si tant les défis de la société ne sont guère relevés définitivement.

Cette réflexion, problématisant le système éducatif congolais du supérieur, a permis, non seulement d'identifier les problèmes qui le minent, mais aussi de relever des ébauches de solutions. Alors, plutôt que de reprendre les propositions linéaires, habituellement formulées lors des forums nationaux ou internationaux, et sortir du nid de complicité du silence, nous avons estimé impérieux, dans cette note, de répondre au tragique de la situation, et ouvrir ainsi des pistes nouvelles à explorer pour découvrir l'horizon du possible qui s'offrira à notre système éducatif du supérieur :

- Premièrement, sevrer le système éducatif du supérieur de la culture hédoniste pour l'alimenter en culture ascétique, gage de l'Assurance-Qualité. Cela serait possible en mettant hors d'état de nuire les intervenants du secteur éducatif du supérieur qui livrent les jeunes, aveuglés par l'hédonisme caractérisé, à une austérité déprédatrice qui est moralement et politiquement suicidaire ;

²²J. Cheminade, *Un monde sans la City ou Wall Street. Un grand chantier pour demain*, Paris, L'Harmattan, 2012, p.11.

- Deuxièmement, sortir le pays de l'état socio-économique sinistré, devenu un alibi pour certains intervenants du système éducatif du supérieur à entretenir la médiocrité. Ce secteur est devenu le lieu de refuge et de passe-temps pour plusieurs personnes en quête d'emploi pour la survie ;
- Troisièmement, réhabiliter la dimension mondiale du système éducatif congolais du supérieur pour jouer un rôle catalyseur dans l'élan développeur de l'Afrique et du monde ;
- Quatrièmement, enfin, décider des politiques éducatives globales car le lien harmonisé et arrimé aux standards internationaux entre les niveaux maternel, primaire, secondaire et supérieur reste le salut de l'éducation nationale.

Nous espérons qu'à travers la force de l'arrimage du système éducatif congolais, en particulier celui du supérieur au système de Bologne, et l'ascétisme comme sa chasse gardée, positionneront le pays à faire un pas décisif vers l'échange des savoirs avec toutes les régions du monde, afin que l'adjectif "universel" définissant l'université l'emporte toujours dans toutes les altitudes.

Références bibliographiques

- Ahadi Senge et Kasereka Kabaya, « L'Université et ses fonctions sociales à Goma : essai d'évaluation des actions de l'Université de Goma », *Revue de l'Institut de Recherches Sociales Appliquées*, N°. 13, Kisangani, Presses Universitaires de Kisangani, Mai 2008, pp.165-174.
- Ahadi Senge M. P., « Etablissements d'Enseignement Supérieur et Universitaire dans la ville de Goma en République Démocratique du Congo : entre compétition et coopération ? », *International Journal of Innovation and Scientific Research*, Vol. 26, N°. 2, Septembre 2016, pp. 397-405.
- Bashwira A., « Evolution de l'enseignement supérieur et universitaire en République Démocratique du Congo : modèles conceptuels », *Les Actes du forum universitaire kivutien sur la qualité de l'enseignement supérieur et universitaire en République Démocratique du Congo, tenu au Centre Olame du 24 au 26 juillet 2002*, Bukavu, CERUKI, Octobre 2004, pp. 8-18.
- Cheminade J., *Un monde sans la City ou Wall Street. Un grand chantier pour demain*, Paris, L'Harmattan, 2012.

- Iliescu I., « L'enseignement supérieur au Vingt-et-unième siècle et son rôle dans le développement de la Roumanie », *Enseignement supérieur en Europe*, Vol. XXVIII, N°. 1 : L'enseignement supérieur au Vingt-et-unième siècle: une vision pour l'avenir, Bucarest, UNESCO-CEPES, 2003, pp.12-16.
- Kapagama Ikando P., *La réforme au LMD : nécessité d'un cadre normatif*, Atelier organisé à l'attention de la Conférence des chefs d'établissements de l'enseignement supérieur et universitaire du Nord Kivu à Goma, le 12 août 2016.
- Kasay Katsuva A., « Quelques considérations sur les études universitaires organisées au Kivu d'altitude et leur pertinence dans le processus de développement régional », *Les Actes du forum universitaire kivutien sur la qualité de l'enseignement supérieur et universitaire en République Démocratique du Congo, tenu au Centre Olame du 24 au 26 juillet 2002*, Bukavu, CERUKI, Octobre 2004, pp.68-79.
- Kasonia Kirarahumu, « La prolifération des Etablissements d'enseignement supérieur et universitaire à Goma : états de lieux et perspectives d'avenir », *Cahiers des Sciences Sociales, Administratives et Politiques*, N°. 2, Goma, Presses de l'Université de Goma, Septembre 2014, pp.153-170.
- Legge L.D., « L'Université et son rôle d'innovation dans la société », *Cahiers de l'Association Internationale des Universités*, N°. 12, 1973, pp.71-91.
- Lubala Kasi, « Médiocrité intellectuelle des tiers instruits dans la région des grands lacs africains », *Les Actes du forum universitaire kivutien sur la qualité de l'enseignement supérieur et universitaire en République Démocratique du Congo, tenu au Centre Olame du 24 au 26 juillet 2002*, Bukavu, CERUKI, Octobre 2004, pp.26-34.
- Maindo M. Ngonga A. et Kapagama Ikonda P. (Dir.), *L'Université en chantier en RD Congo. Regards croisés sur la réforme de l'enseignement supérieur et universitaire*, Paris, Karthala, 2012.
- Mokonzi Bambanota G., *Où va l'université au Congo-Kinshasa ?*, Paris, L'Harmattan, 2016.
- Nay O. et al., *Lexique de science politique. Vie et institutions politiques*, 2^e éd. Paris, Dalloz, 2011.
- Obenga T., *Université africaine dans le cadre de l'Union Africaine*, Paris, Pyramide Papyrus Presse, 2003.
- Otemikongo Mandefu et Longoli Mokomboli, « Partenariat éducatif à l'Université de Kisangani », *Revue de l'Institut de Recherches Sociales Appliquées*, N°. 10, Kisangani, Presses Universitaires de Kisangani, Décembre 2004, pp. 136-143.
- Otemikongo Mandefu et Lusumbe Bondondo, « Politique d'essaimage des Etablissements d'enseignement supérieur et uni-

versitaire dans la ville de Kisangani», *Revue de l'Institut de Recherches Sociales Appliquées*, N°. 7-8, Kisangani, Presses Universitaires de Kisangani, Novembre 2001, pp.65-79.

- Raymundo Martins Romêo J., « L'enseignement supérieur en Amérique Latine », *Enseignement supérieur en Europe*, Vol. XXVIII, N°. 1 : L'enseignement supérieur au Vingt-et-unième siècle: une vision pour l'avenir, Bucarest, UNESCO-CEPES, 2003, pp.44-50.
- Safoulانيتou L. N., Ndeffo L. N. et al., *Enseignement supérieur en Afrique francophone. Crises, réformes et transformations. Etude comparative entre le Congo, le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso*, Dakar, CODESRIA, 2009.
- Saint Moulin L. (De), « La répartition et les défis de l'enseignement supérieur en RD Congo », *Congo-Afrique*, N°. 467, Kinshasa, CEPAS, septembre 2012, pp.486-497.
- Seddoh K. F., « Le développement de l'enseignement supérieur en Afrique », *Enseignement supérieur en Europe*, Vol. XXVIII, N°. 1 : L'enseignement supérieur au Vingt-et-unième siècle: une vision pour l'avenir, Bucarest, UNESCO-CEPES, 2003, pp.32-43.
- Segihobe Bigira J.-P., *L'émergence du savoir dans l'Assurance Qualité. Discours du Recteur de l'Université de Goma*, Goma, Presses de l'Université de Goma, 2016.
- Verhaegen B., *L'enseignement supérieur au Zaïre : de Lovanium à l'UNAZA, 1958-1978*, L'Harmattan/CEDAF/CRIDE, Paris/Bruxelles/Kisangani, 1978.
- Vukasović M., « Perspectives des étudiants sur l'enseignement supérieur en tant que facteur dans la création de sociétés du savoir », *Enseignement supérieur en Europe*, Vol. XXVIII, N°. 1, Bucarest, UNESCO-CEPES, 2003, pp.78-82.

Théologie

Ethique et spiritualité de l'imaginaire en Afrique : construire les logiciels mentaux de la résilience

*Par Kā Mana, Secrétaire Général de l'Association
Œcuménique des Théologiens Africains (AOTA)*

*Directeur de recherche à l'Institut Interculturel
dans la Région des Grands Lacs (Pole Institute,
Goma, RDC)*

Résumé

Se rendant compte de la crise spirituelle caractérisant les peuples africains à la suite de divers épisodes d'humiliation et de perte d'identité, Kā Mana propose que l'on opte pour une certaine résilience basée sur la construction de logiciels mentaux à même de relever le défi. C'est à ce prix, et seulement alors que l'Afrique aura des forces de foi, d'espérance et de la recherche du sens de l'existence dont bon nombre de citoyens ne semblent pas percevoir le bien fondé, eu égard au fait que le centre de gravité politique, économique et culturel de l'Afrique se nourrit d'images négatives et pessimistes que le reste du monde lui renvoie d'elle-même. Cette réflexion prospective veut donc ouvrir à la conscience créatrice de solutions énergiques à travers la théologie de la libération holistique par l'énergie de l'imaginaire et la re(découverte) des mythes de résurrection comme chemin du salut. La première ligne de force éthico-spirituelle de l'imaginaire africain, c'est la Maât, c.à.d., l'idéal et le modèle de la vie selon les normes du beau, du vrai et du juste. La deuxième, c'est l'Ubuntu, c.à.d. la fécondité du bonheur partagé. La troisième, c'est le bissoïsme, c.à.d. l'intégration du nous dans la dynamique « procesuelle » de la réalité comme devenir où s'unissent passé, présent et avenir dans le devenir global de la réalité. Ainsi l'Afrique pourrait-elle vivre l'altermondialisation comme sens éthique et spirituelle de l'humanité.

Mots-clés : imaginaire, résilience, Afrique, spiritualité, éthique

Qu'est-ce l'imaginaire ?

L'une des plus grandes révolutions intellectuelles des temps contemporains est la découverte de l'imagination comme source de connaissance, de créativité et d'action pour transformer le monde et inventer un avenir d'épanouissement humain pour le bonheur communautaire. L'inspiration profonde de cette révolution est venue d'Afrique lors-

que, dans le domaine de l'art, de la poésie et de la littérature, l'Occident a découvert, au début du siècle dernier, le génie des peuples africains qu'il avait indûment considérés comme primitifs et arriérés. Le dadaïsme, le surréalisme, le cubisme, le perspectivisme et la psychanalyse d'Europe se sont alors donné ce limon vital pour rompre avec le rationalisme desséchant qui voyait dans l'imagination « la folle du logis », selon l'expression populaire consacrée. Même les sciences physiques et les mathématiques ont été rendues sensibles à ce que leurs découvertes doivent à la fonction imaginante de l'esprit. On a alors pris conscience d'une zone de l'être humain où vibrent et étincellent les images, les mythes, les représentations et les idées riches en possibilités d'utopies créatrices pour l'avènement d'un autre monde possible. C'est aussi une zone où dorment les forces de démobilitation et d'émasculatation des énergies de vie, qui peuvent casser le mental d'une personne, d'une communauté ou de toute une société au point de les mettre en « agonie psychique »²³, les rendre infécondes et léthargiques dans la profondeur de leur existence. Cette zone, c'est *l'imaginaire*. Elle est au centre de l'intérêt de chercheurs qui veulent savoir comment revigorer les forces créatrices des communautés humaines et réveiller les flammes de leur volonté de vie face aux situations d'effondrement, de désagrégation et de risque d'implosion de l'être.

Un trajet anthropologique

Dans l'anthropologie comme discipline scientifique, l'étude de l'imaginaire a conduit à une découverte capitale : au lieu de se réduire à une zone de l'être d'un individu ou d'une communauté, l'imaginaire a été dévoilé comme une dynamique, un « trajet anthropologique », selon le mot de Gilbert Durand²⁴, c'est-à-dire le devenir humain de l'homme. D'après ce sens, le mot désigne la dynamique d'être où s'articulent avec fécondité les puissances profondes de la vie, les forces vivantes de l'inconscient, le limon de la mémoire historique

²³ Le mot est de Boris Cyrilnyk dans sa conférence présentée à l'Université de Nantes le 27 mars 2015 sous le titre : « La résilience dans les situations extrêmes ». en ligne sur www.youtube.com

²⁴ G. DURAND, *Les Structures anthropologiques de l'imaginaire. Introduction à l'archétypologie générale*, Paris, PUF, 1960. Lire également *La foi du cordonnier*, Paris, Denoël, 1984 ; *L'Imagination symbolique*, Paris, PUF, 1984.

ainsi que les énergies de la créativité réflexive et spirituelle. Il s'agit non seulement de l'imaginaire, en tant « *qu'océan, réservoir de toutes les représentations (...), sorte d'indicateur de toute hominisation, commencement de la noosphère* », mais de tout le processus créateur qui en fait un trajet sensé, la puissance d'avènement de l'homme à l'humain, à une mesure toujours plus haute de lui-même qu'engagent sa soif du sens et son besoin de mutation radicale dans sa condition, comme le montre la recherche éthique de Gabriel Vahanian.²⁵

Cela veut dire qu'il n'est pas un simple réceptacle de représentations, d'images, de mythes et d'idées qui déterminent l'être, mais un geyser de pulsions et une volcanique des désirs qui, de l'inconscient à la conscience, relie les divers strates de la personnalité individuelle et collective jusqu'à lui ouvrir le chemin de la découverte ou de la création d'un sens à la vie. L'imaginaire devient ici un champ où se croisent plusieurs orientations de la psychanalyse contemporaine et de la philosophie des utopies créatrices.

Concrètement, il unit trois perspectives ouvertes par le champ psychanalytique :

- En premier lieu, il renvoie à ce que la psychanalyse de Freud permet de désigner par le terme d'*inconscient libidinal*²⁶. On se doit de parler d'inconscient libidinal à cause de la centralité de la libido dans les débats sur l'œuvre de Freud. En réalité, ce qui est important, c'est la force du désir dans la structure de la *psychè*, ou plus exactement l'énergétique des désirs profonds souvent cachés à la conscience et pourtant très actifs dans les profondeurs de l'être.
- En deuxième lieu, l'imaginaire conduit à une autre dimension de l'inconscient : celle que l'on peut désigner par l'expression d'*inconscient mythologique*²⁷. Cette expression renvoie à

²⁵ G. VAHANIAN, *Dieu et l'utopie. L'Eglise et la technique*, Paris, Cerf, 1977 ; *Dieu anonyme ou la peur des mots*, Paris, Desclée de Brouwer, 1989.

²⁶ Ce terme est une reprise de la théorie de l'inconscient chez Sigmund Freud. Voir ses livres : *Trois essais sur la théorie sexuelle* (1905), Paris, Gallimard, 1989 ; *Cinq leçons sur la psychanalyse* (1910), Paris, Payot, 2004 ; « Au-delà du principe de plaisir » (1920), in *Essais de psychanalyse*, Paris, Payot, 2004.

²⁷ Le terme est une reprise de la notion d'inconscient collectif chez Carl Gustav Jung. Voir ses ouvrages : *Psychanalyse et alchimie* (1948), Paris, Buchet Chastel, 1996 ;

l'inconscient collectif dont parle Carl Gustav Jung. Il s'agit en fait d'une zone de l'âme où sont accumulés les archétypes, les images primordiales, les mythes féconds, les fictions énergiques et le côté nocturne des récits-force qui agissent sur la vie profonde d'une société et structurent sa vision du monde et sa perception de la réalité sans qu'interviennent les élaborations rationnelles et conceptuelles.

- En dernier lieu, il y a dans l'imaginaire ce que l'on peut désigner par le terme d'*inconscient spirituel*²⁸. Le terme est de Victor Frankl. Il évoque la zone où, au plus profond des êtres humains, agissent des forces de foi, d'espérance et de la recherche du sens de l'existence en références aux réalités ultimes, aux entités transcendantes qui peuvent mobiliser les populations pour les conduire à agir au-delà de leurs possibilités ordinaires dans la vie. Cette zone de l'inconscient est l'habitable des énergies qui conduisent aux actes d'héroïsme, au dépassement de soi pour opérer des choses extraordinaires, accomplir des miracles et des prodiges, déplacer les montagnes des problèmes qui s'accumulent dans la vie et ouvrir la voie à des réalités inattendues et bouleversantes. C'est aussi la zone que l'on peut activer pour entraîner les individus et les peuples vers les crimes les plus abominables comme ceux que l'on a vus au temps du nazisme ou ceux que l'on voit aujourd'hui à travers le terrorisme et les massacres à grande échelle au nom de Dieu, au nom de la défense de la religion, au nom de certaines idées sacralisées et de l'attachement aux dogmes et aux vérités métaphysiques invérifiables. C'est une zone que l'on active par des prières, par des méditations, par des retraites spirituelles, par une certaine qualité de la musique ou par des techniques religieuses de lavage de cerveaux pour faire vibrer les émotions profondes et réveiller des pulsions et affects incontrôlables, en détruisant toutes les forces de rationalité et d'analyse logique des choses. C'est ici que l'on fait recours aux exercices de conditionnement psychique

L'âme et ses symboles (1964), Paris, Gallimard, 1988 ; *L'Homme à la découverte de son âme* (1963) Paris, Albin Michel, 1987.

²⁸ Lire son maître-livre : *Le dieu inconscient*, Paris, Gallimard, 1975. Lire également : *Découvrir un sens à sa vie avec la logothérapie*, Montréal, Actualisation, 1988.

pour agir dans un sens ou dans un autre, pour une cause ou pour une autre, quel que soit son contenu.

La crise de l'imaginaire africain

En unissant ces trois perspectives de la psychanalyse contemporaine, l'imaginaire s'affirme, en fait, comme une dynamique fondamentale de la transformation de l'homme et du monde, positivement ou négativement. En agissant sur lui et sur ses forces, on peut changer l'homme et le monde, dans le bon sens comme dans un sens désastreux et destructeur.

C'est à ce titre que l'imaginaire intéresse la théologie et la religion, surtout en Afrique où l'inconscient libidinal, l'inconscient mythologique et l'inconscient spirituel sont complètement malades. La crise africaine, c'est justement la désorientation qui affecte ces inconscients dont l'ensemble constitue la strate la plus profonde d'un système d'imaginaire défectueux.

En Afrique, on peut présenter la situation du système pathologique de l'inconscient de la manière suivante :

Dans l'inconscient libidinal, les désirs de vie ont été cassés dans leur ressort par la défaite du continent face à l'Occident, selon une logique de fragilisation et de mise à mort de grands pouvoirs de créativité dans toute une civilisation aujourd'hui tourmentée et tiraillée dans son être par des forces contradictoires : celles de la perte de soi et celle de la recherche d'une nouvelle voie d'existence. L'esclavage, la colonisation, le néocolonialisme et l'ultralibéralisme actuel sont des stations de cette défaite que l'on peut considérer à juste titre comme une agonie psychique pour les Africains. On peut même dire que le complexe de la défaite continue à soutenir des mimétismes politiques, économiques et culturels que l'on observe partout dans les pays africains. Il transforme les hommes en esclaves volontaires, en caniches heureux de l'être, en mendiants contents de leur mode de vie et en aliénés sans souci de se libérer véritablement.

L'inconscient mythologique africain est atteint par les pathologies du même type : il ne donne pas l'impression de vouloir créer de grands mythes pour changer l'Afrique aujourd'hui et pour les années à venir.

Il se contente de mythes des autres, dans tous les domaines. Ses images-archétypes qui forgent des hommes-force n'ont plus aucune force, pour ainsi dire. L'Afrique se nourrit des images que le reste du monde lui renvoie d'elle-même et perd ainsi le centre de gravité politique, économique et culturel de sa propre vie. Il suffit de lire attentivement la littérature africaine pour voir à quel point la production d'images, la construction de mythes et la libération d'utopies créatrices face au futur souffrent d'une vision pessimiste, défaitiste et fataliste du destin de l'homme africain.

On comprend alors pourquoi l'inconscient spirituel des peuples africains ne se découvre pas un sens à sa vie de manière ferme et ne crée pas de fortes raisons d'être et de vivre dans le monde face à l'avenir. Elle avale les religions des autres, elle rumine les idées religieuses et théologiques venues d'ailleurs, sans vraiment les changer en force de vie et en puissance de résilience²⁹ qui se donne un grand dessein pour changer le monde selon la perspectives des valeurs, des intérêts et des rêves vitaux endogènes.

Tout ce qui se présente ainsi comme univers pathologique a un nom : la crise de l'imaginaire africain. Elle est au cœur de la vie africaine et elle est le défi capital que le mot imaginaire constitue pour la théologie.

La théologie africaine face à la gestion de la crise de l'imaginaire

Pour affronter une crise de cette profondeur dans l'imaginaire, il est important de quitter les zones de l'inconscient et d'ouvrir ces zones à la conscience créatrice de solutions énergiques. Le fait même de prendre conscience de la crise d'un système d'imaginaire est une voie de forte résilience.

Dans l'Afrique d'aujourd'hui, deux grandes voies théologiques de résilience ont été tracées comme sillon pour changer la société par la guérison de l'imaginaire : la ligne de la théologie de la libération ho-

²⁹ Sur cette notion de résilience, lire Boris Cyrulnik, *Un merveilleux malheur*, Paris, Odile Jacob, 1999 ; *Parler d'amour au bord du gouffre*, Paris, Odile Jacob, 2004 ; *Autobiographie d'un épouvantail*, Paris, Odile Jacob, 2008.

listique³⁰ par l'énergie de l'imaginaire³¹ et la ligne de la re(découverte) des mythes comme chemin du salut³².

Selon la première voie, l'être de l'Afrique a besoin de libération grâce à la parole de Dieu dans sa capacité d'impact sur les imaginaires sociaux. Il faut entendre ici l'expression d'imaginaires sociaux au sens sociologique que lui donne Bronislaw Baczko. C'est-à-dire : des « *représentations collectives, idées-images de la société globale et de tout ce qui se rapporte à elle* »³³. Toute la Bible devra être lue en Afrique comme force de transformation globale de ces représentations collectives dans la mesure où elles sont de représentations de crise par un continent dont l'être, depuis plus de quatre siècles, est configuré par la crise. Quand Dieu parle à l'homme africain aujourd'hui, c'est pour le libérer de cette crise dont la traite des esclaves, la colonisation et la néo-colonisation ont laissé des traces indélébiles dans des traumatismes visibles autant dans l'inconscient libidinal, dans l'inconscient mythologique que dans l'inconscient spirituel. Ces traumatismes sont à l'œuvre dans la situation actuelle des Africains dans l'ordre mondial, à travers le goulot d'étranglement du néolibéralisme comme nouvelle raison globale du monde. Face à cette nouvelle raison globale qui configure les imaginaires sociaux africains comme des maladies de déshumanisation, de zombification, d'imbécillisation collective et de néantisation de l'homme et de la société africaine, Dieu n'a un sens en Afrique qu'en tant que le Dieu de la novation absolue de la réalité : « Voici, je fais toutes choses nouvelles ! » (Apocalypse 21, 5). La guérison holistique des imaginaires sociaux en

³⁰ Sur cette ligne, lire Benoît Awazi Mbambi Kungua, *Dieu crucifié en Afrique, Esquisse d'une christologie africaine de la libération holistique*, Paris, L'Harmattan, 2008 ; *De la postcolonie à la mondialisation néolibérale, radioscopie éthique de la crise négro-africaine*, Paris, L'Harmattan, 2011. Lire également le monumental ouvrage collectif publié sous la direction du même auteur : *Dieu et l'Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2016.

³¹ Lire à ce sujet : Hélène Yinda, et Kā Mana, *Pour la nouvelle théologie des femmes africaines*, Bafoussam, CIPCRE, 2004.

³² Lire : Kā Mana, *La Mission de l'Eglise africaine, Pour une nouvelle éthique mondiale et une civilisation de l'espérance*, Yaoundé-Bafoussam, CIPCRE, 2015 ; *Afrique, notre projet*, Yaoundé, Terroirs, 2009 ; *(Re)découvrir les mythes, Développer le pouvoir créateur des sociétés africaines*, Goma, Pole Institute, 2015 ; Anastasie Masanga Maponda (Sous la direction), *Le courage de croire*, Boma, Presses universitaires de Boma, 2016.

³³ B.BACZKO, *Les imaginaires sociaux. Mémoires et espaces collectifs*, Paris, Payot, 1984.

Afrique, c'est l'injonction faite par Dieu aux Africains de faire toutes choses nouvelles. En tant que théologie des imaginaires sociaux, toute la théologie africaine devient une théologie de l'altermondialisation au sens global du terme.

D'où la deuxième ligne de lecture des textes bibliques comme des mythes de résurrection et de renaissance pour l'Afrique. On doit entendre par mythes des récits-force pour créer des hommes-force et des sociétés-force. Toute la Bible devient un réservoir de ces récits qui doivent féconder et vitaliser les imaginaires sociaux en Afrique dans la ligne de la transformation sociale et de la création d'une nouvelle société.

Tout le monde connaît le mythe de l'élection divine qui a fait du peuple hébreu un peuple élu, avec ce que cela a constitué comme énergétique de construction des imaginaires sociaux d'un peuple dont la foi en Dieu est le moteur d'un destin exceptionnel. Ce récit a un sens particulier pour les imaginaires sociaux africains : l'Afrique est le nouveau peuple de l'élection et il doit se considérer comme tel après les derniers siècles de souffrances et de malheurs d'où il doit sortir comme d'une ère des ténèbres. L'interprétation africaine de la Bible devra désormais s'inscrire dans cette dynamique du sens.

La Bible offre aussi un fabuleux mythe de la libération des Hébreux en Egypte. C'est le récit-force de la construction de l'imaginaire social de la liberté comme structure anthropologique de tout un peuple, avec la traversée du désert vers une terre promise où le lait et le miel n'ont pas coulé comme une manne du ciel, mais ont été tirés du sol par le labeur des hommes et le génie de leur inventivité. On doit voir dans ce mythe le récit de ce que l'imaginaire social africain doit devenir.

Un autre récit-force qui doit être mis en lumière ici, c'est la transformation de l'imaginaire social de la défaite en imaginaire social de la victoire chez les hébreux pendant la période de l'exil quand, « au bord du fleuve de Babylone », le peuple élu de Dieu pleurerait de désespoir face à tous les horizons bouchés. Les scribes et les hautes autorités religieuses relurent alors toute l'histoire de leur communauté sous le signe de la force de Dieu : ils construisirent de récits-force pour faire de leur destinée une destinée entre les mains de Dieu et

forgèrent une vision éthique et spirituelle de leur rôle dans le devenir de l'humanité. Ce furent des récits de résurrection et de renaissance dans un imaginaire social de foi et d'indomptable espérance. Aujourd'hui, l'Afrique a besoin du même type d'imaginaire créateur pour inscrire la Bible dans le destin des peuples africains afin qu'ils transforment leur destin de défaite au cours des derniers siècles de leur histoire en destinée d'un peuple bâtisseur d'avenir : bâtisseur d'émergence, bâtisseur de développement.

On ne peut pas ne pas songer ici aux récits-force qui sont les livres d'Esdras et de Néhémie. Ces récits-force refondèrent l'espoir de tout un peuple dans une volonté de reconstruction dont le Dieu de leurs Pères fut le socle. « Levons-nous et bâtissons » (Néhémie 2, 18) fut un mot d'ordre énergique qui changea la vision qu'avait le peuple de lui-même. Ce mot d'ordre instaura une véritable révolution de l'imaginaire social et ouvrit des horizons de grandeur et de détermination dont la Bible rend compte. Ne pas lire ces récits comme des récits-force pour l'Afrique d'aujourd'hui, ce serait ne rien comprendre à la théologie africaine de l'imaginaire.

Enfin, il y a le récit-force de la résurrection du Christ, c'est-à-dire de son entrée dans une nouvelle vie de pivot éthique et spirituel de l'histoire de l'humanité. C'est un récit-force qui s'adresse de manière particulièrement vitalisante à l'Afrique de notre temps : un continent appelé à être le peuple de la résurrection et de la renaissance.

L'imaginaire comme dynamique d'invention et de créativité : idéologie et utopie

Tel qu'il est utilisé en théologie africaine, l'imaginaire a un sens philosophique de dynamique intérieure d'invention et de créativité pour les récits-force qui soient différents des récits reçus de la tradition africaine ou des traditions étrangères. Plus exactement : il désigne la capacité de se réapproprier les mythes du passé et de l'étranger pour exercer une double fonction par rapport au présent et à l'avenir : la fonction idéologique et la fonction utopique, pour reprendre les catégories sémantiques utilisées par Paul Ricœur.

Dans son livre, *Du texte à l'action, essais d'herméneutique II*, Paul Ricœur « met en ordre les significations et les fonctions distinctes reconnues » à l'idéologie et à l'utopie, écrit George Ngal³⁴. Habituellement, l'idéologie est vue comme une force de dissimulation, de masque, de falsification et de torsion de la réalité au profit d'une vision voulue par les classes sociales dominantes. Ricœur insiste sur le fait qu'à côté de ces fonctions négatives, l'idéologie a une fonction fondamentalement positive : elle est dotée d'une fonction d'intégration pour une société dont elle légitime le vivre-ensemble et pour laquelle elle offre les exigences de loyauté et d'intégrité de la part de ses membres. Si l'idéologie est parfois mensongère, légitime ou intègre, elle donne au groupe de pouvoir croire à sa propre identité. Elle *renforce, redouble, préserve et, en ce sens, conserve le groupe social tel qu'il est*, affirme Ricœur. Les récits qu'elle produit unissent les membres d'une communauté autour de mêmes valeurs, de mêmes passions, de mêmes normes et convictions. C'est ce sens positif qui intéresse la fonction imaginante comme énergie de production de mythes sociaux, ces récits-force dont les communautés humaines ont besoin pour fertiliser leur être-ensemble.

Intervient alors l'utopie. Sa fonction vient projeter l'*imagination hors du réel* dans un ailleurs qui est aussi nulle part. Souvent, on la voit comme une projection dans un avenir lointain, dans une sorte de nébuleuse vaporeuse sans rapport avec le présent ni ancrages les potentialités du présent. Ce n'est pas la vision qu'en a Ricœur. Il met plutôt en lumière la nécessaire complémentarité de la fonction de l'utopie par rapport à l'idéologie positivement comprise : « *si l'idéologie préserve et conserve la réalité, l'utopie la met essentiellement en question. L'utopie, en ce sens, est l'expression de toutes les potentialités d'un groupe qui se trouvent refoulées par l'ordre existant. L'utopie est un exercice de l'imagination pour penser un « autrement qu'être » du social.* » En ce sens, nous avons toujours besoin de l'utopie, dans sa fonction fondamentale de contestation et de projection dans un ailleurs, pour opérer une critique radicale des idéologies, conclut Ngal.

³⁴ Georges Ngal, « Préface » in Kā Mana, *Philosophie africaine de la culture, Comprendre l'Afrique dans ses valeurs de civilisation*, Goma, Pole Institute, 2016. Les citations de Paul Ricœur sont tirées de cette préface.

Selon cette perspective, l'utopie devient une puissance de dynamisation et de fertilisation des énergies créatrices ici et maintenant. Elle réinvente le présent en lui montrant ce qu'il pourrait être, une fois qu'on le débarrasse des pathologies qui plombent sa force d'inventivité. Ernst Bloch a beaucoup insisté sur cette dimension de l'utopie comme utopie concrète. Il la coupe ainsi de la perception péjorative que l'on s'en fait habituellement pour valoriser ce qu'elle a de spécifiquement positif : l'imagination du possible comme réellement possible dans les potentialités du présent³⁵.

En théologie africaine, l'imaginaire unit les deux fonctions idéologique et utopique qui le caractérisent. Il fait inventer des récits-force et des mythes qui unissent l'Afrique en elle-même et la tournent vers l'avenir. C'est le rôle des idéologies politiques comme le panafricanisme dont les forces religieuses comme les Eglises doivent devenir le ferment. C'est aussi le rôle de l'afro-centrisme que la prédication des communautés de foi est appelée à promouvoir dans sa lecture et son interprétation de la Bible. Selon ces dynamiques idéologiques, la présence de Dieu dans la société africaine devient une force d'unification du continent et de la proclamation de la centralité de l'Afrique dans l'économie du salut. L'imaginaire idéologique invente alors le présent africain comme la réplique de l'Egypte pharaonique en tant que mythe fondateur, un mythe aussi capital que celui de l'élection divine pour le peuple hébreu dont les descendants vivent non pas comme du passé, mais comme du présent réellement libérateur. D'où l'efflorescence des spiritualités de la naissance de l'Afrique à une pharaonité dynamique aujourd'hui, à travers une production théologique très riche d'énergie et de sens.³⁶

Il y a plus : la création d'un imaginaire pharaonique est fondamentalement tournée vers l'avenir. C'est une utopie que la nouvelle spiritualité africaine veut transformer en utopie concrète, pour une rupture radicale avec les religiosités d'esclavage et d'aliénation dont l'Afrique n'a pas besoin.

³⁵ Ernst Bloch, *Le Principe espérance*, Paris, Gallimard, 3 volumes, 1976, 1981, 1991.

³⁶ Lire Tshiamalenga Ntumba, *Le réel comme procès multiforme. Pour une philosophie du NOUS un, englobant, processuel et plural*, Paris, Edilivre, 2016.

Avec les idéologies du panafricanisme et de l'afro-centrisme comme avec les utopies de l'Afrique pharaonique nouvelle dans une perspective d'avenir du continent, on se trouve devant un nouvel imaginaire social que la foi chrétienne fertilise. Cette fertilisation donne à la foi la dimension d'un boostage de l'imaginaire dont le vrai sens est de mettre dans le mental des Africains une nouvelle conviction forte. Cette conviction est celle-ci : de même que Dieu a fait de l'Afrique le berceau de l'humanité et le berceau de la civilisation, il en fait aujourd'hui l'avenir de l'humanité et l'avenir de la civilisation. Le Christ est au cœur de cette force-là, selon la théologie africaine de l'imaginaire.

Ethique et spiritualité de l'imaginaire

Ce qu'ambitionne cette théologie africaine de l'imaginaire, c'est au fond une certaine éthique de l'humain et une certaine spiritualité humaine. Parler de l'imaginaire dans ce sens éthique et spirituel, c'est invoquer trois grandes forces qui font de l'être humain un être humain et de la société une véritable société humaine.

La première ligne de force éthico-spirituelle de l'imaginaire africain, c'est l'enracinement de l'Afrique dans ce que les Egyptiens anciens désignaient par le terme de *Maât* : l'idéal et le modèle de la vie selon les normes du beau, du vrai et du juste. Le beau est à voir non pas du point de vue moderne de l'esthétique, mais du point de vue de la totalité écologique de l'existence. Le vrai renvoie à une perfection anthropologique de la vie selon les valeurs, tandis que le juste est l'idéal social de la fécondité relationnelle qui crée l'amour.

La deuxième ligne de force «éthico-spirituelle est celle que les Africains désignent sous le terme de l'*Ubuntu* : « Je suis parce que nous sommes ». Il s'agit de la force de vie qui unit l'individu et la communauté dans une sorte de circumincession énergétique où la société se construit comme espace de vie de santé et de prospérité : la fécondité du bonheur partagé.

La troisième ligne de force « éthico-spirituelle, c'est celle que le philosophe Tshiamalenga Ntumba désigne par le terme de *bissoïsme* (du terme de la langue lingala : *biso*). C'est une philosophie, une idéolo-

gie, une utopie qui ne se réduit pas à l'être-ensemble tout court, mais à l'intégration du nous dans la dynamique « processuelle » de la réalité comme devenir où s'unissent passé, présent et avenir dans le devenir global de la réalité. Le *bissoïsme* élève l'*ubuntu* à la réalité de la responsabilité cosmique et de la responsabilité historico-anthropologique globale.

Dans toutes ces lignes de force, la réalité est fécondée par l'énergie divine qui fait que l'homme, la société et la nature relèvent du divin. L'imaginaire devient ainsi une dynamique d'élévation de l'être au diapason du divin en toute chose. Il engendre l'humain au divin et incarne le divin dans l'humain : c'est un concept carrefour, pour ainsi dire.

Un continuum religieux de la conscience historique africaine

Du point de vue spécifiquement théologique, l'imaginaire doit être perçu sous l'angle d'une réalité où se construit la conscience religieuse africaine qui prend en charge tout ce qui a fait du continent africain une réalité où Dieu se manifeste dans toute sa splendeur, selon des guises innombrables que l'esprit humain ne peut pas réduire à quelque chose de connaissance et de définissable selon les limites de la connaissance. Il s'agit d'une conscience que l'on doit définir comme un continuum pharaonico-judéo-christiano-islamo-animiste, pour reprendre les caractérisations qu'en fait Georges Ngali.

Affirmer que la conscience développée par l'imaginaire africain est une conscience des origines pharaoniques de l'être africain comme force spirituelle, c'est plonger dans une fonction imaginante qu'Elie Wiesel a mise en lumière et qu'il définit comme l'imagination en amont³⁷. Il distingue celle-ci de l'imagination en aval comme productions d'utopies vers l'avenir à partir de l'aujourd'hui. Selon lui, Dieu nous a déjà imaginés comme êtres humains dès la création. Les prophètes d'Israël nous ont déjà imaginés dans leurs rêves et dans leurs quêtes. Les grands maîtres spirituels nous ont déjà imaginés dans leur

³⁷ Elie Wiesel, *Discours d'Oslo*, Paris, Grasset, 1987 ; *Silences et mémoire d'homme*, Paris, Seuil, 1989.

vision du monde. On peut dire sans conteste que pour les Africains, l'Afrique des Pharaons nous a déjà imaginés comme peuples : l'image qu'elle a rêvée de nous est une image de grandeur, de liberté, de dignité et d'humanité rayonnante. Il n'y a pas de théologie africaine de l'imaginaire sans cette référence à l'Égypte pharaonique comme lieu de l'imagination en amont qui a forgé l'être de l'Afrique.

Affirmer que la conscience développée par l'imaginaire africain est une conscience judéo-chrétienne, c'est prendre en charge l'enracinement du judaïsme et du christianisme dans l'imagination pharaonique du monde comme leur amont dans un continuum dont les valeurs, les normes et les visions du monde donnent figure à l'Afrique d'aujourd'hui. Toutes les ruptures et toutes les continuités entre les origines pharaoniques de l'Afrique et les univers imaginaires du judaïsme et du christianisme ont été reprises dans une réappropriation africaine qui en fait le limon de l'imagination en aval pour l'Afrique d'aujourd'hui. Toute la théologie africaine de l'imaginaire s'enracine ainsi dans le limon du judéo-christianisme dont les grandes figures sont des fondations pour l'Afrique actuelle et pour sa destinée demain.

Il convient de situer l'islam dans la même lignée de sens comme matrice de l'imagination en amont pour le continent africain, comme limon d'héritage de l'imaginaire jailli des sources pharaoniques et reconfiguré pour créer de nouvelles lumières de vie pour l'avenir. Ce limon, cet héritage, la théologie africaine de l'imaginaire les revendique sans complexe.

Pour le dire autrement, les pharaons ont imaginé l'Afrique d'aujourd'hui dans leurs rêves. Moïse et ses descendants l'ont imaginée dans leur passion du futur. Jésus-Christ l'a imaginée dans son projet de monde nouveau. Muhammad l'a imaginée dans ses ferveurs de foi et d'universalité de son message.

Il faut inventer aujourd'hui cette imagination en amont dans une opération de « réduction » de type phénoménologique pour découvrir l'esprit de profondeur des traditions spirituelles, leur substance vitale, leur ferment matriciel dont les souffles font de l'Afrique ce qu'elle doit être : le continent des rencontres entre les horizons spirituels de monde, un continent capable d'enfanter un monde nouveau par une

imagination créatrice qui se tourne vers l'avenir justement parce qu'elle se nourrit en même temps de l'imagination en amont qui l'a enfantée. L'ouverture de nouveaux horizons par l'imagination en aval et la réappropriation des horizons matriciels du passé comme passé qui ne passe pas et qui est toujours une part agissante du présent constituent l'énergie de la dialectique de l'imaginaire de la théologie africaine.

Cette dialectique a un souffle : la conscience animiste qui fait de l'Afrique ce qu'elle est, c'est-à-dire l'Afrique de la vie. La conscience animiste n'est pas à comprendre comme une notion théologique vaporeuse, stérile et indéfinissable dans le monde d'aujourd'hui. Elle signifie vitalisation des limons de vie du passé par le souffle permanent de Dieu qui anime toute l'histoire africaine et l'ouvre sur l'avenir du monde dans la splendeur de ses cultures et de ses civilisations. Elle désigne le lien spirituel entre passé, présent et avenir.

C'est en elle que l'avenir devient une responsabilité sur les épaules du présent : les générations futures y imaginent déjà ce que doivent être les générations actuelles si elles ont conscience qu'elles constituent l'imagination en amont pour l'avenir. Les pères y imaginent le monde qu'ils voudraient pour leurs enfants et le prennent en charge dans une dynamique imaginante dont Hans Jonas a donné une idée dans son livre-phare : *Le principe responsabilité*³⁸. L'avenir qui est imagination en aval se lie ainsi au présent dans une question forte qui doit être au cœur de l'éthique et de la spiritualité de toute personne de foi : « Qu'est-ce que je fais aujourd'hui pour les générations futures dans mon comportement au sein de ma famille, à l'école, à l'église, dans mon pays, dans mon continent, dans ma culture et dans ma civilisation ? Quel choix de vie ai-je fait pour que les enfants d'aujourd'hui soient dignes du monde de demain ? » Les penseurs Jacques Attali et Edgar Morin ne cessent de poser ces questions au cœur du monde actuel. Ce sont des questions profondes pour l'Afrique dans son imaginaire social.

Cela veut dire que le continuum vital de la conscience africaine pharaonico-judéo-christiano-islamo-animiste est le fond vital de

³⁸ Hans Jonas, *Le principe responsabilité*, Paris, Flammarion, 1990.

l'imaginaire africain. Il en est la trame spirituelle qui fait de tout Africain l'homme de toutes les forces de vie dont il doit nourrir l'humanité. C'est l'impératif absolu de la théologie africaine de l'imaginaire.

Les nœuds de responsabilité pour changer le monde

De même que l'imaginaire crée un continuum de fécondité de conscience historique, il crée également des liens de responsabilité de conscience géographique entre l'Afrique et toutes les civilisations aujourd'hui. Cette conscience est celle de changer l'humanité actuelle dans ce qu'elle a construit comme monde. Il faut changer ce monde en un autre monde possible et l'Afrique a une lourde responsabilité dans *l'institution imaginaire* de la société qui doit venir, pour reprendre un mot de Cornelius Castoriadis³⁹. Ses douleurs, ses malheurs et ses souffrances concrètes aux échelles politique, économique, culturelle et géostratégique la destinent à contribuer fermement à imaginer, à construire et à incarner une autre politique, une autre économie, une autre culture et une autre géostratégie. C'est là sa mission altermondialisatrice dont les orientations de fond exigent de rompre avec les rationalités du monde actuel fondées sur la violence, sur les dominations, sur les aliénations et sur les affres de la déshumanisation de l'homme et des sociétés.

Qu'est-ce que cela signifie concrètement à l'échelle théologique ? Cela signifie que :

- les Eglises africaines et toutes les forces spirituelles du continent ont à faire des enjeux sociaux de véritables enjeux de foi pour l'Afrique et pour le monde, selon le mot du théologien béninois Eugène Koussinkindey⁴⁰ ;
- la foi de l'Eglise d'Afrique dans son ensemble se mesurera à l'aune de ce qu'être chrétien fait faire concrètement aux chrétiens comme acteurs de la transformation sociale, pour re-

³⁹ Cornelius Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.

⁴⁰ Le Jésuite béninois Eugène Koussinkindey a fait une brillante conférence sur le thème des enjeux sociaux de la foi au colloque sur la mission organisé par la Conférence épiscopale du Congo à Kinshasa en 2015.

prendre les perspectives théologiques ouvertes par Jean-Claude Djéréké⁴¹.

Mettre ces questions au cœur de l'imagination créatrice des communautés de foi, c'est ancrer la théologie africaine de l'imaginaire dans ce qu'elle a comme richesses pour la nouvelle évangélisation du continent : les richesses d'une éducation pour former un nouveau mental chrétien dans la construction d'un autre monde possible.

Conclusion

En théologie africaine, le concept d'imaginaire a un contenu qui renvoie aux harmoniques et aux rythmiques de fond liées à l'anthropologie, à la psychanalyse, à la sociologie, à la philosophie et à la théologie. Toutes ces harmoniques et ces rythmiques conduisent à une éthique et à une spiritualité de la redécouverte des énergies profondes de l'homme africain dans l'histoire et de la projection optimiste de l'Afrique dans l'invention de l'avenir de l'humanité. Dans cette perspective, les enjeux réels de l'imaginaire sont de l'ordre de la transformation de l'Afrique et du monde : avec une autre politique, une autre économie et une autre culture pour aujourd'hui. Il faut libérer les énergies de la foi en Dieu et de la vie en Christ dans ce sens d'une Afrique nouvelle à construire et d'un monde nouveau à inventer. La théologie de l'imaginaire devient ainsi pour l'Afrique une théologie missionnaire : vivre l'altermondialisation comme sens éthique et spirituelle de l'humanité.

Bibliographie

Anastasie MASANGA Maponda (Sous la direction), *Le courage de croire*, Boma, Presses universitaires de Boma, 2016.

ATLAN Henri, *Croyances, Comment expliquer le monde ?*, Paris, Autrement, 2014.

AWAZI MBAMBI KUNGUA Benoît (dir.), *Dieu et l'Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2016.

⁴¹ Lire : Jean-Claude Déréké, *L'engagement politique du clergé catholique en Afrique noire*, Paris, Karthala, 2003.

- AWAZI MBAMBI KUNGUA Benoît, *De la postcolonie à la mondialisation néolibérale, radioscopie éthique de la crise négro-africaine*, Paris, L'Harmattan, 2011.
- AWAZI MBAMBI KUNGUA Benoît, *Dieu crucifié en Afrique, Esquisse d'une christologie africaine de la libération holistique*, Paris, L'Harmattan, 2008.
- BACZKO Bronislaw, *Les Imaginaires sociaux. Mémoires et espaces collectifs*, Paris, Payot, 1984.
- BLOCH Ernst, *Le Principe espérance*, Paris, Gallimard, 3 volumes, 1976, 1981, 1991.
- BRUNER Jérôme, *Car la culture donne forme à l'esprit : de la révolution cognitive à la psychologie culturelle*, Paris, Eshel, 1991.
- CA ERNST BLOCH Cornelius, *Le Principe espérance*, Paris, Gallimard, 3 volumes, 1976, 1981, 1991.
- STORIADIS, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.
- COLEMAN Daniel, *Cultiver l'intelligence relationnelle : comprendre et maîtriser notre relation aux autres pour vivre mieux*, Paris, Robert Laffont, 2009.
- CYRULNIK Boris, *Autobiographie d'un épouvantail*, Paris, Odile Jacob, 2008.
- CYRULNIK Boris, *Parler d'amour au bord du gouffre*, Paris, Odile Jacob, 2004.
- CYRULNIK Boris, *Un merveilleux malheur*, Paris, Odile Jacob, 1999.
- DJEREKE Jean-Claude, *L'engagement politique du clergé catholique en Afrique noire*, Paris, Karthala, 2003.
- DURAND Gilbert *La foi du cordonnier*, Paris, Denoël, 1984.
- DURAND Gilbert, *L'Imagination symbolique*, Paris, PUF, 1984.
- DURAND Gilbert, *Les Structures anthropologiques de l'imaginaire. Introduction à l'archétypologie générale*, Paris, PUF, 1960.
- FRANKL Victor, *Découvrir un sens à sa vie avec la logothérapie*, Montréal, Actualisation, 1988.
- FRANKL Victor, *Le dieu inconscient*, Paris, Gallimard, 1975.
- FREUD Sigmund, *Trois essais sur la théorie sexuelle*, Paris, Gallimard, 1989.
- FREUD Sigmund, *Cinq leçons sur la psychanalyse*, Paris, Payot, 2004.
- FREUD Sigmund, *Essais de psychanalyse*, Paris, Payot, 2004.
- FROMM Erich, *Avoir ou être ?* Paris, Robert Laffont, 1978.

JONAS Hans, *Le principe responsabilité*, Paris, Flammarion, 1990.

JUNG Carl Gustav, *L'âme et ses symboles*, Paris, Gallimard, 1988 .

JUNG Carl Gustav, *L'Homme à la découverte de son âme*, Paris, Albin Michel, 1987.

JUNG Carl Gustav, *Psychanalyse et alchimie*, Paris, Buchet Chastel, 1996.

Kä MANA, *(Re)découvrir les mythes, Développer le pouvoir créateur des sociétés africaines*, Goma, Pole Institute, 2015.

Kä MANA, *Afrique, notre projet*, Yaoundé, Terroirs, 2009.

Kä MANA, *La Mission de l'Eglise africaine, Pour une nouvelle éthique mondiale et une civilisation de l'espérance*, Yaoundé-Bafoussam, CIPCRE, 2015.

NGAL Georges, « Préface » in Kä Mana, *Philosophie africaine de la culture, Comprendre l'Afrique dans ses valeurs de civilisation*, Goma, Pole Institute, 2016. Les citations de Paul Ricœur sont tirées de cette préface.

RICARD Matthieu, *Plaidoyer pour l'altruisme, La force de la bienveillance*, Paris, Nil, 2013.

RIFKIN Jeremy, *Une nouvelle conscience pour un monde en crise, Vers une civilisation de l'empathie*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2011.

SABATO Ernesto, *Avant la fin*, Paris, Seuil, 2000.

TSHIAMALENGA NTUMBA Marcel, *Le réel comme procès multi-forme. Pour une philosophie du NOUS un, englobant, processuel et plural*, Paris, Edilivre, 2016.

VAHANIAN G., *Dieu anonyme ou la peur des mots*, Paris, Desclée de Brouwer, 1989.

VAHANIAN G., *Dieu et l'utopie. L'Eglise et la technique*, Paris, Cerf, 1977.

WIESEL Elie, *Discours d'Oslo*, Paris, Grasset, 1987 ; *Silences et mémoire d'homme*, Paris, Seuil, 1989.

YINDA Hélène, et KÄ MANA, *Pour la nouvelle théologie des femmes africaines*, Bafoussam, CIPCRE, 2004.

Philosophie, culture et paix

La philosophie au service de la vie concrète dans l'existence humaine selon Gabriel Marcel

*Abbé Nestor Salumu Ndalibandu (Assistant à
l'UCS-Goma et enseignant au Grand Sémi-
naire Mgr Busimba/Goma)*

Introduction

Dans l'imaginaire collectif des personnes, la philosophie apparaît comme un simple bavardage et une simple distraction des intellectuels, un discours creux, abstrait, sans incidence dans la vie réelle. De ce fait, faire la philosophie pour plusieurs, c'est ridicule ; c'est s'aventurer dans un jeu des mots, un exercice purement spéculatif. Dans d'autres milieux intellectuels et scientifiques, la philosophie est une science délicate car elle permet une analyse profonde des choses. Elle est perçue comme une réflexion pragmatique et fonctionnelle, engagée vers l'avenir pour assurer et faire progresser la pensée et l'action en vue d'un nouvel ordre social et un éveil de la conscience.

La philosophie n'a-t-elle pas un rôle à jouer dans la vie quotidienne des Africains comme si elle était insensible aux fléaux sociaux ? Nous entendons certains s'exclamer pourquoi nous amener vos philosophies dans nos vies. Car les réflexions philosophiques bousculent l'imaginaire du peuple, tourmentent les mauvais dirigeants et aident par les idées à la transformation par des mutations socio – politiques.

Gabriel Marcel affronté au problème de son temps nous indique combien la philosophie est un outil indispensable de transformation pour une société en crise comme celle de l'Afrique Noire. Nous voulons dans cet article examiner sa position sur l'apport de la philosophie dans l'existence humaine.

Nous subdivisons cet article en quatre points. Premièrement nous traiterons de la responsabilité sociale du philosophe. Deuxièmement, nous examinerons la démarche philosophique qui ressort de la pen-

sée de Gabriel Marcel. Troisièmement, nous traiterons de sa pensée philosophique. Nous terminerons par son apport pour une réhumanisation de notre société Africaine.

A. La responsabilité sociale du philosophe

1.1 Considération péjorative de la Philosophie

Poser la question de la responsabilité philosophique revient à s'interroger sur le rapport à établir entre philosophie et société. Pour plusieurs personnes, la philosophie ou toute démarche philosophique est conçue comme une spécialité des quelques – uns, des initiés, difficile au grand public. La philosophie est devenue pour ce faire une discipline magique, mystérieuse. Pour les profanes et le grand public, la philosophie est comme une science élitiste, ésotérique et hermétique, une discipline réservée aux individus bizarres, excentriques, insolites, solitaires et fous.

D'autres s'efforcent de faire de la philosophie une discipline proprement utopique, imaginaire, réservée aux gens superficiels vivant dans l'abstraction la plus totale. La philosophie est considérée souvent selon BIANGANI comme un bavardage cocasse et inopportun, une simple gymnastique intellectuelle, une spécialisation et divagation cérébrale, une distraction d'intellectuels repus, fatigués et impuissants, incapables de s'engager dans les rangs de la bataille technologique (⁴²). De ce fait, s'engager dans la philosophie est une perte de temps. La philosophie est alors une des disciplines qui souffrent d'une infériorité numérique et d'une considération péjorative dans le monde universitaire. Ceux qui fréquentent cette faculté sont surtout les anciens Séminaristes et les Prêtres qui ont quitté l'état clérical à telle enseigne que plusieurs la considèrent comme une « Faculté de Curés ».

⁴²BIANGANI GOMANU TAMPO, L'enseignement de la philosophie en Afrique – cas de la République Démocratique du Congo (RDC), dans *Logos*, Collection société et vie n°81, UCCM (ex ISPL) Kinshasa, 2005, p.29.

1.2. Considération positive

Par ailleurs, la philosophie est souvent considérée dans certains milieux, surtout politiques, comme une science qui effraie les dirigeants par son caractère rationnel, son sens d'analyse et de critique profonde de la société visant sa transformation. Certains dirigeants ne veulent pas l'accepter dans les établissements supérieurs et universitaires de leurs Pays. Tel est le cas de la République Démocratique du Congo où la Faculté de Philosophie n'était pendant longtemps admise que dans le Grand Séminaire pour la formation de futurs Prêtres et dans l'Université de Lubumbashi éloignée de la capitale nationale. Ceux qui finissent les études en ce domaine sont utilisés par d'autres cadres comme analystes dans les institutions et bénéficient de leur expertise comme instrument de discernement intellectuel. Tandis que d'autres responsables relèguent les philosophes loin de leurs institutions par crainte de se sentir déstabilisés.

Cette considération du Philosophe et de la tâche philosophique observée le plus souvent dans les milieux Africains tend à être surmontée à cause de l'influence de la conception contemporaine de la Philosophie. La notion de la responsabilité détachée de son sens ordinaire et même juridique connaît de nouveaux développements philosophiques depuis le 20^{ième} siècle par la montée du domaine techno – scientifique et ses répercussions dans le vécu quotidien des personnes. Les développements de la techno – science constituent une menace pour l'environnement et l'humanité présente et future et en appellent à la responsabilité du philosophe. Déjà pendant l'antiquité et le MoyenÂge, la philosophie de Platon et celle d'Aristote ont aidé l'Eglise Catholique à établir la doctrine religieuse ainsi qu'à combattre les hérésies dans les diverses controverses. Leurs philosophies constituaient la base de la science jusqu'au XVI^e siècle. Les écrits des philosophes du Temps moderne ont été à la base de la révolution française, la révolution sociale et la révolution scientifique. Le courant existentialiste a joué un rôle capital dans l'humanisme philanthropique qui a combattu les guerres mondiales, la traite négrière et la colonisation occidentale, la décolonisation en Afrique a été le résultat des écrits tant des philosophes africains et africanistes que des leaders politiques africains philosophes.

Des Philosophes d'après guerres (première et deuxième guerre mondiales) ont mené leur réflexion sur la catastrophe humaine des guerres, des régimes politiques, de la crise de la culture post – moderne et ont abouti à des changements. Certains philosophes parlent clairement de la responsabilité du philosophe :

- Hannah Arendt qui, pour stigmatiser la banalité du mal qui signifie pour lui : « dans l'espace totalitaire on tue et on laisse tuer avec indifférence » souligne la responsabilité du Philosophe⁽²⁾.
- Hans Jonas tente de poser une éthique qui soit une éthique de la responsabilité dans son livre **le principe responsabilité**. Dans ce livre il présente des nouveaux impératifs d'une éthique appliquée aux avancées technologiques.

D'autres développent cette responsabilité du Philosophe dans les différents courants comme le pragmatisme et l'existentialisme attentifs à la question du sens de l'existence ainsi que l'école de francfort préoccupée de mener une critique philosophique de la rationalité instrumentale et unidimensionnelle de la civilisation technologique⁽³⁾. C'est dans ce contexte que se situe l'émergence de la philosophie de Gabriel Marcel soucieux « de restituer à l'expérience humaine son poids ontologique ⁽⁴⁾ » et de mettre à profit la culture philosophique pour transformer la société actuelle en crise.

II. La vocation philosophique de Gabriel Marcel

II.1 *La Vie et L'œuvre*

Gabriel Marcel est né le 07 décembre 1889 à Paris. Le 19 novembre 1893, il perdit sa mère (à l'âge de 4 ans). Il fût élevé par sa tante maternelle qui est devenue la seconde épouse de son père. En 1910 il obtint l'agrégation en philosophie. La formation intellectuelle cou-

² HANNAH ARENDT – cité dans *Le petit Larousse de la philosophie* sous la direction de Hervé BOILLLOT, Larousse, 2011, p.619

³ BENOIT AWAZI MBAMBI KUNGWA, *Le Dieu Crucifié en Afrique*, Paris, Harmattan, 2008, p.107

⁴ GABRIEL MARCEL, *Etre et Avoir, le journal métaphasique*, Paris, Aubier Montaigne, 1968, p.121

pée de l'engagement pour des problèmes concrets lui déplut. Il manifesta de l'intérêt pour une philosophie de l'existence.

Pendant la guerre de 1914 – 1918, Gabriel Marcel ne put servir à l'armée à cause de son état de santé. Il s'adonna alors de tout son cœur à la recherche des disparus, se livrant à des expériences métaphysiques qu'il estimait probantes. De ce travail, il éprouva une douleur effroyable sur le traitement des autres humains surtout quand il présentait les résultats des enquêtes aux parents et amis des disparus. Ces expériences le poussèrent encore plus à se préoccuper du problème de la dignité de la personne humaine. Elles ont alors orienté ses démarches philosophiques : « je n'hésiterai pas à dire que la philosophie n'a un sens et un intérêt quelconque que si elle un retentissement dans cette vie qui est la nôtre et qui est à tel point menacée sur tous les plans » ⁽⁵⁾.

En 1919, il épousa Jacqueline Boegner avec laquelle il adopta un fils. Le 29 mars 1929, Gabriel Marcel fut baptisé dans l'Eglise Catholique. En 1947 il perdit sa femme et collaboratrice Jacqueline Boegner. Le 08 octobre 1973 mourut Gabriel Marcel à l'âge de 94 ans.

En guise d'illustration et d'éclairage sur sa pensée nous présentons ses quelques écrits : Le journal métaphysique 1927, Etre et Avoir I (1935), Essai de philosophie concrète (1940), Le Mystère de l'être, Les hommes contre l'humain (1951), Le déclin de la sagesse (1954), L'homme problématique (1955), Présence et immortalité (1964), Paix sur la terre (1965), Position et approche concrète du mystère ontologique, *homo viator* prolégomènes à une métaphysique de l'expérience (1944).

II.2. La démarche philosophique Marcellienne

Pour Gabriel Marcel, philosopher « c'est bien une certaine façon pour l'expérience de se reconnaître, de s'appréhender mais à quel niveau d'elle-même et comment se définira cette hiérarchie ? Et comment s'ordonnera-t-elle ? Je me bornerai à dire qu'il

⁵ Idem, *Gabriel et les injustices de ce temps, la responsabilité du Philosophe dans présence de GABRIEL MARCEL*, Cahier 4, Paris, Aubier, 1975, p.4.

faudra distinguer des degrés non seulement dans l'élucidation, mais dans l'intimité avec soi et avec l'ambiance de l'univers lui-même »⁽⁶⁾.

L'expérience demeure pour Gabriel Marcel, le champ d'action ou le premier livre, objet de recherche ou d'étude philosophique. Car, pour lui, « la philosophie n'a un poids et un intérêt quelconque si elle a retentissement dans cette vie qui est la nôtre et qui est à tel point menacée sur tous les plans »⁽⁷⁾. Les drames de l'existence humaine pendant les deux guerres mondiales ainsi que les défis de la techno – science en général ont incité Gabriel Marcel à quitter d'une démarche philosophique coupée du réel qu'il a qualifiée des « piège de la figuration abstraite »⁽⁸⁾ pour atteindre non seulement le réel, mais aussi le restreindre dans la démarche philosophique. Tel est le sens des propos suivants : « il n'est personne qui ne s'indigne ou qui ose avouer son indifférence en présence des innombrables attentats dont des innocents ont été victimes au cours de la dernière guerre. Je pense en particulier aux enfants qui sont morts dans les camps d'extermination, mais aussi à ceux qui ont péri du fait des bombardements aériens »⁽⁹⁾.

A ces drames, s'ajoutent la crise des valeurs dans les destructions massives, la perte de la dignité dans la réduction de l'individu au rendement, le culte de l'argent jusqu'au mépris de l'être humain, l'usage de la civilisation, de la technique dans l'anéantissement des valeurs.

Pour ce faire, Gabriel Marcel reconnaît les limites pour la raison humaine d'atteindre la vérité totale, et de percevoir et d'étudier profondément les drames de l'existence humaine, les drames où se débat l'être humain avec la précarité de la vie. Toute pensée est caractérisée selon lui par le souci d'interroger et de remettre en question ce qui est tenu pour vrai. Car, « une simple phrase fortuitement rencontrée,

⁶ Gabriel Marcel, *Essai de Philosophie concrète*, Paris, Gallimard, 1940, pp.27 - 28

⁷ Idem, *Gabriel Marcel et les injustices de ce temps, la responsabilité du philosophe*, Op.Cit., p.4

⁸ Idem, *Le Mystère de l'Être, Foi et réalité*, Paris, Aubier Montaigne, 1964, p.122

⁹ Idem, *Les hommes contre l'humain*, Paris, la colombe, 1951, p.61

peut être pour un esprit fécond le point d'amorçage ou de cristallisation de tout un ensemble des réflexions infiniment complexes » ⁽¹⁰⁾

Bien plus, il observe la nécessité de fonder l'Ethique du futur non pas sur un ensemble de doctrines déjà établies, mais dans la métaphysique en tant que doctrine de l'Etre. Pour Hans Jonas, « Toute éthique même celle qui est la plus utilitariste, eudémoniste et immanentiste contient tacitement une métaphysique (...), une ontologie comme affaire de la raison » ⁴³.

Au départ de toute investigation, il faut placer la dimension de l'existence. La philosophie de l'existence consiste pour Marcel à « partir des situations concrètes fondamentales et non point d'essences trop souvent objectives d'une façon induite et dont il s'agirait de dégager analytiquement les implications » ⁽¹¹⁾. La philosophie existentielle que conçoit Gabriel Marcel ne peut se borner à faire des distinctions vagues, mais elle doit plutôt élaborer des concepts, poser des jugements de valeur qui tiennent compte de l'angoisse de l'homme, du désespoir et de l'inquiétude, des circonstances malheureuses auxquelles l'humanité est exposée. Toutes ces expériences malheureuses créent un manque, un vide dans l'être humain pour lequel la philosophie doit porter un secours, car la philosophie a selon lui, pour tâche « de restituer à l'expérience humaine son poids ontologique » ⁽¹²⁾, c'est-à-dire « l'exploration de ce qui dans le réel échappe à la connaissance objective » ⁽¹³⁾

L'exigence ontologique est donc le point d'ancrage de la pensée philosophique de Gabriel Marcel dans sa passion pour l'homme écrasé, bafoué. Ses expériences personnelles l'ont poussé à se préoccuper du problème de la dignité de la personne humaine. Elles ont orienté ses démarches philosophiques. Roger Troisfontaines le dit en ces termes : « Mille douleurs poignantes ont révélé à Marcel le drame de l'existence humaine, jamais plus, désormais, ne lui suffiront les sim-

¹⁰Id., *Essai de philosophie concrète*, Paris, La Colombe, 1951, p. 61.

⁴³H. JONAS, *Technologie et responsabilité dans Esprit*, 42 (1974), n°428, p.163

¹¹ GABRIEL MARCEL, *Théâtre et philosophie dans recherche et débat*, Paris, Fayard, 1962, p.20

¹² Idem *Etre et avoir, Le journal métaphysique*, Paris, Aubier Montaigne, 1968, p. 128

¹³ D.Huisman, e.a. *Dictionnaire de Philosophie*, Paris, Presse Universitaire de France, 1984, p.17

plications arbitraires ni les arrangements superficiels d'un intellectualisme facile. Pour saisir la vie dans sa palpitation, il renonce à la voie d'abstraction où il s'engageait avec tant d'ardeur et s'adonne à la méditation poignante de la destinée » (¹⁴)

En effet, les méthodes d'approches utilisées par Gabriel Marcel peuvent paraître utiles en notre temps eu égard au contexte vital des drames de l'existence humaine que nous vivons dans la fragilité et surtout dans la crise de la solidarité. Ce qui paraît nécessaire est de vérifier l'évolution avec laquelle Gabriel Marcel a mené ses démarches pour la réhumanisation ou le vivre ensemble exempt de tout choc, toute discordance ou toute contradiction.

Le propre de la philosophie est de devenir un effort pour expliciter ses propres postulats grâce à la réflexion. Pour Gabriel Marcel, l'instrument de la philosophie est la réflexion et non une intuition aveuglée qui n'a pas en elle-même sa garantie. La liberté est en acte dans la philosophie existentielle. Pour ce faire, la métaphysique ou démarche ontologique pour Gabriel Marcel est « une réflexion braquée sur les mystères » dans les drames de l'existence humaine, car poursuit-il, « c'est dans le drame et à travers le drame de l'existence que la pensée métaphysique se saisit elle-même et se définit in concreto » (¹⁵). Pour sa part, Jean Paul Sartre note qu' : « être dans le monde, c'est hanter le monde et non pas y être englué » (¹⁶)

La philosophie est aussi une redécouverte ou une récupération de l'intuition dans la réflexion seconde faite grâce au recueillement considéré par l'auteur comme un indice ontologique le plus révélateur. Prini appellera plus tard cette réflexion métaphysique du recueillement, la méthodologie de l'invérifiable ¹⁷

¹⁴ R. TROISFONTAINE, *De l'existence à l'Etre, la philosophie de Gabriel Marcel*, T.1, Louvain, Nauwelaerts, 1968, P.23

¹⁵ GABRIEL Marcel cité par R. Verneaux, *Leçons sur l'existentialisme*, Paris, Pierre Tequi, 1964, P.136

¹⁶ J.P SARTRE, Cité par E.MOUNIER, *Introduction aux existentialismes*, Paris, Gallimard, 1962, p 102

¹⁷ Prini cité par D. HUISMAN, op. cit, P 1715

III. Gabriel Marcel, Philosophe de l'existence

III.1. *L'existence de l'être*

Deux préoccupations majeures ressortent dans la démarche métaphysique de Gabriel Marcel d'une réflexion braquée sur les mystères : « la hantise des êtres et l'exigence de l'être » ⁽¹⁸⁾

En effet, réfléchissant sur le sens de l'être, Gabriel Marcel renvoie cette question à une introspection, un examen de soi-même comme un existant. Il montre par-là que le problème de l'être ne peut être posé en dehors de la personne humaine, sujet d'interrogation. Il le dit lui-même en ces termes :

« Le problème de l'être ne sera donc qu'une traduction en un langage inadéquat d'un mystère qui ne peut être donné qu'à un être capable de recueillement, à un être dont la caractéristique consiste peut-être à ne pas coïncider purement et simplement avec sa vie » ⁽¹⁹⁾

Ces élucidations montrent à quel niveau Gabriel situe l'étude de l'Etre et de l'être capable de procéder à cette étude et comment s'y prendre. D'abord, nous trouvons qu'il situe l'étude de l'Etre dans le Mystère. Autrement dit, le mystère est coextensif à l'être, à l'inépuisable concret.

Ensuite la notion de mystère permet d'éclairer la plénitude de l'Etre, mais aussi l'existence en tant que déficience ontologique. La déficience ontologique se manifeste par l'absence, la souffrance, la mort, le mal, etc. Car, pour Marcel, « reconnaître la maladie comme mystère, c'est l'appréhender en tant que présence ou que modification de la présence » ⁽²⁰⁾

Gabriel Marcel estime que le Mystère étant une réalité indubitable, méta-technique et méta-problématique, ne peut être saisi qu'en dehors de la rationalité scientifique objectivant. « Les approches concrètes du mystère ontologique devront être cherchées non point dans le re-

¹⁸ PARRAIN –VAIL, cité par D ; Huismas, e.a, op. cit., p 124

¹⁹ G. Marcel, *Etre et avoir I*, Op. cit, P 147-148

²⁰ Id, *le Mystère de l'Etre, Réflexion et Mystère*, Vo II, Aubier, 1951, p 225

giste de la pensée logique dont l'objectivation soulève une question préalable, mais plutôt dans l'élucidation de certaines données proprement spirituelles, telles que la fidélité, l'espérance, l'amour, où l'homme apparaît aux prises avec la tentation du reniement, du repliement sur soi, du durcissement intérieur ⁽²¹⁾.

Le mystère est pour Gabriel Marcel, « une sphère où la distinction de l'en moi et du devant moi perd sa signification et sa valeur initiale,... Un problème qui empiète sur ses propres conditions immanentes de possibilité non pas sur ses données » ⁽²²⁾.

Tout ceci porte à croire que l'étude de l'être méta-problématique est centrée sur l'homme et son environnement dans la dimension totale de sa vie et ses multiples relations. C'est ce que le philosophe français souligne lorsqu'il écrit : « Portant ma réflexion sur ce qu'on a coutume de considérer comme des problèmes ontologiques : l'être est-il ? Qu'est-ce que l'être ? etc. J'étais amené à remarquer que je ne puis porter ma réflexion sur ces problèmes sans voir se creuser sous mes pas un nouvel abîme : moi qui m'interroge sur l'être, puis-je être assuré que je suis ? Quelle qualité ai-je pour procéder à ces investigations ? Si je ne sais pas comment espéré-je les voir aboutir ? ⁽²³⁾ Il rejoint ici Martin Heidegger qui déplorait la Métaphysique traditionnelle des essences par son oubli de l'être.

En effet, poser le problème de l'être, c'est aller au fond des choses, c'est creuser davantage l'existence de cohérence, de crise, de probable. L'Etre signifie ainsi pour Gabriel Marcel « la plénitude, l'attente comblée et l'expérience de l'être c'est l'accomplissement » ⁽²⁴⁾

De ce fait, poursuit – il, l'ontologie « exige pour se définir que la dimension de l'intersubjectivité vienne s'ajouter à celle de la connaissance objective » ⁽²⁵⁾. Par ailleurs, le recueillement paraît être la démarche essentielle qui permet l'accès à l'être, à la saisie du poids

²¹ Id, *Etre et Avoir*, op. cit, p. 173

²² Ibid, pp.146, 157 - 158

²³ Ibid, 214 - 215

²⁴ Id, *Mystère de l'Etre*, op cit. p.46

²⁵ Ibid, p.48

ontologique. Marcel précise sa pensée lorsqu'il écrit : « le recueillement, dont la possibilité effective peut être regardée comme l'indice ontologique le plus révélateur dont nous disposons constitue le milieu réel au sein duquel cette récupération est susceptible de s'accomplir »⁽²⁶⁾.

Le recueillement qui se réalise dans le silence devient ainsi pour Gabriel Marcel un principe de récupération de l'être ou de découverte de la crise ontologique : « Non seulement je suis en mesure d'imposer aux voix criardes qui remplissent ordinairement ma conscience, mais ce silence est affecté d'un indice positif. C'est en lui que je puis me ressaisir. Il est en soi un principe de récupération. Je serais tenté de dire que recueillement et mystère sont corrélatifs »⁽²⁷⁾.

L'exigence ontologique consiste donc pour Marcel à enraciner la pensée philosophique dans le mystère ontologique de l'existence humaine. Il n'a cessé de le souligner, la démarche philosophique devrait parvenir à « restituer à l'expérience humaine son poids ontologique. »⁽²⁸⁾ Il explicite encore ses idées en ces termes : « Le fait que le suicide est possible est en ce sens, un point d'amorçage essentiel de toute pensée métaphysique, non pas le suicide, le désespoir sous toutes ses formes, la trahison sous tous ses aspects pour autant qu'ils se présentent comme des négatives affectives de l'être, que l'âme qui se désespère se clôt elle-même à l'assurance mystérieuse centrale où nous avons cru trouver le principe de toute positivité. »⁽²⁹⁾

III.2. La hantise des êtres

Nous avons pu observer que la hantise qui a caractérisé la pensée de Gabriel Marcel est le traitement des êtres humains, victimes des guerres, des bombardements, des injustices de son temps. Tous ces événements l'ont poussé à concevoir une société fondée sur des rapports sociaux interpersonnels édifiants, fondés sur des valeurs éthiques comme l'amour, la disponibilité, l'hospitalité etc. L'intersubjectivité est une idée fondamentale dans la pensée de Ga-

²⁶ Id, *Position et approche concrète du mystère ontologique*, Paris, Vrin, 1964

²⁷ Id, *Etre et Avoir*, op cit, p.164

²⁸ Ibid, p.121

²⁹ Ibid

briel Marcel. Pour soutenir cette valeur, il part des concepts courants auxquels il donne des valeurs symboliques pour stigmatiser les fléaux de son temps et en appeler à un sens de responsabilité. ⁽³⁰⁾ C'est à travers la prise de conscience de l'être avec autrui réussi que Gabriel Marcel a élaboré sa philosophie.

III.2.a Le lui

Il s'agit ici de la tendance qui guette la personne humaine d'objectiver l'être humain, de traiter le prochain sans considération, sans respect de sa dignité. Le concept « **lui** » signifie ici : l'indisponibilité, indifférence vis-à-vis du prochain, l'insouciance, la méconnaissance, bref l'appartenance à soi – même jusqu'au mépris de l'autre. L'autrui est alors problématisé. Tel est le sens des propos marcelliens suivants : « Quand je suis avec un être indisponible, j'ai conscience d'être avec quelqu'un pour qui je ne suis pas, je suis donc rejeté sur moi – même » ⁽³¹⁾

III.2.b. Le toi

Le « **toi** » est le principe de la disponibilité qui ouvre au dialogue, à la connaissance mutuelle, à la complémentarité, à l'inter compréhension et à la rencontre. Le « **toi** » souligne ordinairement la familiarité, la proximité, le rapprochement, la solidarité « plus je le traite comme un « **toi** », plus il cesse d'être pour moi une collection ou plus exactement celui qui a une collection moins il y a de sens à dire qu'il m'est extérieur ⁽³²⁾.

III.2.c. Le nous

La réciprocité vécue dans les valeurs d'écoute, du dialogue, de la vraie rencontre crée ainsi la véritable inter subjectivité qualifiée par le concept nous par Gabriel Marcel. La notion de « **nous** » suppose une ouverture réciproque, la co-présence, la disponibilité, le service, le sacrifice et la liberté, la fidélité. L'être avec autrui réussi permet

³⁰ Gabriel Marcel parle de rapport, problème – mystère, Avoir – Etre, dans les pronoms lui, toi, nous comme paradigmes

³¹ Id., *Etre et Avoir*, op. cit., p.90

³² Id., *Journal métaphysique*, Paris, Gallimard 1927, p.164

l'épanouissement et la promotion de l'être humain, « la véritable promotion, existentielle ne serait – elle pas toujours accession à un « **nous** » ou à un nôtre, à condition que ce « **nous** » devienne principe d'intimité et non de contrainte ?⁽³³⁾

III.2.d. Le toi Absolu

La référence à l'être transcendant « le toi absolu » constitue pour Gabriel Marcel une réponse à la crise de l'intersubjectivité, et du double athéisme pratique et théorique et elle est fondée sur l'expérience de la rencontre et non sur une simple action « l'acte de foi est une relation d'être à être qui échappe aux catégories de la pensée ».⁽³⁴⁾ Gabriel Marcel court ici le risque de Christianiser ou de Théologiser la philosophie.

IV. Pour une réhumanisation de la société africaine dans le sillage de l'intersubjectivité marcellienne.

La pensée philosophique de Gabriel Marcel tombe à point nommé tant par le contexte d'émergence, la démarche proprement dite et les interpellations. Notre Société Africaine traverse de nos jours une crise sociale qui nécessite une prise de conscience ou une remise en question en vue de valoriser une culture du sens de responsabilité philosophique ouvert aux défis sociaux grâce à un regard critique puisé chez Gabriel Marcel.

IV.1. Les défis sociaux

Notre Société Africaine vit des conséquences néfastes de la technoscience et de la culture de la post-modernité dans ses effets destructeurs des valeurs de la dignité humaine :

- Les guerres fratricides déciment les populations et détruisent les richesses naturelles et culturelles avec des victimes humaines innocentes et résignées. Ces guerres engendrent des

³³ Id., *Présence et Immortalité*, Paris, Flammarion, 1959, pp.158 - 159

³⁴ Idem, *Journal Métaphysique*, op.cit., p.58

violences, des conflits, des traitements inhumains dans le camp des réfugiés ⁽³⁵⁾.

- La pauvreté et la misère causées par les injustices sociales rendent certaines personnes vulnérables, esclaves emportés facilement pas des idéologies politiques parfois machiavéliques de certains dirigeants en Afrique.
- Les ambivalences sont observées dans les pratiques de la solidarité considérée comme génie culturel Négro-africain. La solidarité est devenue brandon du népotisme, du tribalisme, du clanisme, du régionalisme, du racisme. Une certaine pratique de la solidarité non discernée conduit souvent au parasitisme, à l'irresponsabilité, aux chômages, au discriminationisme et étouffement des initiatives et créativité qui émergent chez des personnes marginalisées, ainsi que l'intolérance religieuse ⁽³⁶⁾.
- Le désir d'acquérir, d'accumuler les biens et de vouloir dominer, de s'enrichir de manière injuste et même parfois de manière inhumaine a toujours été à la base des différents conflits et atrocités qui ravagent les communautés et créent des rébellions, des frustrations et des résignations et l'indifférence ;
- Le mépris flagrant de la vie humaine par les faits probants d'empoisonnement, d'assassinat ou élimination volontaire des maladies incurables.
- Les pratiques de l'oligarchie, la dictature, l'imposition des idéologies et de démocraties mal conçues et par conséquent mal vécues.
- Des idéologies matérialistes, consuméristes, athées et nihilistes par une mondialisation néo-libérale aux commandes de l'Afrique.

Dans tous ces fléaux sociaux l'homme est toujours la victime car il est manipulé, exploité, marginalisé et réduit à rien. En effet, le philosophe animé du souci du redressement moral est capable de mettre à profit

³⁵ JEAN PAUL II, *Ecclesia in Africa*, sur l'Eglise en Afrique et sa mission évangélisatrice vers l'an 2000, Kinshasa, Médiaspaul, 1995, n°118 et 114, P.54

³⁶ BENOIT XVI, *Africae Munus*, Exhortation Apostolique Post Synodale sur l'Eglise en Afrique au Service de la réconciliation, de la Justice et de la Paix, Kinshasa, Médiaspaul, 2011, N°13 - 85, 94

son sens critique et son analyse profonde de la société pour découvrir et mettre à nu ces antivaleurs pour une prise de conscience en vue d'une conversion des mentalités.

IV.2. De la prise de conscience à une mystique d'engagement libérateur

En effet, dans la poursuite de la prise de conscience, nous avons d'abord la remise en question. L'élément fondamental est la conscience où siègent le constat, la volonté du changement et l'intelligence ou la lucidité pour le discernement. Lalande définit la conscience comme une « disposition morale consistant à voir les choses de haut, à s'élever au-dessus des intérêts individuels et par suite à supporter avec sérénité les accidents de la vie. Il y a la philosophie qui nous élève au – dessus de l'ambition et de la fortune »⁽³⁷⁾. Dans cette perspective, le philosophe doit se comprendre et tâcher de comprendre la vie de l'autre moi – même comme une question et questionnement dans la mesure où la dignité humaine dans les relations interpersonnelles ne s'observe pas.

Pour ce faire, tout élément de crise est toujours en même temps appel d'une réponse. C'est-à-dire une victoire sur le mal. La question consiste à savoir ce qui doit être fait pour atteindre le bonheur, l'harmonie, l'entente dans le vivre ensemble, le *co-esse*. Cette démarche du Cogito existentiel est une sorte de réarmement tant qu'il part de l'expérience du vide ou du manquement ontologique. Le principe moral de l'intersubjectivité doit rejoindre ainsi l'impératif catégorique de Kant qui consiste à traiter chaque être humain comme une fin en soi et jamais comme un moyen.

Retenons toutefois que la cause de la crise observée dans l'expérience de ces antivaleurs est cette cécité intellectuelle, cet obscurantisme dans cette incapacité pour la majorité de la population à percevoir la cupidité du pouvoir, des richesses, des honneurs par la minorité des responsables qui manipulent et exploitent indûment leurs subalternes. La tendance à vouloir diviniser les responsables peut bloquer la ca-

³⁷ A. LALANDE, *Vocabulaire Technique et Critique de la Philosophie*, Paris, PUF, 1991, p.91

pacité de discernement, pour découvrir les vices et par la suite interpellé et dénoncer les auteurs en vue d'un changement.

De ce fait, le recueillement comme réflexion seconde selon Gabriel Marcel doit consister en une théorie critique de la société pour saisir l'opacité de l'existence humaine dans les antivaleurs, les différentes contradictions entre le conçu, l'institué et le vécu réel, l'observable. Gabriel explicite ainsi cette méthode : « la démarche métaphysique essentielle consisterait en une réflexion sur cette réflexion, en une réflexion à la seconde puissance, par laquelle la pensée se tend vers la récupération d'une intuition qui se perd de quelque façon dans la mesure où elle s'exerce. Le recueillement dont la possibilité effective peut être regardée comme l'indice ontologique le plus révélateur dont nous disposons constitue le milieu réel au sein duquel cette récupération est susceptible de s'accomplir.⁽³⁸⁾

Le philosophe se déploie par ces analyses après les activités humaines, politiques, économiques, sociales, religieuses, culturelles à l'exemple de l'oiseau de minerve qui ne s'envole qu'après la tombée de la nuit. C'est la démarche habermasienne de la critique de la rationalité instrumentale avec ses contradictions internes.⁽³⁹⁾ Cela veut dire émanciper la raison critique des théories, des préjugés, des pratiques, de l'autorité qui ne permettent pas l'épanouissement de tout l'homme et de tout homme. Philosopher, poursuit un penseur, « c'est acquérir sa propre liberté maximale face aux idoles simulacres et mensongers de la caverne dans laquelle nous évoluons historiquement depuis notre naissance. »⁴⁴

Après la saisie des faits qui interpellent, intervient alors la démarche d'élucidation des faits pour un meilleur engagement dans la libération. Il faudra alors opérer un passage du constat de la situation dramatique à celui de l'engagement réel de dénonciation des fléaux, d'annonce de la vérité, de plaidoyer en faveur des victimes et de sou-

³⁸ GABRIEL MARCEL, *Position et approche concrètes du mystère ontologique*, Paris, Nauwelaerts, 1949, p.86

³⁹ JURGEN HABERMAS, *Théorie de l'agir communicationnel*, T1, Paris, Fayard, 1957, p.34

⁴⁴ Communication de l'Ecole de Philosophie Thémès Trimesgiste (CERCLECAD Ottarce, Canada, consulté sur www.cerclecad.org

tien des idéaux de vérité, de justice et de réconciliation par une argumentation solide. Cette démarche nous permettra de réaliser la culture de responsabilité philosophique pour le changement social et surtout la conversion des mentalités.

Conclusion

Nous venons de le remarquer avec Marcel Gabriel la philosophie est appelée à jouer un rôle important dans la société. Elle devra jouer différents rôles : garde – fou, témoin de la vérité et de ses exigences, discerneur, veilleur et éveilleur de consciences à la fois individuelle et collective.

Pour notre cas, il s'agit de notre responsabilité face aux défis de la crise des démocraties en Afrique causés par la techno – science et la culture post-moderne qui déconstruisent notre identité chrétienne et Africaine par les déséquilibres écologiques, l'affaiblissement de la solidarité, la marginalisation des pauvres et faibles, la banalisation des valeurs morales, l'aplatissement culturel et la standardisation de la pensée. Pour ce faire, grâce à l'esprit de réflexion, de critique systématique des institutions de la société, le philosophe en Afrique à l'instar de tous ses collègues d'autres continents doit aboutir à comprendre ces institutions, à les développer, à les transformer et les humaniser. C'est l'obligation de jouer un rôle catalyseur par la pensée critique de cette société, par la symbiose entre l'ancestralité et la modernité, et l'interculturalité afin d'élaborer un modèle de société ouverte, intégrée et intégrante. C'est cela une réflexion pragmatique et fonctionnelle, bref une philosophie engagée pour l'avenir.

Le questionnement philosophique devrait nous réveiller de nos torpeurs néolibérales et de notre accoutumance aux ombres et aux vancarnes médiatiques qui nous éloignent de notre *ipséité* et nous stimulé à creuser au dedans de nous-même jusqu'à ce que nous atteignons les profondeurs (abyssales et ineffables) qui nous maintiennent dans la vie, le mouvement et l'être. Cette démarche doit viser la quête du sens holistique de notre trajectoire dans le monde et promouvoir les valeurs spirituelles, éthiques et intellectuelles qui sous-tendent les actions et les choix de notre vie quotidienne pour sauver notre continent africain.

Bibliographie

1. Gabriel MARCEL, *Etre et Avoir, Le Journal Métaphysique*, Paris, Aubier Montaigne, 1968
2. Idem, *Essai de philosophie concrète*, Paris, Gallimard, 1940,
3. Idem, *Le mystère de l'Etre, foi et réalité*, Paris, la Colombe, 1951,
4. Idem, *Les Hommes contre l'humain*, Paris, la Colombe 1951,
5. Idem, *Le Mystère de l'Etre, Réflexion et Mystère*, vol II, Aubier, 1951,
6. Idem, *Position et Approche concrète du Mystère Ontologique*, Paris, Vrin, 1964,
7. Idem, *Journal Métaphysique*, Paris, Gallimard, 1959,
8. Idem, *Présence et Immortalité*, Paris, Lammarrion, 1959,
9. R. TROISFONTAINE, *De l'existence à l'Etre, la philosophie de Gabriel Marcel*, T.1, Louvain Nauwelaerts, 1968,
10. E. MOUNIER, *Introduction aux existentialismes*, Paris, Gallimard, 1962,
11. R. VERNEAUX, *Leçons sur l'existentialisme*, Paris, Pierre Téqui, 1964,
12. J. HABERMAS, *Théorie de l'agir communicationnel*, I.1, Paris, Fayard, 1957 ;
13. Benoit AWAZI MBAMBI KUNGUA, *Le Dieu Crucifié en Afrique*, Paris, L'Harmathan, 2008,
14. Jean Paul II, *Ecclesia in Africa sur l'Eglise en Afrique et sa mission évangélisatrice vers l'an 2000*, Kinshasa, Médiaspaul, 1995,
15. Benoît XVI, *Africae Munus, Exhortation Apostolique Post – Synodale sur l'Eglise en Afrique au Service de la réconciliation, de la Justice et de la Paix*, Kinshasa, Médias Paul, Paris, 2011.

Articles

- BIANGANY GOMANU TAMPO, « *l'enseignement de la philosophie en Afrique – cas de la République Démocratique du Congo (RDC)*, dans *logos, collection société et vie* » n°81, UCCM (ex ISPL) Kinshasa, 2005.
- « *Gabriel Marcel et les Injustices de ce temps, la responsabilité du philosophe dans présence de Gabriel Marcel, Cahier 4* », Paris, Aubier, 1975,
- Gabriel Marcel, *Théâtre et Philosophie dans recherche et débit*, Paris, Fayard, 1962.

Dictionnaires philosophiques

- *Le Petit Larousse de la philosophie* sous la direction de Mervé Boillot, Larousse, 2011
- D. Huisman, *Dictionnaire Technique, et critique de la Philosophie*, Paris, PUF, 1991.

Pour une culture de débat citoyen dans le « Kivu »

*Abbé Henri Chiza Balumisa, Docteur en Liturgie,
Recteur du Grand Séminaire de Philosophie Mgr
Busimba « Buhimba-Goma »*

Introduction

Aujourd'hui, toutes les idées sont sur débat. Il faut le permettre pour émerger une société d'une critique constructive. Chaque personne humaine est irremplaçable. Le débat permet de s'affirmer et de s'inscrire dans le livre de l'expérience des hommes. Le débat est un chemin de connaissance expérientielle de la vie. Le débat permet de mettre les hommes au cœur des décisions importantes de leur existence. On ne saurait en effet intelligemment convaincre une société d'emprunter un chemin sans lui permettre auparavant de débattre librement du sujet de son avenir.

Par le débat, on transmettrait comme un style d'un vécu communautaire aux plus petites corporations de la base. C'est une culture à inventer : de la famille à l'école aux plus petites associations humaines. La pédagogie et la psychologie, à propos, ont une mission importante: explorer les conditions dans lesquelles l'enfant devient un homme apte à coopérer, capable d'empathie, de raisonnement, qui assume sa responsabilité sociale et contribue à une vie commune et pacifique.

Depuis des décennies, les découvertes scientifiques de la psychologie et de la pédagogie nous apportent des connaissances sur ce qui est nécessaire à une coexistence pacifique des peuples, des ethnies et des groupes religieux. Elles permettent d'expliquer aux parents, aux enseignants, aux psychologues et aux éducateurs comment on peut amener l'homme à s'engager sincèrement en faveur de la paix. La psychologie individuelle d'Alfred Adler, par exemple, et sa théorie de l'attachement fournissent aux parents et aux autres éducateurs des

indications qui leur permettent de donner un fondement solide à l'éducation des enfants.⁴⁵

Seule l'empathie, c'est-à-dire la capacité de se mettre à la place d'autrui, de voir le monde à travers ses yeux, permet de développer une conscience morale mature. Dans une région où beaucoup d'enfants ont connu leur croissance sur la route, il convient de penser une éducation appropriée en vue de leur intégration, en adulte, dans la communauté et panser leur blessure. Comment construirait-on une société sur des personnes blessées et déçues !

La conscience morale, l'aptitude à savoir ce qui est bien ou mal ne repose pas uniquement sur l'intériorisation de valeurs et de normes abstraites, elle est l'expression d'une relation de confiance réussie avec les parents. Elle permet à l'enfant de s'approprier affectivement leurs valeurs et de développer une répugnance à l'égard des atteintes à la dignité d'autrui et une aptitude à se défendre contre les atteintes à sa propre dignité. Quand le développement affectif est tel que l'enfant tient compte d'autrui dans ses pensées et dans ses actions, le fondement de ce qu'Adler appelle le «sens de la communauté» est acquis. C'est sur cette base que l'enfant élargira ensuite son répertoire de comportements éthiques. Il intégrera la compassion pour autrui dans son style de vie. Un enfant de la rue, n'aura même le sens de compassion, étant lui-même victime de croûtre dans la violence.

Pour que les citoyens retrouvent la confiance, il faut que le débat ait lieu suffisamment tôt, en amont des décisions dans les familles. Il faut aussi que les citoyens soient entendus, en aval, dans la communauté. L'enjeu est de taille. Une décision plus légitime sera mieux acceptée, elle permettra d'éviter les blocages et les conflits de type tribal que l'on observe souvent, elle pourra être mise en œuvre plus rapidement.

⁴⁵ Lire à propos : A. ADLER, *Le tempérament nerveux. Éléments d'une psychologie individuelle et application à la psychothérapie*, Payot, Paris 1912 ; *La connaissance de l'homme. Étude de caractériologie individuelle*, Pratique et théorie de la psychologie individuelle comparée, Payot, Paris 1930 ; Payot, Paris 1950 ; *Le sens de la vie. Étude de psychologie individuelle*, Payot, Paris 1950 ; *L'éducation des enfants*, Payot, Paris 2000 ; *La psychologie de la vie*, Harmattan, Paris 2006.

Une éducation qui prend du temps : concertation, construction, décision

L'éducation dans notre milieu devra accepter de prendre du temps, le temps de la concertation, du débat, le temps d'allers-retours dans la construction de la décision. C'est ce qui permet aux citoyens de disposer aussi d'éléments pluralistes, d'avis contradictoires et d'expertise indépendante.

La construction de ce nouveau mode d'exercice de l'éducation, selon Christian Leyrit⁴⁶, est le seul moyen de reconstruire la confiance, de développer la culture du débat public et de la décision partagée, de placer le citoyen au centre de l'efficacité publique. Le sociologue Michel Callon a très bien résumé l'enjeu de cette nouvelle forme de débat public, en expliquant que : « ce qui s'y joue de plus profond, c'est la reconstruction du lien social, à partir de l'existence reconnue de minorités », un lien social si nécessaire aujourd'hui. Perdre la minorité, serait construire une société sur l'injustice. La fragilité d'une telle société est incontournable. La reconstruction des minorités scientifiques, selon Innocent Nyirindekwe, est une urgence pour l'émergence d'une nouvelle culture de gestion et d'intégration de tous dans la construction d'une nouvelle logique sociale.⁴⁷ Cette expérience est la mieux appropriée pour faire réfléchir experts et décideurs. Elle est très encourageante pour l'avenir afin de donner à tous d'être utiles à eux-mêmes et à la société.

Christian Leyrit insiste à propos de pouvoir former les futurs décideurs publics à l'écoute et au dialogue, reconnaître aux parlementaires et aux citoyens la possibilité d'exiger le lancement d'un débat public, développer les conférences de citoyens, constituer des groupes de travail en équipe en vue de recueillir l'avis des citoyens, confier l'organisation de l'ensemble des débats publics à une autorité indépendante. Leur mise en œuvre ne demande pas de nouveaux moyens financiers, mais elle exige toutefois volonté, courage et ténacité pour

⁴⁶ Cfr. Christian LEYRIT, « Il faut remettre les citoyens au cœur de la décision publique », in *Les Blogs* 25/07/2014, 1-2.

⁴⁷ Innocent NYIRINDEKWE, « Construction des minorités scientifiques dans la Région des Grands Lacs : enjeux et perspectives », *Sapientia. Revue pluridisciplinaire semestrielle*, 1 (janvier 2016) 8-24.

fonder une nouvelle gouvernance publique, non plus sur les enjeux de pouvoir et les rapports de force, mais sur une capacité d'écoute, sur une construction de l'intérêt général, bref fondée sur le respect de l'autre. Cette nouvelle culture, le Kivu l'attend, l'exige.

La formation d'une société citoyenne

Face à la situation actuelle du « Kivu », qui n'appelle pas à l'optimisme et auquel répond le retard politique à proposer des solutions, l'espoir résiderait-il dans une implication accrue des sociétés civiles dans la diffusion de valeurs partagées? Pour ce qui est du retard politique, même les évêques de l'ASSEPB le remarquent :

« Mais de manière générale, l'État laisse pourrir la situation à l'Est du Pays. Nous avons des difficultés à comprendre les ambiguïtés, les tergiversations et les paradoxes de notre gouvernement. Après chaque crise, les missions se succèdent en cascade mais en vain car les autorités font la sourde-oreille aux suggestions de la population. Les autorités écoutent, mais aucune action ne suit aux attentes clairement exprimées par la population. Dès lors, nous nous demandons : face à cette insécurité, le gouvernement est-il démissionnaire, impuissant, incapable? Peut-être ! Et pourtant il a démontré son savoir faire dans d'autres cas. Par contre ici il installe des officiers au passé chargé qui ont causé bien des torts à la population. Ceux-ci sont positionnés en face de leurs anciens complices et soutenus au centre du pouvoir par leurs collègues bien connus. *Quand sont ruinées les fondations, que peut faire le juste ? (Ps 10,3).* »⁴⁸

C'est la réponse que nous sentons émerger dans les villes du Kivu de se prendre en charge et de ne pas attendre des autres. Nous sommes en face d'une crise qui se multiplie et dont l'intensité n'a d'égale que l'inhumanité, est-il possible de refuser la fatalité et d'espérer remettre de l'humain au cœur des relations humaines?

Face à ce nouveau constat, les Évêques du Kivu en appellent originalement à la conscience de chaque kivitien d'abord et congolais ensuite: Il faut mettre de l'ordre dans ta maison et ne pas attendre qu'un autre le fasse à ta place.

⁴⁸ ASSEMBLEE EPISCOPALE PROVINCIALE DE BUKAVU, « Mon âme est rassasiée de malheur », n°8.

« Que chaque congolais se demande ce qu'il doit faire pour son pays en laissant un bon héritage à la postérité et non pas seulement ce que le pays fait pour lui. Aussi adressons nous une fois de plus un appel pressant à la vigilance à l'ordre et solidarité, trois valeurs humaines et citoyennes qui nous aideront à adopter un style de vie digne d'une société civilisée. Nos communautés nationales seront ordonnées, démocratiques et solidaires, ou ne seront pas. Quelle que soit notre position, veillons à l'héritage de notre postérité ! »⁴⁹

Un tel projet n'impliquerait-il pas en premier lieu de sortir d'une appréhension classique des relations humaines et de faire table rase des schémas de lecture traditionnels, au premier rang desquels "l'attachement tribal", si souvent brandi en étendard ? Le tribalisme selon Hicham El Moussaoui⁵⁰, **Maître de conférences en économie à l'université Sultan Moulay Slimane, au Maroc, le définit** au sens négatif (survalorisation de son identité propre, négation et rejet de l'autre) est connu pour être un obstacle à la démocratisation car contraire à la culture de l'acceptation de la différence d'autrui et de l'alternance pacifique du pouvoir. Mais ce tribalisme est aussi un obstacle au développement économique. Le tribalisme nourrit le patronage dans la société s'éloignant ainsi de la méritocratie. Dès lors, plus que la compétence et l'efficacité, c'est l'origine ethnique, la filiation, la religion, qui deviennent le critère de l'allocation des ressources. Autant dire un non-sens économique. Autrement dit, les ressources ne reçoivent pas leur meilleure valorisation, ouvrant la porte aux gaspillages et à la gabegie. Le patronage à base tribale ou ethnique, poursuit-il par ailleurs, conduit à l'exclusion politique et économique des autres tribus ou ethnies éloignées du cercle du pouvoir. Ainsi, dans un contexte de rareté des ressources, et de méfiance généralisée, le tribalisme conduit chaque groupe à voter sur une base ethnique afin de placer leur représentant dans les rouages de l'appareil étatique. Ce faisant, ils vont tenter via leur représentant élu de capter les subventions, les nominations et les services publics pour les détourner vers leurs groupes au détriment du reste des autres factions. Il en découle une sorte de course effrénée à l'appropriation de l'État car c'est le seul

⁴⁹ ASSEMBLEE EPISCOPALE PROVINCIALE DE BUKAVU, « *Mets de l'ordre dans ta maison* » (Cfr 2 R 20,1), Kindu 29 mai 2016, n° 16.

⁵⁰ HICHAM EL MOUSSAOUI, « Un regard alternatif sur le continent », in *Libre Afrique*, 2 avril 2014, 1-2.

moyen de contrôler les ressources publiques et de s'enrichir. D'où l'émergence d'une économie rentière fondée sur le patronage, le clientélisme et la corruption. Si le tribalisme a été utilisé jadis par les colons pour garder leur mainmise sur les pays africains, depuis l'indépendance il a été instrumentalisé par les dirigeants africains aussi pour garder leur pouvoir selon le principe « diviser pour mieux régner ». Ainsi, le tribalisme a justifié le nationalisme et le chauvinisme, ce qui a fait le lit du protectionnisme. Au lieu de s'ouvrir et d'apprendre des autres, nos dirigeants nous ont enfermé dans des logiques réactionnaires de type « Nous contre eux », « nous devons faire tout nous-mêmes », « nous n'avons pas besoin des autres ». Cela s'est traduit par de mauvaises stratégies et politiques de développement : l'auto-suffisance, la substitution aux importations, les industries industrialisantes, etc. Des politiques qui n'ont fait au final que consolider la dépendance économique de l'Afrique, exacerber la pauvreté et creuser les inégalités, poussant les africains à se réfugier dans un tribalisme protecteur. Un véritable cercle vicieux !

Civilité, civisme et solidarité

Une éducation à la citoyenneté est un devoir fondamental en vue d'espérer une société équilibrée et une intériorisation individuelle de ces devoirs fondamentaux. Le mot "citoyen" vient du latin *civis*, mais la qualité de citoyen est une **invention des cités grecques**. Ceux qui en disposent ont ainsi le droit de participer à la gestion des affaires publiques. Son principe essentiel pose que tous les citoyens sont égaux devant la loi (en grec, *isonomia*) et interviennent donc, de manière égale, à la prise de décision politique. Les citoyens peuvent se réunir dans un lieu unique afin de débattre des grandes questions intéressant la cité (guerres, traités de commerce, élections à divers postes...). Ces droits fondamentaux sont notamment de : la civilité, le civisme et de la solidarité.

La civilité : il s'agit d'une attitude de respect, à la fois à l'égard des autres citoyens (ex : politesse), mais aussi à l'égard des bâtiments et lieux de l'espace public (ex : transports publics). C'est une reconnaissance mutuelle et tolérante des individus entre eux, au nom du respect de la dignité de la personne humaine, qui permet une plus grande harmonie dans la société. Selon Norbert Elias : « Les

règles de civilité en Europe tirent leur origine des règles de la courtoisie chevaleresque médiévale. Celles-ci étaient élémentaires (ne pas cracher à table, s'essuyer les mains après s'être mouché dans ses doigts ...) et ne s'appliquaient qu'à la classe sociale supérieure, c'est-à-dire à la noblesse guerrière. À partir de la Renaissance, la montée en puissance de la bourgeoisie a conduit l'aristocratie à tenter de se différencier davantage des autres classes sociales. Elle a pour cela tâché de gommer les fonctions naturelles de l'homme de sa vie sociale, et introduit de nombreuses règles : utilisation de fourchettes pour manger, de mouchoirs pour se moucher, de crachoirs pour expectorer, de chemises de nuit pour dormir... Ces nouvelles règles ont ensuite été adoptées et modifiées par la bourgeoisie, puis par l'ensemble de la société. »⁵¹ L'Afrique gît encore sous la lutte d'appréciation de civilité par rapport à la dualité « tradition-modernité ». Selon Sophie Dulucq et Pierre Soubias, le poids trop lourd de la « tradition » fait oublier que la déconstruction de cette vision linéaire de l'histoire doit être dépassé. C'est ce à quoi ils invitent en ces termes : « Cette vision classificatoire associe volontiers la ville à la modernité et renvoie le monde rural à une moindre civilité. »⁵² La civilité semble se confondre à la modernité et se ramener à la vie citadine, sans que cela se réfère aux vertus du savoir-vivre et la vie rurale à la tradition, c'est-à-dire à l'incivilité sans appréciation les mérites de la sagesse ancestrale propre à l'Afrique qu'incarne la vie rurale.

Le civisme : il consiste, à titre individuel, à respecter et à faire respecter les lois et les règles en vigueur, mais aussi à avoir conscience de ses devoirs envers la société. De façon plus générale, le civisme est lié à un comportement actif du citoyen dans la vie quotidienne et publique. C'est agir pour que l'intérêt général l'emporte sur les intérêts particuliers. Le civisme désigne le respect, l'attachement et le dévouement du citoyen pour son pays ou pour la collectivité dans laquelle il vit. Cela s'applique en particulier à l'institution qui représente cette collectivité, à ses conventions et à ses lois. Plus généralement, le civisme est le dévouement pour l'intérêt public, pour la "chose publique. Le civisme nécessite une "conscience politique" et

⁵¹ N. ELIAS, *La civilisation des mœurs*, Pocket, Paris 2003, p.49.

⁵² S. DULUCQ et P. SOUBIAS, *L'espace et ses représentations en Afrique*, Karthala, Paris 2004, p.137.

implique la connaissance de ses droits en tant que citoyen ainsi que de ses devoirs vis-à-vis de la collectivité. Le civisme, qui est l'état du citoyen respectueux de ses devoirs et des principes collectifs, se distingue : de la citoyenneté qui n'est que la condition de citoyen et de la civilité qui relève du respect des autres dans les rapports privés.

Le respect quant à lui est le sentiment de considération, d'égard, voire de vénération que l'on peut avoir envers un individu ou quelque chose. Il se manifeste par une attitude de déférence et le souci de ne pas porter atteinte à l'objet du respect, ni le heurter inutilement. Le respect est une valeur plus profonde que la simple politesse, car il est débarrassé de toute hypocrisie. Le respect mutuel constitue l'un des fondements de la paix sociale et des relations interpersonnelles. Le respect suppose une compréhension et un partage des valeurs d'une personne ou d'une idée. La tolérance, quant à elle, sous-entend le fait de supporter quelqu'un ou quelque chose indépendamment de l'opinion ou du jugement qui lui est porté. On peut haïr ce que l'on tolère.

L'intérêt public, dit aussi intérêt commun, intérêt général, désignent la finalité des actions ou des institutions qui intéressent l'ensemble d'une population. La distinction entre ces trois termes n'est pas évidente : L'intérêt commun désigne une finalité définie comme étant la résultante de l'ensemble des intérêts exprimés par les membres de la communauté concernée. Ce qui pose bien entendu la question de la légitimité de cette expression, en raison des difficultés pratiques de sa détermination (exhaustivité, représentativité, sincérité...) L'intérêt général désigne une finalité d'ordre supérieur dont on sous-entend qu'elle dépasse l'intérêt commun dans la mesure où elle prétend être « quelque chose de plus ambitieux que la somme des intérêts individuels. Ainsi l'intérêt national correspond à l'intérêt de la Nation selon la formule d'Ernest Renan: « Avoir fait de grandes choses ensemble et vouloir en faire encore ». Cette notion est au cœur des débats politiques, économiques. Elle est abondamment citée pour justifier l'existence de services publics, des actions publiques, des lois et règlements d'ordre public, ainsi que des réglementations touchant aux droits fondamentaux (par exemple dans le cadre du Droit de propriété pour fixer le régime des expropriations et des nationalisations). Elle met en jeu la finalité même de l'ensemble des collectivités publiques. L'intérêt public concerne la mise en œuvre de l'intérêt général à travers le cadre

juridique du droit public d'un pays ou d'une République. Il apparaît notamment dans les débats de la Révolution française, au cours de laquelle il tend à remplacer la notion plus ancienne d'utilité publique. Il est censé être porté par les différentes branches de l'autorité de l'État (Santé, Instruction publique, Environnement, Sécurité...).

Le cas échéant, l'intérêt public est représenté en justice par le ministère public. Sa fonction est d'intervenir au nom de l'intérêt public lorsque l'intérêt public ou l'ordre public sont menacés ou contestés. Son action peut s'exercer de façon indépendante ou au contraire se joindre à celle des personnes privées éventuellement parties prenantes de l'action juridique concernée.⁵³

En Afrique, malheureusement, la chose publique est la chose la mieux négligée, la chose qui semble n'appartenir à personne, la chose délaissée.

La solidarité : elle est importante, en effet, dès lors que les citoyens, dans une conception classique, ne sont pas de simples individus juxtaposés, mais un ensemble d'hommes et de femmes attachés à un projet commun. Elle correspond à une attitude d'ouverture aux autres qui illustre le principe républicain de fraternité. Dans ces conditions, la solidarité, qui consiste à venir en aide aux plus démunis, directement ou par le biais des politiques publiques (ex : impôt redistributif) est très directement liée à la notion de citoyenneté. La notion de solidarité est donc liée à celle de société, qu'elle soit de droit ou de fait. Dans son acception générale, la solidarité caractérise des personnes qui choisissent ou ressentent une moralité d'assister une autre personne et réciproquement. La solidarité se distingue de l'altruisme : l'altruiste peut souhaiter aider autrui sans pour autant se sentir concerné par ce qui lui arrive, et inversement on peut se rendre solidaire d'autrui simplement par intérêt bien compris (attente d'une réciprocité) et non par altruisme. Très souvent, on présente sous cette forme positive des formes de solidarité plus ambiguës : une forme d'échange mutuel, où chaque membre se rend solidaire des autres parce que les autres se rendent solidaire de lui. C'est donc un calcul (économique) et

⁵³ <http://fr.wikipedia.org/wiki/Intral> du 25/01/2017.

non une démarche généreuse ; une forme de solidarité imposée, où chaque membre se trouve obligé d'adhérer au groupe sous peine de perdre certains bénéfices (frais de copropriété...), voire sous la menace de sanctions (partie socialisée du salaire, impôts, conscription).⁵⁴

Comme d'aucuns l'ont pensé, ne faisons pas de la solidarité une vertu totalement africaine. En Afrique, comme le pense Claudine Vidal : « l'exaltation inconditionnelle de la solidarité de la solidarité africaine n'implique-t-elle pas, au bout de compte, une moralité sous-jacente ! Ils s'en sortiront toujours grâce à la famille, au clan, au village, aux communautés religieuses. »⁵⁵ Ce qui induirait en erreur du parasitisme et à la paresse du dépendatisme. La solidarité n'est pas le dépendatisme, ni le parasitisme.

Interrogations kivutiennes contemporaines

L'élargissement du cercle des détenteurs de la citoyenneté constitue une autre interrogation en perpétuel débat. D'abord, parce que les citoyens qui ont la même nationalité sont unis par un lien juridique qui *lie une personne à un pays*, commun à l'ensemble des citoyens, quelle que soit la façon dont ils ont acquis la nationalité (par naissance, ou mariage...). Il est le signe que l'on fait partie d'un groupe particulier, non seulement sur le plan strictement juridique, mais également de manière de témoignage de cette unité. La citoyenneté manifeste aussi le *rattachement à une même communauté politique, la Nation*. Elle permet de voter et d'être élu. Enfin, la citoyenneté est la *manifestation d'une identité culturelle et d'une histoire commune*. Elle va de pair avec la construction de la mémoire d'épisodes marquants d'une histoire nationale.

Selon Sophie Pennarum : « le citoyen est également l'homme qui est capable de faire taire ses passions pour que triomphe l'intérêt général. Il est un être abstrait, titulaire de droits dont l'ensemble constitue la liberté-autonomie. Il est seul titulaire de droits politiques, jouit effectivement d'un poids poli-

⁵⁴ M.-C., BLAIS, *La solidarité. Histoire d'une idée*, Gallimard, Paris 2007, 27sv.

⁵⁵ C. VIDSL, « La "solidarité africaine" : un mythe à revisiter », in *Cahiers d'Études africaines* 34 (1994) 688.

tique, peut faire valoir ses positions, peut alerter les pouvoirs publics et est en droit de ses (sic) plaindre et de réclamer le respect des droits de l'homme. Ainsi, l'homme n'est citoyen que s'il est titulaire de droits et libertés. »⁵⁶

Parlant de la citoyenneté et de l'intégration elle souligne ce qui suit : « Le lien entre citoyenneté et intégration est évident dans la mesure où, si la citoyenneté est la qualité de ceux qui appartiennent et sont acteurs d'une cité et qui se voient ainsi reconnaître des droits et des obligations, l'intégration est un processus qui tend à permettre la vie en commun sur la base de droits et de devoirs réciproques des individus établis sur un territoire et qui, parce qu'ils partageront des valeurs communes et s'enrichiront de leur rencontre, seront des citoyens à parts égales. » Patrice Emery Lumumba disait : « *L'histoire dira un jour son mot, mais ce ne sera pas l'histoire qu'on enseignera à Bruxelles, Washington, Paris ou aux Nations Unies, mais celle qu'on enseignera dans les pays affranchis du colonialisme et de ses fantoches. L'Afrique écrira sa propre histoire et elle sera au nord et au sud du Sahara une histoire de gloire et de dignité* ».

Les conflits qui minent le continent ont aussi été évoqués. Et leurs méfaits sur l'économie du continent et sur la sécurité des personnes et des biens ont poussé Alexandre De Souza de marteler : « L'homme Africain doit s'approprier sa véritable histoire, condition première pour réussir le développement de son continent. »⁵⁷

Recréer des sociétés intégrantes qui encouragent la société civile et lui permettrait de tisser des liens de solidarité constructive resurgit comme devoir de citoyenneté auquel il faut revenir. Une première réponse serait de réussir à recréer des sociétés intégrantes, confiantes dans les capacités de leurs citoyens et au sein desquelles les

⁵⁶ S. PENNARUM, *La place du lien de citoyenneté dans la démocratie sous l'angle du droit*.

⁵⁷ A. DE SOUZA, *L'homme Africain, est-il intelligent ?*, AFNOD, 2010.

individus parviendraient à se réaliser autour d'un projet commun. Un changement global vers plus d'humanité et un retour à l'essentiel est aujourd'hui appelé du vœu des citoyens, comme en témoigne le fleurissement d'initiatives, tant écologiques que universitaires ou encore économiques, en partie portées par des jeunes.

Initiatives locales de dialogue transversal à la base

Dans ce sens sont à encourager les initiatives d'échange de professeurs et de rencontrer interuniversitaires telles qu'on le remarque dans tout le « Kivu », ce qui crée des liens vrais de rapprochement et de connaissance mutuelle. Ces actions sont diversifiées et diverses. Nous référons seulement à quelques unes. La construction de la cohésion transfrontalière par la caféiculture. Une expérience des coopératives de Kalehe (RDC) et de Rutsiro (Rwanda). Expérience qui permet de montrer comment la coopérative transfrontalière entre les responsables des coopératives congolaises et rwandaises et les caféicultures pourraient contribuer non seulement à revitaliser le secteur du café, mais aussi à la consolidation de la paix dans la Région. Aussi, l'expérience de dialogue transfrontalier pour la paix dans les communes de Goma (RDC) et de Rubavu (Rwanda) en vue de surmonter les méfiances mutuelles dues aux guerres à répétition, expérience accompagné par le Groupe de Dialogue Permanent Transfrontalier (GDP). En effet, ramener les peuples à une confiance mutuelle contribue au rétablissement de la paix. Il y a aussi l'expérience appuyé par l'USAID : Au-delà de la stabilisation : comprendre les dynamiques de conflits dans le Nord et le Sud Kivu en RD Congo. Ce projet s'appelle *Tufaidike wote*, c'est-à-dire travaillons ensemble pour le bénéfice de tous. C'est un projet qui cherche des solutions combinées aux problèmes d'instabilité et de pauvreté en vue de renforcer la stabilité socio-économique dans 15 communautés dans les provinces précitées. Il applique les thèmes transversaux sur la participation des femmes, la sensibilité aux conflits et la bonne gouvernance. Pole Institute accompagne aussi un projet sur les frontières comme lieux de division ou passerelles d'échange entre Goma et Gisenyi. C'est une recherche des dynamiques frontalières locales susceptibles de constituer un socle sur lequel pourrait se bâtir des structures d'intégration à partir du vécu des populations et non dans des cabinets d'experts in-

ternationaux. Enfin, point n'est besoin de souligner l'importance du point de vue écologique de jeunes qui s'unissent pour rendre plus attractantes leurs villes par de travaux de salubrité publique, tout comme pour les protéger d'éventuelles barbaries.

Encourager une action de la société civile serait un second pas vers plus d'humanité. Il paraît envisageable de s'appuyer sur cette société civile, qui est déjà un acteur à part entière de la scène publique politique pour activer une nouvelle politique plus intégrante et unificatrice. Une solidarité transversale des sociétés les unes avec les autres est aujourd'hui à construire sous la forme de ponts de paix, d'empathie et d'humanité. Comme le pense Patrick Quantin, la fonction des sociétés civiles va évoluant selon les situations politiques de chaque pays :

« Dans le contexte du début des années 1990, le rôle politique des sociétés civiles africaines s'affirme comme le moteur des démocratisations, au point de surpasser celui des partis politiques dénoncés comme les refuges d'un personnel politique inamovible, porteur de mauvaise gouvernance. Les associations les plus diverses sont encouragées à se former. Elles se voient accorder une reconnaissance automatique et sont amenées, aux côtés de structures anciennes, telles que les Églises chrétiennes, à représenter les “forces vives” de leur pays dans la transition vers la démocratie. Les conférences nationales « souveraines » qui se déroulent entre 1990 et 1993 dans une dizaine d'États africains offrent un cadre favorable à l'émergence de nouvelles sociétés civiles, différentes de celles qu'avait analysées la recherche durant les décennies précédentes. Ces conférences sont conçues à chaud et s'inspirent de diverses expériences (de la “palabre” africaine aussi bien que des assemblées constituantes américaines et françaises). Elles offrent un siège aux associations selon des règles de reconnaissance très souples et leur donnent une voix à côté des partis politiques. Bien que beaucoup d'associations créées pour l'occasion disparaissent après les transitions, la voie est ouverte aux “organisations de la société civile”. Les plus solides se transforment en ONG et vont bénéficier de la générosité de la philanthropie mondiale invitée à ne plus confier ses subsides aux États “corrompus “ »⁵⁸

⁵⁸ P. QUANTIN, « Le rôle politique des sociétés civiles en Afrique : Vers un rééquilibrage », in *Revue internationale et stratégique* 72 (4/2008) 34.

Dans cette même lancée, nous voyons éclore des causes ayant fédéré la jeunesse autour de projets communs et lui ayant donné les moyens de se transcender pour devenir des sujets du monde: les droits des femmes et l'engagement humanitaire. A une période charnière de l'Histoire comme la nôtre, l'avenir dépend en partie de notre capacité à faire valoir ces acteurs autonomes de la société civile et à exporter leur rayonnement à l'étranger dans un nouveau modèle de puissance, plus humain et plus juste. Suis d'avis, comme le pense Feder Milkhaïlovich Dostoïevski : « Les hommes ont tout à fait perdu de vue, de nos jours, que la vraie sécurité ne s'obtient pas dans la solitude, mais dans l'union des efforts et dans la coordination des actions individuelles ».⁵⁹

C'est ce nouveau modèle de rayonnement des sociétés civiles, porteuses d'une intelligence collective, pour l'émergence d'une puissance citoyenne kivutienne défendant des valeurs de paix, de fraternité et d'humanité mues par des aspirations universellement partagées d'où est contenu le chemin de renouveau de notre Kivu.

Ce modèle se construit tous les jours. À en croire **Ernest Renan** (1823-1892), la notion d'une Nation est un « plébiscite de tous les jours », c'est-à-dire que la volonté de vivre ensemble doit être sans cesse renouvelée. De ce point de vue, **la citoyenneté**, qui lie les nationaux d'un même pays, n'est jamais définitivement acquise et **se construit au quotidien**. La citoyenneté est aussi une construction permanente car elle est un **élément important d'intégration**. Intégration d'abord pour des étrangers résidant sur le sol national depuis un certain nombre d'années et qui demandent la Par l'acquisition de la naturalisation et des droits politiques qui y sont attachés, ils vont pouvoir s'intégrer davantage à la communauté nationale, notamment par l'octroi du droit de vote. Intégration aussi pour des personnes exclues par leur faible niveau de revenus, ou par des problèmes médicaux ou familiaux. Une attitude citoyenne de solidarité à leur égard peut être de nature à les aider.

⁵⁹ F. MILKHAÏLOVICH DOSTOÏEVSKI, *Les frères Karamazov*, Actes Sud, Paris 2002.

Le débat à la manière de la palabre traditionnelle africaine

La civilisation africaine est par essence communautaire. Les Africains placent donc au cœur de leur mode de vie le bien-être de la communauté au-dessus de celui des individus. Toutefois, comme dit ce proverbe togolais d'origine Ewe "deux calebasses placées sur une même surface d'eau finissent par se cogner". C'est dire que la cohabitation et la vie communautaire n'est pas toujours sans tension. Que faire donc pour solutionner les conflits qui peuvent surgir de temps à autres? Nos ancêtres ont trouvé une excellente solution à cette problématique en la "Palabre Africaine"⁶⁰ Il faut revenir au style de la palabre africaine, c'est le pendant de la méthode dialoguale de type occidental, prônée par tous les tenants de l'estime traditionnel africain. La palabre en Afrique est un outil multimédia interactif servant à débattre et réfléchir en groupe sur l'avenir de l'homme. Chacun pouvait déposer dans l'arbre une question sur le support multimédia de son choix, ou apporter une réponse à une question déjà posée. *La palabre est une coutume de rencontre et de création ou de maintien de lien social. Cela permet également de régler un contentieux sans que les protagonistes ne soient lésés. En Afrique, on se réunit au pied de l'arbre à palabre, généralement le baobab, pour discuter des décisions importantes à prendre pour l'avenir d'une communauté*. C'est une passerelle ludique entre deux mondes; les enseignants écrivent sous l'arbre à palabres un conte mais aussi un spectacle que les enfants, toutes classes confondues, devront représenter devant un parterre de parents conquis.

Selon Nafy-Nathalie : « *Le but initial de la palabre est de parvenir à une solution concertée sans pénaliser l'une ou l'autre partie, tout en préservant les relations sociales. C'est une institution qui possède un règlement non écrit qui doit être observé par tous. Elle sert à traiter les litiges de manière traditionnelle en s'imprégnant des faits sociaux de la communauté.* »⁶¹ Et le professeur Fweley Dianituka

⁶⁰ POUKNIT KONDOMBO, « "La palabre africaine" peut-elle renforcer la démocratie en Afrique ? Partie I », in *Burkina Thinks*, 07 décembre 2014, 1.

⁶¹ NAFY-NATHALIE, « De la palabre africaine à la démocratie. En quoi la palabre africaine est-elle précurseur de nos démocraties contemporaines ? », in *Contrepoints. Le nivellement par le haut*, 22 mai 2015, 2.

d'argumenter dans le même sens en disant que : « La palabre est ce lieu traditionnel de rassemblement à l'ombre duquel les citoyens s'expriment librement sur la vie en société, sur les problèmes du village, sur la politique à mener et sur l'avenir. C'est un mode ancestral de résolution et de règlement de litiges. C'est aussi une école de la vie, car les enfants viennent écouter des histoires racontées par un ancien du village. Les sociétés traditionnelles africaines puristes reposaient très largement sur la palabre comme mode de gouvernance ou de gestion des affaires publiques. Les acteurs venaient de différents horizons, et ils représentaient différents secteurs de la vie. »⁶² C'est fut le cadre et le mode ordinaire culturels africains pour débattre de la vie et de ses événements.

Comme pour l'agora à Rome, la palabre est un lieu de rassemblement où chaque individu est libre de s'exprimer sur l'évolution de la vie en société. C'est un lieu traditionnel de rencontre où les problèmes du village et de la communauté, ainsi que les questions liées au développement, sont pris en compte et traités ensemble. Les citoyens trouvent là l'occasion de se plaindre et de régler tout genre de contentieux sans que les protagonistes soient lésés. Il facilite le maintien du lien social. Selon l'ordre du jour, tout le monde ou seulement une partie de la communauté participe à l'Assemblée.⁶³ C'est un espace pour tous et pour le bien de tous avec attention au bien de tous. En effet, la visée est que nul ne soit lésé. Ce sont ces espaces qu'il faudra réinventer pour les générations montantes ne soient désorientées dans nos sociétés qui changent à pas de géant.

Conclusion

Carl Gustav Yung ayant travaillé sur ce mythe avec le labyrinthe d'individuation était arrivé à cette conclusion, qui n'est pas moins la nôtre après ce cheminement dans le Kivu : Le Thésée du retour n'est pas celui de départ. Le retour du combat entre la vie et la mort n'est pas une victoire d'un côté contre l'autre, semble dire le mythe. Et c'est

⁶² F. DIANGITUKWA, « La lointaine origine de la gouvernance en Afrique : l'arbre à palabre », in *Revue gouvernance* 2014, 1.

⁶³ F. DIANGITUKWA, « La lointaine origine de la gouvernance en Afrique : l'arbre à palabre », 4.

pourquoi le voile de la victoire, pas plus que celui de la défaite, n'est pas levé par Thésée. C'est le vieil homme en nous qui attend de nous que nous soyons victorieux, que nous ayons vaincu la mort, que nous ayons atteint l'éveil... c'est justement à lui qu'il faut mourir pour re-naître à ne nouvelle conscience. Son ultime repart est de plonger dans l'inconscient... mais c'est justement là que l'hôte intérieur est à l'œuvre, on ne peut qu'aller ver(s) Soi.

C'est une évidence : On ne peut pas se fuir, on ne peut pas vaincre contre soi-même tout comme on ne peut pas perdre contre soi-même. Le duel n'est pas au pari contre soi-même.

Notre labyrinthe nécessité d'être parcouru par tous avec l'idéal d'en sortir, tous, vainqueurs. Il faut viser haut et loin, mais, toujours, pour le bien de tous le corps, se gardant toujours de la fosse humilité qui, de fois, sacrifie une partie du corps, pour la soi-disant bien du corps. Le corps n'atteindrait aucun bien privé d'un de ses membres ou le sacri-fiant. La « conjonction des opposés » : (l'animal, l'humain et le spiri-tuel que nous sommes) est toujours la meilleure approche de l'existence humaine. La réalité est la « vraie » vérité.

Bibliographie

- ADLER, A, *Le tempérament nerveux. Éléments d'une psychologie individuelle et application à la psychothérapie*, Payot, Paris 1912 ; *La connaissance de l'homme. Étude de caractériologie individuelle, Pratique et théorie de la psychologie individuelle comparée*, Payot, Paris 1930 ; Payot, Paris 1950 ; *Le sens de la vie. Étude de psychologie individuelle*, Payot, Paris 1950 ; *L'éducation des enfants*, Payot, Paris 2000 ; *La psychologie de la vie*, Harmattan, Paris 2006.
- ASSEMBLEE EPISCOPALE PROVINCIALE DE BUKAVU, « *Mon âme est rassasiée de malheur* », Butembo du 24 au 31 mai 2015.
- ASSEMBLEE EPISCOPALE PROVINCIALE DE BUKAVU, « *Mets de l'ordre dans ta maison* » (Cfr 2 R 20,1), Kindu 29 mai 2016.
- BLAIS, M.-C., *La solidarité. Histoire d'une idée*, Gallimard, Paris 2007.
- DE SOUZA, A., *L'homme Africain, est-il intelligent ?*, AFNOD, 2010.
- DIANGITUKWA, F., « La lointaine origine de la gouvernance en Afrique : l'arbre à palabre », in *Revue gouvernance* 2014.
- DULUCQ, S. et SOUBIAS, P., *L'espace et ses représentations en Afrique*, Karthala, Paris 2004.
- ELIAS, N., *La civilisation des mœurs*, Pocket, Paris 2003.

- HICHAM EL MOUSSAOUI, « Un regard alternatif sur le continent », in *Libre Afrique*, 2 avril 2014, 1-2.
- LEYRIT, C., « Il faut remettre les citoyens au cœur de la décision publique », in *Les Blogs* 25/07/2014, 1-2.
- http://fr.wikipedia.org/wiki/Intl_du_25/01/2017.
- MILKHAÏLOVICH DOSTOÏEVSKI, F., *Les frères Karamazov*, Actes Sud, Paris 2002.
- NAFY-NATHALIE, « De la palabre africaine à la démocratie. En quoi la palabre africaine est-elle précurseur de nos démocraties contemporaines ? », in *Contrepoints. Le nivellement par le haut*, 22 mai 2015.
- NYIRINDEKWE, I., « Construction des minorités scientifiques dans la Région des Grands Lacs : enjeux et perspectives », *Sapientia. Revue pluridisciplinaire semestrielle*, 1 (janvier 2016) 8-24.
- PENNARUM, S., *La place du lien de citoyenneté dans la démocratie sous l'angle du droit*.
- POUKNIT KONDOMBO, « “La palabre africaine” peut-elle renforcer la démocratie en Afrique ? Partie I », in *Burkina Thinks*, 07 décembre 2014.
- QUANTIN, P., « Le rôle politique des sociétés civiles en Afrique : Vers un rééquilibrage », in *Revue internationale et stratégique* 72 (4/2008) 34-69.
- VIDSL, C., « La “solidarité africaine” : un mythe à revisiter », in *Cahiers d'Études africaines* 34 (1994) 661-697.

Regional integraton, globalization, foreign language and conflict. A case of “Ikinyarwanda” in North Kivu province, eastern DRC

By BANZI S. Philippe, Senior
Lecturer and Researcher
Email: banzinat@gmail.com

Abstract

The study looks at the narrative and behavior around the issues of 'ikinyarwanda' language and the Kinyarwanda speakers and examines how the challenges can be overcome. It examines the significant ethnolinguistic development that has taken place in Eastern DR Congo, specifically in North Kivu Province following a protracted conflict among communities. It is particularly concerned with the positions and the impact of prejudice and marginalization on the social and regional fabric. This led to the creation of a new discourse whereby people in the area assume they speak Kihutu, Kinyabwisha, Kinyarutshuru, Kinyamasisi and finally iKinyarwanda, whereas their community is called 'Rwandophone'. Using the Relational theory and adopting the adversarial, the reflective and the integrative approaches, the study shows the ways ikinyarwanda works as a strategy, a source of frustration and a tool for self-affirmation, while it also bears a negative connotation. This language reflects a strong ethnic consciousness and is more an agent of cleavage, isolation and a forgotten element in the regional integration than an instrument of openness. The study cautions that any disintegration based on linguistic identity, though possible, still has a long way to go. The paper concludes by pointing to the current negative peace and cohabitation which, even if supported by the International Community, does not address behavioral issues that will one day confirm the regional fragmentation.

Key words: Globalization, foreign language, integration, identity

Résumé

Cet article porte sur la problématique autour du Kinyarwanda et des locuteurs de cette langue et suggère les pistes pour relever les défis y relatifs. L'étude examine l'ampleur ethnolinguistique des relations intercommunautaires dans l'Est de la RD Congo, plus particulièrement dans la Province du Nord-Kivu ; situation causée par un conflit interminable entre groupes ethniques. Elle envisage les positions et l'impact des préjugés et de l'exclusion sur base d'appartenance sociogéographique. Cette situation a débouché sur la création d'un nouveau discours selon lequel certaines personnes considèrent que leur parler est le Kihutu, le Kinyabwisha, le Kinyarutshuru, le Kinyamasisi pour finalement être le Kinyarwanda ; quand leur communauté est appelée « Rwandophone ». A partir de la théorie sur les relations humaines et l'approche intégrative et compétitive, elle prouve combien le Kinyarwanda

est conçu comme stratégie ou un outil de frustration et d'auto-affirmation quand, d'autre part, cette langue reflète une connotation négative et une forte dose de conscience ethnique en fonctionnant plus comme moteur de clivage et d'isolation tout en étant une dimension oubliée dans le processus d'intégration qu'une voie d'ouverture. L'analyse attire l'attention sur le fait que toute désintégration basée sur une identité linguistique, bien que possible, a encore du chemin à parcourir. Elle conclut en indexant la situation actuelle caractérisée par une paix négative et une délicate cohabitation qui, même si cautionnées par la Communauté internationale, ne répond pas à la problématique attitudinale qui, un jour, sonnera le glas de l'unité régionale.

Mots clés : Mondialisation, langue étrangère, intégration, identité

Introduction: Background and Study Problem

The Democratic Republic of Congo, herein DRC, is a big country in Central Africa; the 2nd in size after Algeria and covers 2,345,410 square kilometres (905,568 square miles)⁶⁴(Tuner 2007, 24). It has an estimated population of 62,660,550 inhabitants⁶⁵. This gives an average density of 74.5 inhabitants per square kilometer. There are more than 400 different ethnic groups speaking hundreds of different languages in DRC. The official language is French to which the Mobutu government added four others as lingua franca. These are: Lingala, Swahili, Kikongo and Tshiluba. The DR Congo is divided into 26 Provinces. It is basically an agro pastoral country covered with one of the biggest natural forests. The country has been endowed with enormous mineral and energy resources like copper, diamond, gold and 'coltan', just to mention few. Its rivers offer the greatest energy potentials that the country has difficulties to tap.

Literature has it that DRC is a fragile or a failed State on two extremes defined by wealthiest and poorest country in the Continent, with lack of infrastructures and a proliferation of armed groups especially on the Eastern hills and forests (Nye J. et al. 2013; Turner Th. 2007). The Country shares borders with 9 other countries namely: Cen-

⁶⁴ <http://www.mapsofworld.com/democratic-republic-of-congo/facts.html> accessed in August 2016

⁶⁵ Different sources give different data : 46,498,539 people according to <http://www.mapsofworld.com/democratic-republic-of-congo/facts.html> accessed in August 2016 ; 62,636,000 as given by <http://www.oecd.org/dev/emea/40577125.pdf> accessed in August 2016; according to the World Bank : 67,510,000 people as given by <http://www.worldbank.org/en/country/drc> accessed in August 2016.

tral African Republic to the north, the Republic of South Sudan to the Northeast; Uganda, Rwanda, Burundi and Tanzania to the east, Zambia to the Southeast, Angola to the southwest, Congo Brazzaville, Cabinda and the Atlantic Ocean to the west. Hence, more neighboring countries would imply more openings and development opportunities for economic and cultural exchange; however, for the DRC case, this geographical position means more challenges especially from the porous frontiers (with Angola, Rwanda, Central African Republic and the Mbororo people in the North, Burundi, Uganda). For decades, there have been conflicts in Eastern DRC since the independence, more than fifty years now. Some 'zones' in the East have never enjoyed a "true peace" for years. Immediately after the independence (in 1960) there was the Mulele Mayi rebel group (even though this group did not directly affect areas like Masisi and Rutshuru), followed by the Kinyarwanda conflict in Masisi after which came the issuance of the national ID (early 1970s). This ID had codes according to the then 'Zones' or District; for Masisi the code was '140' and for Rutshuru, it was '144'. The Kinyarwanda speakers from these places will be termed 'the 140s' or "*ba 140*" in Kiswahili following these codes. That alone was enough reason to be arrested. There was also the 'national census' in 1980s. This operation took place in the East with damages in Masisi. In 1990s, various 'Operations' were initiated to end the conflicts in this area; these operations are like: 'operation MBATA and operation MKUKI' among others. Then the world witnessed the 'AFDL war in 1996, followed by different phases of rebel groups, mostly the RCD, the CNDP and the M23⁶⁶. Several causes of conflicts have been listed with various aspects or dimensions. Nevertheless, we can sum them up into three main causes, namely: lack of ethnic cooperation, the end of the Cold War and the current trend or globalization.

This paper focuses on the North Kivu Province in the East and targets the Kinyarwanda language at the core of conflicting issues in the Province. North Kivu covers 59,483 square kilometres and host around 5,767,945 inhabitants. To the east, the Province is bordering

⁶⁶ AFDL : Alliance des forces démocratiques pour la libération (du Congo) ; RCD: Rassemblement congolais pour la démocratie (Congolese rallye for Democracy); CNDP: Congrès National pour le Défense du Peuple; M23: Mouvement du 23 mars.

Rwanda and Uganda. Among the ethnic groups living therein, there are mainly the: Nande, Hunde, Hutu, Tutsi, Kumu, Nyanga, Tembo, Rega and Shi. The Province is mainly agro pastoral and, like the rest of the Country, it has big amount of natural resources including the famous ‘coltan’. Quite often, the relationships among the Northern Kivu people with their neighbors in Rwanda have been characterized by stereotypes and hatred leaving open doors to conflicts. Yet, for decades, there have been strong trades between Rwanda and DRC through the North Kivu Province given the closeness between Goma town and Gisenyi that look like one town. The borne of contentious has always been the presence of the people who speak ikinyarwanda in this Province and in the Region at large. It should also be noted that ikinyarwanda is a ‘trans-border’ language and, as such, it should be useful in uniting people and nations (Mkandawire 2005:184).

Significance of the study

By focusing on the linguistic variable added to other aspects that most studies had not previously or deeply exploited – especially the identity aspect within the globalization phenomenon - , this paper makes a contribution to understanding the linguistic conflicts in Eastern DRC so as to manage or transform them for a sustainable peace. The paper opens a way for further research, conflict transformation, peace processes, advocacy and regional or sub-regional dialogue and policy action for the Eastern Province, for the entire country and the region. So this study finds its meaning through the fact that conflict transformation and ‘reconciliation can be promoted while adequately addressing perceived historical injustices’ and accommodating the various identities that arouse from human or ethnic contacts in North Kivu (Tobi P. Dress 2005: 41). From the linguistic challenges and the social relationships in the Eastern DRC, this study attempts to highlight the psychological and physical effects and positions resulting from people’s contacts and the perceptions they have of each other while looking at the cooperation and/or integration processes. There is a rich documentation on the conflicting relationships in the Eastern DRC and in the Region. This documentation has especially highlighted the economic and political causes of conflicts from the interpersonal contacts and their consequences (Bucyalimwe M. 2009; Turner Th.2007; Reybrouk van D. 2010). Therefore, the main question is: taking into

account the psychological aspects of intercommunity relations, what are the impacts on interpersonal relations, on peace and unity or integration in DRC and in the Region in general? Answering this concern is vital as it will give a way out of conflicts and contribute to the literature on conflicts in DRC and the Region at large. Additionally, we consider the way iKinyarwanda speakers see themselves and the way they are seen by other communities; precisely the issues raised by the language and the people who use it to communicate, to conclude with the fate of the two and the geographical space where the language is spoken. Precisely, we look at the outcome from the Kinyarwanda issues and we see whether the exit path could be either the cultural assimilation or the linguistic pluralism (Harris P. et al., 1998: 245); whether iKinyarwanda contributes to the regional cohesion or disintegration. We look at how the language as a tool is used in searching for a type of identity but also in protecting the linguistic space through conflicting debates, a defensive attitude as opposed to an offensive position. The language is used for opposing the others ('Them') thus becoming a source of frustration leading to the 'congolization' of the discourse.

Conflicts in Eastern DR Congo and Rwanda are protracted and did not give a clear approach for their transformation or resolution because of their complexity. These conflicts have several dimensions, socio-economic and political dimensions but it appeared to us that one variable under the social aspect has always been under looked and this is the linguistic element. The most dominant linguistic tool is iKinyarwanda used as a 'dangerous weapon' or strategy by non-speakers to attack the speakers.

Structure of the paper

The first section gives the background to the study while the second section sketches out the theoretical and empirical literature on integration or cooperation, on the language (iKinyarwanda) and the identities around it; and on the latent conflicts in North Kivu. The third part focuses on the specific conflicts in Eastern DRC and a discussion of the data. The conclusions are presented in the last section.

Theoretical and empirical approaches: “Ikinyarwanda” and identity issues

Quite often, analyses of conflicts in Eastern DRC and in the Region stress the economic and political factors while giving very little room to the language, here ‘iKinyarwanda’. Hence, this study brings in another way of looking at conflicts in Eastern DRC and neighboring countries, more specifically Rwanda. That is why the analysis looked at the integration aspect between Congo and Rwanda taking a local language that unites the two countries into account and, on the other side, looking at the current trend of globalization. The study triangulates the theoretical approaches around the sociopsychological approach to understanding conflicts and their complexity. Specifically, the analysis is based on the relational or intergroup contact approach coupled with the international relation and the transformative approaches to conflicts (Koen Vlassenroot, in Kaarsholm Preben 2006:51)

The analysis is premised on the following hypotheses: (a) there is a permanent and strong enemy image toward people who speak iKinyarwanda in Eastern DR Congo. And this image puts the regional integration at stake. (b) Stability in North Kivu Province and the ethnic acceptance are unavoidable ingredients in the regional peace and harmony.

A background to the conflicts in this part of Central Africa compelled us to establish the key players in the battlefields and the changes therein. According to Paul D. Williams (2011: 36)

“it is during periods of war that social change occurs most intensely. ‘War’, as Morten Bøaz observed, is by its very nature an instrument for social and economic restructuring. It is a site for innovation, which reorders social, economic, and political life.”

This ‘social restructuring’ leads us to think of iKinyarwanda and the speakers as some of the dynamic bodies that are affected by the changes subsequently to conflicts. Conflicts in North Kivu are a consequence of the end of Cold War (in 1989; Nye J. et al. 2013) and modern situations whereby social norms and rules have to be adapted to the modern society and its produce (new technology and means of

communication, guns, search for space, etc.). This factor authorizes us to read the language phenomenon under the lenses of globalization process of expansion and connection as Paul D. Williams put it:

“consequently, one of the most useful ways to approach the mega-concept of globalization is to see it as essentially about circulation – processes through which people and places become interconnected.” (2011: 35)

However, the other side, ‘disconnection’ is also another area to approach, especially in the North Kivu context.

Scope of the study: Rwandophony or a dangerous linguistic belt

Ikinyarwanda is a trans-border language spoken in Eastern DRC, in Rwanda and in Uganda. In fact, there is a historic and cultural commonality between DR Congo, especially in North Kivu Province, and the neighboring countries, particularly Rwanda and some parts of south western Uganda where people speak the same language. In the north Kivu Province, particularly in Masisi and Rutshuru, iKinyarwanda has always – and is still – been a source of various discriminatory attitudes, narratives or discourses; a source of marginalization and fear to express oneself. Here, the study sets to talk about ‘iKinyarwanda’, as it is spoken in North Kivu, on the linguistic groups speaking this language, and on the issues it raised. The speakers are ethnically ‘Hutu’ or ‘Tutsi’.

Scholars locate the ethnic group of people who could be categorized as ‘Hutu’ in the Great lakes region, specifically in : DRC, Rwanda, Uganda, and Tanzania (Serufuri H. P., in Bucyalimwe 2009: 123-147; Sebagenzi wa Lulenga, in Bucyalimwe 2010: 87-98; Nkiko D. et Shumbusho G. in Bucyalimwe 2010: 393-405)

We narrowed down the geographical scope to North Kivu and Rwanda. The elements that make a link between these spaces are the language, on one side and the protracted conflict that characterizes the neighbourliness on the other side through a spillover effect: what starts in North Kivu ends up in Rwanda and vice-versa. These areas share some historical aspects. Indeed, according to Tobi Dress,

“conflicts are not tidy and do not always remain within borders. They spill chaotically across borders, cultures, actions and societies, and it is imperative that there be regional and sub-regional mechanisms to build and maintain transnational cooperation. Such regional mechanisms do exist, but vary widely in their interests, efforts, abilities and resources.”(2005:132)

In addition, the views from Barrett Rubin confirm what Tobi Dress asserted as they both give theoretical approaches that would help to transform conflicts in North Kivu and in the region. Through the ‘framework’ proposed by Barrett, we understand better the “nature and complexity of conflicts in Eastern DRC and in North Kivu”: for him, majority of conflicts are first of all a result of a network effect that affects States or entire regions. Then among the threads that will draw the countries into war, Barret listed the following: “invasion, State collapse, cross-border solidarities, looting, arms trafficking and forced population’s movements.” On the third level of analysis, the actors to such conflicts could be: “regional military, political, economic and social networks that can be linked to global networks.” (2005: 133) This framework provides the causes of conflicts, the actors, the conflict resolution instruments and approaches. Barrett Rubin adds:

“regional strategies require that conflict elements should be treated comprehensively, addressing all factors promoting the conflict. Finally a regional approach needs to include regional and/or sub-regional actors with varying roles, and must include the relevant components, including States, regional or sub-regional intergovernmental organizations and civil society networks.” (2005:133)

Statement of the objectives

Our main objective is to establish the contours and challenges of conflicts in North Kivu Province from the linguistic perspective and to envisage the way out. Specifically:

-to understand the underlying causes and psycho-social and physical effects of conflicts in North Kivu Province taking into account iKin-yarwanda.

-to study the consequences of the attitudinal positions and how the attitudes impact on social and interstate relationships.

-to recommend future strategies for changes and conflicts transformation in North Kivu.

In North Kivu, there is a link between linguistic factors and identity used as starting points to harm the others. A detailed analysis shows that these factors and the subsequent results are negative to the national and regional fabric. The dangers to national and/or region cohesion can be seen through the following features: the creation of linguistic belts coupled with the search for identity.

The creation of linguistic belt or a deadly strategy in the eastern DRC

Two major blocs are emerging in the North Kivu Province and these are termed ‘*Grand Nord*’ and ‘*Grand Sud*’ (Turner Th. 2007; Mamdani M 2001). The first one ‘*Grand Nord*’ covers the following areas: Kanyabayonga, Butembo and Beni. This is the northern part of the North Kivu province or Beni-Lubero District which is populated by the Nande ethnic group at around 100% and speaking the Kinande language. On the other side, the ‘*Grand Sud*’ covers the Districts of Rutshuru, Masisi, Nyiragongo and Walikale. This area hosts various ethnic groups speaking different languages among which: Hutu, Hunde, Kumu, Nyanga, Tembo, Tutsi, Nande, Rega, Havu and Shi. This way of structuring the province results into two blocs divided not geographically but mainly following the language factors. So, the current trend has brought in an unofficial creation of a linguistic belt with a clear but dangerous demarcation between them. The two blocs adopt the new trends of globalization features whereby the current world is economically – and to some extent, politically – structured into Global North and Global South. (Kegley W. 2006). In the North Kivu case, this unofficial demarcation reflects the following pictures: economic dependency; exclusion of the ‘dependents’ or the others; creation of micro-states within a big DRC; what we here call ‘disintegration’ from the provincial level. People living in these two areas have a strong sense of exclusion of each other and live in clear separated groups, the in-group (us) opposed to the outgroup (them) viewed as enemies.

So, another feature from this division is the creation of an unjustifiable “enemy image”. According to Kenneth Boulding (in Barash, 2000: 46), in national or international relationships,

“The image is always in some sense a product of messages received in the past. It is not, however, a simple inventory or ‘pile’ of such messages but a highly structured piece of information capital, developed partly by internal messages and its own laws of growth and stability.”

At international level, Kenneth Boulding (in David P. Barash 2000: 46) adds that “the images which are important in international systems are those bodies within the system which constitute its international environment.” However for the regional interaction and in North Kivu in particular, the question remains as to know the deep cause of the enemy image towards the Kinyarwanda speakers because it is really hard to establish the contours or sources of the image and the subsequent conflicts. Hence, in an international system, the DR Congo and its neighboring countries are facing a strong enemy image whereby one looks at the other as an enemy for no reason; that hinders the integration process. At the core of the issues, there are the Kinyarwanda community and the negative image towards this community which is ‘passed on’ through social institutions in general (Kenneth Boulding in Barash 2000: 47).

The search for an identity

From the enemy image, the Kinyarwanda speakers have always fought for their identity claiming their belonging to the Congolese nation. They always opposed to be called “Banyarwanda” or Rwandese (Nkiko Dismas et al., in Bucyalimwe 2010: 393 – 404).

Kenneth Boulding (2000:47) asserts that:

“in the formation of the national image, however, it must be emphasized that impressions of nationality are formed mostly in childhood and usually in the family group. It would be quite fallacious to think of the images as being cleverly imposed on the mass by the powerful. If anything, the reverse is the case: the image is essentially a

mass image, or what might be called a “folk image”, transmitted through the family and the intimate face-to-face group, both in the powerful and in the case of ordinary persons.”

Let us look at the ‘Grand Sud’ where iKinyarwanda is spoken and is at the centre of many issues. This part of the Province covers Rutshuru, Masisi, Nyiragongo and Walikale. These ‘Zones’ are problematic in that: Rutshuru is populated by the Kinyarwanda speakers (at almost 95%) but who always have been struggling for their linguistic and social identities. For the linguistic identity, they claim to be: Banyabwisha speaking Kinyabwisha, Banyarutshuru speaking Kinyarutshuru, finally Bahutu speaking the Kihutu (Nkiko Dismas et al., in Buclyalimwe 2010). On the other side, there is Masisi where live the ‘Banyamasisi’ or people from Masisi. In Masisi, there are mainly the following ethnic groups: Hunde, Hutu, Tutsi, Nyanga, Nande and Tembo. However, some of them do not agree to be called ‘Banyamasisi’. This designation which is ‘pejorative’ for some refers particularly to a category of Kinyarwanda speaking people or a particular group of foreigners. And in the jargon prevailing in the area, ‘Banyamasisi’ have always and exclusively been used as synonymous to ‘Hutu’; whereas the ‘Tutsi’ are referred to as ‘refugees’. (Mamdani M. 2001)

The discourse and more specifically the categorization of Rwandophone, Kinyarwanda speakers, Banyabwisha, Banyamasisi and others reflects a demarcation of a ‘country within a country’ through some processes of secession, federalism or ‘balkanization’. In this way, talking about one Kabila’s Ministers, Michel Deibert (2013:146) asserts that:

“Nyamwisi also voiced his fear that North Kivu’s hutu governor Eugene Serufuli Ngayabaseka (whose tenure ended in 2007) wanted to divide North Kivu into two provinces, one Nande and one Rwandophone, and that Rwandophones always bring their Hutu-Tutsi problems and issues with the indigenous population with them and it infects all political activities.”

Through this saying, one perceives the “two provinces” as two entities based on the linguistic factor, those speaking ‘Kinande’ versus the ‘Rwandophones’ or those speaking iKinyarwanda. This is a kind of

language that amount to the creation of what we mentioned as Global North versus Global South whereas in the Congolese context , Grand Nord and Grand Sud are based on two complexes: first the ethnic dimension: Nande and proxies vs Banyarwanda. Second, this distinction is based on economic dimension whereby the Grand Nord or 'Banande' side is said to be economically leading the province. The complexity is somehow misleading when one looks at the ethnic groups in both sides: the Grand Nord is homogeneous, exclusively Banande when the so-called 'Grand Sud' is heterogeneous with the Hutu-Tutsi or the Banyarwanda groups living with other ethnic groups. People in the area found an easy way to categorize the inhabitants into two groups that they simply designate as G2 (Hutu-Tutsi or Banyarwanda group) and G7 (Hunde, Nande, Shi, Lega, Tembo, Kumu, Nyanga). The situation creates and strengthens more of a separation than unity and cooperation, first at provincial level then at national level: G2 for The 'Rwandophone' versus G7 for the 'Congophone' (Turner T., 2007:107); two nominal concepts that sketch two new nations defending negative interests for some and positive for others: cleavage, separation, disintegration... and where people are fighting for their identities as 'Banyabwisha', 'Banyarutshuru', 'Bahutu', 'Rwandophone', etc.

The above subdivision seriously compromises the interrelationship and the national integrity as it creates a kind of mind-set whereby the G7 feel generally but more linguistically 'engulfed' by the G2 on a national ground that is slowly 'balkanizing' itself and whereby citizens are compelled to live under the Banyarwanda Leadership.

A striking future as earlier said from this linguistic division whereby the Grand Sud is labeled as a Kinyarwanda zone is that the other ethnic groups living in this part feel in danger of losing not only their territory that will be under the Kinyarwanda rule or be annexed to Rwanda where the language seem to originate from but also their identities by become themselves parts of the Banyarwanda identity. As a consequence, they keep an eye on the Kinyarwanda speakers, Hutu and Tutsi together, look at them as enemies and fighting them. They strongly develop this image that everything related to Kinyarwanda is viewed in a negative way. This attitude compromises the provincial harmony and the national unity compromising also the re-

gional cooperation leave alone the integration between DRC (North Kivu) and Rwanda. Though we posit the countries as variables, we assume the integration process to result first from people's contact in both sides.

About cooperation in North Kivu province or integration between DRC and Rwanda or other neighboring countries, we refer to the preconditions for regional integration as given by Kegley W. Charles et al., (2006:562). Among these preconditions for regional integration, we have selected the following: the geographical proximity, the supportive public opinion, the cultural homogeneity, the internal political stability, similar experiences in historical and internal social development, and the previous collaborative efforts. For the intergroup relationship, we have added the following factors that can promote a successful cohesion first in North Kivu and between DRC and neighbours: the groups status, common goals, the need for intergroup cooperation in achieving the goals; the sanction or support from authority figures, the types of contacts, the group attitude towards each other (Malhotra Deepak et al, 2005:910)

Talking about "the integration models", Colin McCarty (in Stephen Ellis, 1996:213) establishes the differences between 'integration' and 'regional cooperation'. He argues that:

"cooperation refers to any joint activity across national frontiers for the purpose of cooperation in economic matters, from running a joint airline or coordinated rail system to the joint management of river basins. Integration arrangements take on narrower meaning. They aim to expand intra-regional trade in goods and services"

When applied to DRC (North Kivu) and Rwanda, the above factors give us the following reading: first of all North Kivu is so close to Rubavu-Gisenyi in Rwanda that the buffer zone between the towns of Goma and Gisenyi is just made of five meter road, whereas there is only a fence between the village of Kibumba in DRC and Hehu in Rwanda. An interesting case is that of Idjwi highland whereby one has to use his good senses to demarcate the two countries, DRC and Rwanda where the frontier is contextual and changes with the circumstances. This proximity opens the doors to people's contact especially for trade and other activities. People living along the frontier share a

strong relationship. However, because of political situations, prejudice and historical background, there is a sense mistrust, suspicion and wariness among ethnic groups in North Kivu and among Congolese and Rwandese. This context makes it hard, if not impossible to work together or to associate for a common goal in the region. It is known that a human being is a social being and is called to live in a society, to be accepted and integrated in a community to interact with others. Thus, integration is one of the key paths for wellbeing, development and peace, particularly in DRC and its neighbors sharing some strong cultural ties. However, given the pre-existing crises and the intergroup and interstate conflicts, the integration process is at stake and seems even unattainable in this region. The process has to fulfill several conditions for the States or people closeness to be effective. Hence there are ways and conditions that should first change for the integration to happen as interethnic conflicts between North Kivu and Rwanda should be looked at in the current trends where ikinyarwanda is working for separation and distorting the region instead of uniting people and nations.

Speaking about ‘Globalization’, Sam Tulya-Muhika (2007:92) says: “globalization is a word coined over the last quarter century to describe the coming together all countries in the world.”

Sam Tulya-Muhika goes on and gives the types of the Globalization processes that characterize the area of our study. He talks of the “unstructured” or old model of Globalization through people’s migration and the ‘structured’ Globalization or modern process based on : free flow of capital and trade in goods and services without state restrictions. On the other hand, there are actors or ‘multilateral international institutions’ regulating movements and services. There is also the regional integration, economically speaking. Sam Tulya-Muhika (2007:85) came to the conclusion that the nation-state has ‘matured’ and capable to open up to other states in the world. For him, the nation-state had become ‘inadequate for the information era’, inadequate for the technology era and the subsequent changes, creation and innovations. The new assumption is that “the state has become too small for big things and too big for small things.” (id, 2007:85) thus, the need to break up the barriers imposed by the inherited frontiers in

order to accommodate the big things and the language is one of the ways or 'bridges of cooperation' (Mkandawire Th, 2005:184).

In his analysis, Sam Tulya-Muhika coined that the "regional integration is difficult." We should agree with him that it is 'difficult' but not unattainable or impossible. He asserts that:

"the emerging picture is that regional integration is a deliberated and fully informed effort to transform the welfare of the peoples in question through creation of an effective and competitive economy. To do this, each State must be enabled to research and quantitatively assess and accept both the potential benefits and short-term costs of regional integration. Regional integration is difficult."(2007:88)

About instability, internal and/or socio political situations: conflicts and instability in North Kivu have been associated to Kinyarwanda speakers since 1965 with the Kanyarwanda conflict. The negative feeling has currently grown deep that other ethnic groups see the misfortune that befell on North Kivu to be coming from Rwanda through the Kinyarwanda speakers thus compromising any cooperation and integration processes. In spite of the 'CEPGL' organization, for years, there should have been some political will or commitment by States in the region, with strong regional structures, funding institutions for the process and programs for regional unity or mechanisms for development and conflict management between D Congo and Rwanda (Sam Tulya-Muhika, 2007:88). Based on the 'Kinyarwanda and the Banyarwanda situation', the process of integration remains questionable as far as DR Congo (via North Kivu) and Rwanda are concerned . Nevertheless, Colin McCarthy asserts that: "Because of the prominence given to regional integration, Africa-sub-Saharan Africa in particular-has the largest number of regional integration arrangements in the world. Unfortunately, many of these are ineffective or dormant". (in Stephen Ellis, 1996,213); so has always been the 'CEPGL' since its creation with its headquarters in Gisenyi, Rwanda , and whereby people in North Kivu and Gisenyi did not see significant impact.

Let us look at the variability of a linguistic integration in the case of Ikinyarwanda. There are integrative and/or the disintegrative challenges when taking into account this language. The regional integration and any other integration process generally go with positive side

and negative ones. Colin McCarthy (in Stephen Ellis 1996, 220) argues that regional integration

“entails a sacrifice of national sovereignty and, presumably, the creation of a supra national regional authority with real powers. (...) it is difficult to envisage the successful integration of weak States; the creation of integration arrangements cannot serve as a substitute for poor or weak national governance. Finally, in respect of political will, it is also difficult to integrate and sacrifice sovereignty if the member states are divided on major political and ideological issues.”

From the facts that ethnic groups in North Kivu Province are not ready to sacrifice something of their linguistic being and their identity, the cooperation or integration processes are compromised even though the linguistic integration has no immediate or direct effects of losing the state sovereignty. The second side of integration and here linguistic integration is about interests, gains or losses of participating groups or countries in the coming together (Colin McCarthy in Stephen Ellis, 1996, 220)

In the context of Globalization and the Global framework, the exit path toward the eastern Congo liberation could be that the linguistic belts are emphasized but out of suspicion and mistrust. These belts should also go hand in hand with the ‘development belts’:

“the Development Belts Model goes as follows. It is impossible to develop a whole continental land mass (or even a country land mass at the same time.) Historical developments have followed easily-developable resource corridors. And other less endowed areas have been secondary beneficiaries (...).”(Sam Tulya-Muhika, in Stahl 2007:102)

Back to Ikinyarwanda as a ‘regional bridge’ and to its other challenges, Scholars and linguists asserts that languages (especially the ‘glossonym’) are associated to ‘ethnonym’ and to the place and sometimes this association goes hand in hand with the sociocultural and political contexts. So, according to them, a “Hutu” (ethnonym) should not have the “Kinyarwanda” (glossonym) as language but the “kihutu” from the linguistic framework that the ethnonym has the glossonym as another side. So a Munande speaks Kinande, a Muhunde speaks Kihunde, a Munyanga speaks Kinyanga. Besides, in the North Kivu case, the

general opinion wants people to be categorized in ‘Bahutu’ and ‘Batutsi’ and not ‘Banyarwanda’. As for their language, the ‘Bahutu’ speaks the ‘Kihutu’. This is true for others languages and ethnics groups. (Nkiko Dismas et al. in Bucyalimwe, 2010: .394-405).

Another striking feature is that of a lot of self-imposed image, the denial of self and iKinyarwanda added to the fragility of relationships. The conflicting situation in North Kivu led to various attitudes that finally put both peace and integration at stake. First, there is a strong ‘imposed-image’ whereby some Kinyarwanda speakers (ingroup, us), being frustrated, want to become like ‘the other’ (outgroup, them); hence moving from their ‘self’ (us) individually or as an ethnic group speaking their language to an ‘artificial identity’ defined by a constant change of names (glossonymes), a way of speaking or adopting other languages, and a way of being. Some Kinyarwanda speakers change their names or adopt new names that for them sound ‘Congolese’ like: Kasongo, Mayanga, Papy, Sebal, Ndula, Kankine, Buabua, etc. or simply adopt some Kiswahili names like: Faida, Zawadi, Maombi, Byamungu, Mwamini, Maneno, Amini, Vumilia, etc. On this junction, what really matters for the ethnic groups and for their Congolese identity in North Kivu seems to be more the language –ikinyarwanda- than ethnicity. This position compromises the national and regional historical image, at the same time compromising any regional unity. However, Kenneth Boulding cautions about any imposition of a national image or sense of belonging: “imposed images, however, are fragile by comparison with those which are deeply internalized and transmitted through family and other intimate sources”. (2000, 47)

Talking about “Africa’s wars”, Paul D. William argues that:

“the terrain of struggle on which African wars have been waged is multileveled and populated with a variety of actors, structures and processes. I use the term ‘levels’ in an ontological sense to refer to distinct contexts –generally organized on the principle of spatial scale- where both outcomes and sources of explanation can be located.” (2011, 36)

These views confirm or illustrate the conflicts in Eastern DRC; conflicts that to some extent have a strong connotation of local group contacts and the Kinyarwanda influence. About the local level of un-

derstanding Africa's wars and the North Kivu conflicts in general, Paul D. Williams adds that:

“Africa's wars all have local roots. Here, ‘local’ refers to the relationship between individuals and their immediate politico-geographic context (...). In spatial terms, this immediate context is defined as sub state to separate it from national level dynamics” (2011, 38.).

The linguistic conflict in Eastern DR Congo and western Rwanda become more multifaceted from the fact that it falls simultaneously under various patterns : it is local whereby local communities are fighting against what they assume to be ‘foreign’ (them) when on the other side the foreigners are fighting for their identity, belonging and citizenship. (Williams D. P., 2011, 38).

As for the ‘national wars’, conflicts in eastern DR Congo can as well be termed ‘national’ as well as an ‘internationalized internal conflict’ from the connection made between the Kinyarwanda speakers living in North Kivu and their counterparts in Rwanda. Officially, the conflict is seen as a misunderstanding between local groups when, on the other side it brings in others countries starting by Rwanda, Uganda up to Zimbabwe:

“regional wars can assume many forms, but among the most common African variants have been government forces crossing into neighboring states to eliminate rebel bases and supply lines and/or intimidating countries which gave sanctuary to rebels (...).” (Williams D. P. 2011, 41)

From this views, one can mention the example of Rwanda crossing into DR Congo ‘to eliminate’ the Rwandan rebels (FDLR) or to destroy their stronghold. The Rwandan interference is always felt by Congolese as a source of division and hatred towards everyone speaking Kinyarwanda.

Conflicts in North Kivu and in its relation with Rwanda can also be termed “global”. As Paul D. Williams (2011, 42-43) explained it, there is always a close connection between local and global networks in conflicts through the network effects in the way that what happens

in a neighboring country can spill over in another country. In this context, the local is closely connected to the national and to the global (Williams D. P., 2011,42). Kinyarwanda and/or the related discourse – as a source of creation, inclusion or exclusion have become a destructive tool for some and a constructive tool for others. The opponents of the Kinyarwanda speakers (the out-group) come up with a particular discourse that reveals their intention which is to destroy, on one side, to defend on the other side. And so do the Kinyarwanda speakers. Here, we take into consideration what Aminata Diaw and Mamadou Diouf (in Nnoli Okwudiba, 1998, 261-262) assert:

“thus discourse artificialism fully reveals its ideological dimension. It gives the social actors a specific memory turned into a reality –reading mechanism. It creates a particular history by appropriating a land. The ethnic discourse creates its own logic which contradicts national identity discourse aimed at eliminating all particularisms and universalizing while also appealing clandestinely and ethnologically to ethnic reality in practice. Discourse at the service of an opposition can only produce instability since the ethnic land becomes the only place where views other than the governments can be expressed; but it is also a place of negotiation for segments of the leading class competing to gain control of the State and of its peripheral structures”.

This discourse is then actualized as a “desire for change and the construction of new alternatives” (Aminata in Nnoli Okwudiba, 1998: 265) for people who are marginalized and it appears to be something to use in order to regain the lost space or to create a ‘new space’. This latter is what we referred to as a state defined by the linguistic belts created in North Kivu. These attitudes put the inter-ethnic relationship and the interstate cooperation at stake.

Language and new ethnic concepts

Biaya K.T. analyzed “Ethnicity and the State in Zaïre” (in Nnoli Okwudiba, 1998: 327-350). His analysis focused on the history and the interrelationship of ethnic groups in the then Zaïre through three phases, pre-colonial, colonial and post-colonial era. It dwells specifi-

cally on the political weight that overtook other life sectors, mainly the social sector. As Biaya convincingly concludes: ethnicity “has gained an overabundant political recognition” (1998:349) and it has become the machinery for the exercise of power, par excellence, with the establishment of the MPC” (MPC = Colonial Mode of Production). On the other side, however, one can read the use of the new language or designation in Biaya’s analysis through the categorization of the people he refers to as “Zairians of Rwandan origin” (1998: 339) (I underline). Somewhere else, Biaya talks of “Zairians of Rwandan descent” (id.:341).

Not only this way of determining an ethnic group (one among more than 400) connotes a kind of ‘isolation’, it also bears a heavy psychological weight where two sides are clearly demarcated by this way of speaking: ‘us’ versus ‘them’. However, Biaya puts it very well that both the linguistic and the origin variable were politically used if not created for people from North Kivu. He says:

“Such double –talk, including immigration itself, ended up placing Zairians of Rwandan origin and Rwandan exiles in a situation of scapegoats for a government that cynically manipulated the two aspects of such immigration and linguistic fraternity to create mutual repulsion among these people of the great lakes, who have been good brothers and neighbours, in the past.” (in Nnoli 1998: 342).

This type of narrative ‘Zairians of Rwandan origin’ or ‘Congolese of Rwandan descent’ became popular in a wide literature. However, it does not sound without any friction into the ears of group members in North Kivu as it attracts a conflicting reaction. According to Baksh Rawwida et al., (2005:157), “the use of specific words and the ‘naming’ of events and groupings can inflame tensions in ways that are largely unrecognized.” It is true that the ‘Kinyarwanda’ speakers in North Kivu are of various categories. Mahmoud Mamdani gives three groups of them: the nationals, the immigrants and the refugees. Historically, early in 1930s, the colonialists moved people from Rwanda. These were workers needed for hard work; on the other side, the move aimed at decongesting Rwanda. Those who were moved are known as ‘Transplantés’. The 1959 events and the 1994 war in Rwanda also brought in Eastern DRC other Rwandese fleeing for their lives. These ones are refugees. However, there are other people who moved freely

from Rwanda just looking for green pastures. These ones are immigrants. When these different groups came in Congo, they found other indigenous ‘Kinyarwanda’ speakers.

The semantics behind the new discourse ‘Rwandan or Banyarwanda’ call into question the view of the Congolese nation and the provincial belonging because it amounts to exclusion and marginalization on one side and fear or frustration on the other side; all of what results into persistence of tensions among the G2 versus G7. Michael Deibert (2013:32) talks about “the Rwandophone communities”. Here the inclusion through ‘Rwandophone communities’ is based on a linguistic aspect to include all communities or people who communicate through iKinyarwanda. However, still this categorization raises some interrogations among which the clear identification of who these community members are and their clear demarcation since there are five different categories of Kinyarwanda speakers in North Kivu. In this way, speaking iKinyarwanda is generally and negatively associated with integration when taking into account that a true Congolese or ‘congophone’ does not wish to be associated with a foreigner (or a group other than his), especially a Rwandese or a rwandophone.

Conclusion

This research paper sought to find out the effects of iKinyarwanda both in the provincial and regional context and in the integration process; its impacts on ethnic groups living in the Eastern DR Congo and neighboring countries. It shows that the relationships resulting from social contacts are compromised by an enemy image that people have towards each other and the strong cleavage between the in-group as opposed to the out-group, the Kinyarwanda speakers versus the other ethnic groups and vice versa. Besides, this attitude compromises the national integration and the regional or interstate cooperation and/or integration. In the North Kivu province, there are linguistic and social boundaries that divide ethnic groups into ‘us’ from ‘them’.

The combination of psychological and sociological approaches provided the basis for the analysis and revealed that enemy image is so strong that it nurtures the tension between ethnic groups and raises the level of conflicts among them. That is why conflicts in the Eastern

DRC become more complex and hard to transform because they are characterized by a high dose of what is hidden in people's minds without clear causes of ethnic clashes. The research shows that the conflicts have to be approached through a spectrum from the intrapersonal level to the regional level, going through the interpersonal, inter-ethnic and interstate conflicts. Nevertheless, all these levels of conflicts are interconnected.

The study recommended the following ways out of the protracted conflicts in eastern DR Congo and the region in general:

There is need to transform the attitudes that led to the formation of ethnic boundaries if the integration processes have to be effective. Colin McCarthy (in Stephen Ellis, 1996:211) suggests a 're-assessment of regional integration in Africa' as he sees it to be opportune.

At state level, countries, DR Congo and Rwanda with other States in the region should move from just a simple cooperation to a really strong regional integration. This can be possible by adopting common regional institutions dealing with issues like agriculture, trade and security.

There should be creation of a national and a regional language board with permanent staff that comprises social scientists, conflicts analysts and other experts and that will frame the language policy, according to regional context and interests. The Board would "analyse the sociolinguistic situation, draft policy proposal, and organize language learning programmes". For example, there should be such board of experts within the CEPGL/ICGLR Organization⁶⁷. Among the remedies, the board should recommend a suitable language policy to be applied in the country and in the region for the sake of unity and communication.

In the case of North Kivu Province, the States should adopt the language pluralism as a 'democratic language policy' to promote language diversity because an assimilation option has failed or is deemed to fail. Promoting language diversity will also promote people's integration. However people need a common language for communication

⁶⁷ ICGLR : International Conference on the Great lakes Region.

and “mutual understanding and to form and nurture one civic nation.”(Harris P. et al., 1998:246). The common language should be selected among the lingua franca if needed and here ‘iKinyarwanda’ can do well as it is not only spoken by many people in Eastern DRC and in Rwanda but also in Uganda where it is spoken by the Banyarwanda and the Bafumbira (from Bunagana, Kisoro all the way to Kabale, Mbarara, Masaka, Sembabule and Mubende).

People or ethnic groups in the Region should be given the opportunity to express their views on the best policy and the language to adopt. It is crucial to seek for public opinion and public support through: public debates, investigations, interviews, to be conducted both in DR Congo and in the region if any aspiration to integration is to be real.

References

Adedeji Adebayo, (ed), (1999), *Comprehending and Mastering African Conflicts. The Search for Sustainable Peace & Good Governance*. London & New York, ACDESS

Bach C Daniel, (ed), (1999), *Regionalisation in Africa. Integration & Disintegration*. Bloomington, James Currey

Baker Bruce, (2008), *Multi-Choice Policing in Africa*. Stockholm, Nordiska Afrikainstitutet

Baksh Rawwida et al.,(2005), *Gender Mainstreaming in Conflicts transformation. Building Sustainable Peace*. London, The Commonwealth Secretariat

Barash P. David, (ed), (2000), *Approaches to Peace. A Reader in Peace Studies*. New York, Oxford University Press.

Barash P. David et al., (2002), *Peace and Conflict Studies*, London, SAGE Publications

Bucyalimwe M.-S., (ed), (2009), *Cycle du mal et refus*, S.L., Association Isoko Kivu

Id., (2010), *Leadership et Responsabilité*. Mannheim, Association Isoko Kivu

Id., (2010), *Mgr Gaspard Kajiga Balihuta (1922 – 1976). Prêtre, Inspecteur diocésain, et homme de culture*. MERIGNAC CEDEX, Association « Les Amis de Goma »

Dress P.-Tobi J.D., (2005), *Designing a Peacebuilding Infrastructure: Taking a Systems Approach to the Prevention of Deadly Conflicts*. New York and Geneva, UN Non-Governmental Liaison Service (NGLS)

Deibery Michael, (2013), *The Democratic Republic of Congo. Between Hope and Despair*. London & New York. Zed Books/The International Africa Institute.

Ellis Stephen (ed), (1996), *Africa Now. People, Policies Institutions*. The Hague, James Currey & Heinemann

Gutman R. et al., (eds), (2007), *Crimes of War. What the Public should know*. (Revised and updated edition), New York and London, W.W. Norton & Company

Halsey D. William et al., (eds), (1989), *Collier's Encyclopedia with Bibliography and Index*, New York, Macmillan Educational Company, Volume 14 of 24

Harf Barbara et al., (2004), *Ethnic Conflict in World Politics*. 2nd Edition, Boulder/Colorado, West View Press.

Harris Peter et al., (1998), *Democracy and Deep-rooted Conflict: Options for Negotiators*. Stockholm, International Institute for Democracy and Electoral Assistance.

Kaarsholm P., (ed) (2006), *Violence. Political Culture & Development in Africa. Congo, Rwanda, Darfur, Liberia, Sierra Leone, Ethiopia, Matabeleland, Kwa Zulu Natal*, Oxford, James Currey.

Kegley W.-C. et al., (2006), *World Politics. Trends and Transformation*. Tenth Edition, Belmont, Thomson.

Lederach J.-P., (1997), *Building Peace. Sustainable Reconciliation in Divided Societies*. Washington, United States Institute of Peace Press.

Mamdani M., (2001), *When Victims Become Killers. Colonialism, Nativism, and the Genocide in Rwanda*. Kampala, Fountain Publishers.

Mkandawire Th., (ed), (2005), *Africa Intellectuals. Rethinking Politics, Language, Gender and Development*. Dakar, CODESRIA.

Nnoli O., (ed), (1998), *Ethnic Conflicts in Africa*. Dakar CODESRIA.

Nugent P., *Africa since Independence*, New York, Palgrave Macmillan.

Nye S.-J. et al., (2013), *Understanding Global Conflict and Cooperation. An introduction to Theory and History*. Boston, Pearson.

Pinsdorf K.-M., (2004), *All Crises are Global. Managing to Escape Chaos*. New York, Fordham University Press.

Ramsbotham O. et al., (2005), *Contemporary Conflict Resolution. The Prevention, Management and Transformation of Deadly Conflicts*. Second Edition, Cambridge, Polity Press.

Richardson J., (2004), *Paradise Poisoned. Learning about Conflict, Terrorism and Development from Sri Lanka's Civil Wars*. Kandy (Sri Lanka), International Center for Ethnic Studies.

Stahl H.-M., (ed), (2007), *Deepening East Africa Community (EAC) Integration*. Arusha, GTZ & AICC.

Turner Th., (2007), *The Congo Wars. Conflict, Myth & Reality*. London, Zed Books.

Von Lipsey K.-R., (ed), (1997), *Breaking the Cycle. A Framework for Conflict Intervention*. New York, St Martin's Press.

Williams D.-P.,(2011), *War &Conflict in Africa*. Cambridge, Polity Press.

Wiseman G., (2002), *Concepts of Non-Provocative Defense. Ideas and Practices in International Security*. New York, Palgrave.

Young T., (ed),(2003), *Readings in African Politics*. Oxford, James Currey.

Economie et gestion

Politique des crédits et impact sur la vie socio-économique des membres d'une IMF: Cas de la Coopérative TUJENGE PAMOJA

Par Myriam INYINGWABI, Assistante de
2^{ème} Mandat à l'UCS-Goma
+243995311323

Résumé

A travers ce travail, nous voulons dégager le niveau de l'amélioration des crédits octroyés par TUJENGE PAMOJA auprès de ses membres bénéficiaires, après analyse et discussion des résultats nous avons constaté que ces crédits ont amélioré à grande échelle, toutes les structures des crédits que regorge cette IMF et au vu de notre test apparié nous sommes aboutis à constater que les crédits perçus par les membres bénéficiaires de la Coopec TUJENGE PAMOJA parviennent à accroître leur chiffre d'Affaires étant donné que le degré de significativité est inférieur à 5%. Quant à l'amélioration du bénéfice nous avons constaté que ces crédits améliorent aussi le bénéfice, le revenu moyen, les dépenses moyennes, l'alimentation des membres, les conditions de vie sanitaire, le statut du foyer et les conditions de logement de leur foyer à plus de 1 et toutes les différences de moyenne sont inférieures à 5% et cela a prouvé que ces crédits ont un impact positif sur leur vie socio-économique. Néanmoins la plupart d'entre eux sont encore locataires soit 46 contre 26 enquêtés et sollicite ce crédit pour l'affecter dans les AGR confirme nos sources à travers cette analyse. En bref ces crédits ont eu un impact positif dans l'ensemble de nos analyses.

Mots clés : IMF, Coopérative, impact, membres, crédits.

1. Introduction

Le monde moderne, face au progrès de la science et de la technologie est aujourd'hui confronté à un problème d'ordre général, celui de développement. Développement connu comme un vecteur de satisfaction des besoins et d'amélioration des conditions socio-économiques des individus et des communautés, et donc de diminution de la pauvreté.⁶⁸

⁶⁸ BOUYO(2008), Micro-finance et réduction de la femme rurale, éd. J.C, lattes, Paris,2008, p.8.

Ainsi, la diminution de la pauvreté constitue de nos jours l'un des objectifs centraux des politiques étatiques en matière de développement. Elle constitue l'un des tout premiers défis du continent africain, non seulement de par son ampleur et sa progression rapide mais aussi par la menace sérieuse qu'elle fait peser sur la stabilité socio-économique.

Bien que la situation puisse varier d'un pays à un autre, il est reconnu que la pauvreté est un phénomène pluridimensionnel sur lequel influe un large éventail de facteurs. La pauvreté n'étant pas seulement une question de revenu, constatons que les pauvres souffrent de bien d'autres maux et ainsi peuvent être incapables d'améliorer leur situation parce qu'ils sont en mauvaise santé, isolés, peu instruits et n'ont pas accès aux multiples opportunités qui s'offrent aux privilégiés. On peut citer parmi elles, le manque d'accès des pauvres aux activités rémunératrices dans le secteur formel, informel et les activités de production sans oublier les services financiers qui sont entre autre les microcrédits, l'épargne etc.

Comme la pauvreté est définie de différentes façons selon le cas, elle est également abordée selon différentes approches. Mélenchon⁶⁹ en retient trois : l'approche monétaire, l'approche selon les conditions de vie et l'approche subjective. Dans l'approche monétaire, le pauvre est la personne dont les ressources sont en dessous d'un certain seuil de pauvreté (par exemple inférieur à 1dollar Américain par jour) .L'approche par condition d'existence est celle qui est en termes de privation relative. En d'autres termes, est pauvre toute personne qui n'arrive pas à jouir de la même façon des opportunités qui sont offertes à tous.

L'approche subjective, quant à elle, consiste non pas à se référer à un seuil minimal des ressources définies conventionnellement ou à des conditions objectives d'existence, mais à interroger directement les personnes ou les ménages sur la perception qu'elles /ils ont de ces réalités, à partir des questions relatives au revenu minimum nécessaire selon eux pour équilibrer leur budget/ou leur degré d'aisance. L'évolution rapide de la micro finance, et l'espoir qu'elle suscite comme outil

⁶⁹ Mélenchon(1998), les différentes approches de la pauvreté, éd. Dalloz, Paris,1998 , P.45

de lutte contre la pauvreté conduit très tôt à s'interroger sur son importance sur la réduction de la pauvreté. Les études montrent que 21% des membres participants au programme de microcrédit de la Grameen Banque sont sortis de la pauvreté au Bangladesh dont l'exemple est largement suivi dans le monde entier.⁷⁰

Le rapport de l'ONU retient qu'un pays développé doit remplir les critères suivants :- Croissance économique ; Taux élevé d'alphabétisés ; Diminution du taux de mortalité infantile ; Accès de la plus part des gens à l'emploi⁷¹. Cependant, en dépit de toutes les immenses ressources humaines et du sous-sol, la RDC est classée parmi les pays en voie de développement. Certains indicateurs l'alignent parmi les pays les plus misérables de l'Afrique subsaharienne. Près de 80% de sa population survivent à la limite de la dignité humaine, avec moins de US \$ 0,20 par personne/Jour⁷². En examinant les données statistiques disponibles traduisent une situation de paupérisation généralisée. En 2009, le PIB/Habitant est estimé à près de 84 USD alors que la situation ne fait que s'empirer du jour au lendemain. Le niveau du revenu par habitant et par jour est, en dollars de 1985, passé de 1,31 USD en 1973 à 0,91 USD en 1974 à 0,30 USD en 1998. Le pays est donc plongé dans une pauvreté absolue qui tend à se généraliser, le revenu moyen des congolais se situerait en dessous du seuil de pauvreté absolue en ces jours. Néanmoins, depuis toutes ses décennies, notre pays traverse une situation de crise socio-économique et politique sans précédent avec toute une série de conséquences sur tous les plans de la vie nationale. Avec la dégradation continuelle des structures étatiques, les conditions socio-économiques sont au plus bas de l'échelle normale cela est Confirmé par Thomas dans son théorème : « Lorsqu'une situation est définie comme réelle, elle entraîne des conséquences réelles⁷³ ». Malgré cette crise économique dans laquelle le pays s'est enlisé d'une part, et de l'autre part, les injonctions des Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale ont influencé la prise de certaines décisions politiques allégeant la tâche de l'Etat vis-à-vis de sa population.

⁷⁰ MOHAMMED YUNUS, Vers un monde sans pauvreté, l'autobiographie du banquier des pauvres, Ed., Lattes, Paris, 1997

⁷¹ SHUMACHER E.F, Paris, 1979, P.12

⁷² Ministère du Plan RDC, DSRP, Février 2004, p.5 et p.11

⁷³ DSRP RDC 2010)

C'est ainsi que l'emploi a plus tragiquement subi les conséquences des difficultés de l'Etat caractérisées par la mauvaise gestion des Entreprises publiques et par l'absence de politique de partenariat et d'incitation aux investissements.

Depuis les années 2000, l'emploi représentait 2% de la population totale, 4% de la population active et 8% de la population active masculine contre respectivement 8%, 18% et 35% en 1958. La crise sociopolitique des années 1990 et les conflits n'ont fait que précipiter cette tendance négative au point que la crise de l'emploi et de formation professionnelle constitue une des causes majeures d'une situation sociale extrêmement difficile. La conséquence est l'aggravation de la pauvreté, l'accroissement de la vulnérabilité des populations et exacerbations du chômage urbain⁷⁴.

Avec cette démission de l'Etat, on assiste au non paiement des salaires des fonctionnaires, les parents n'arrivent plus à subvenir aux besoins multiples de leurs familles, l'exode rural et celui des cerveaux, la croissance démographique en milieu urbain, la prostitution, d'où un fort déséquilibre entre la croissance démographique et celle économique observée dans les villes de la RDC. C'est ainsi qu'à Goma, le secteur informel est devenu le refuge de tous les ménages pauvres et bénéficiaires de micro-crédit.

Cependant, le secteur informel génère « 80% de l'ensemble des activités du point de vue de nombre de personnes occupées » alors que le secteur formel n'en utilise que 20% environ⁷⁵.

Des analyses qui précèdent, et en référence au travail de Mémoire présenté par Patience MPANZU BALOMBA en 2007 sur la Micro finance en RDC: Cas du site maraîcher de N'djili/ à Kinshasa;

En nous basant sur un des quatre niveaux de pauvreté définis par l'OCDE (Organisation pour la Coopération et le Développement en Europe), nous pouvons résumer en considérant comme pauvre une personne privée de certains cinq capitaux suivants : Le capital naturel (l'eau, la terre, les ressources environnementales), le capital social (les

⁷⁴ Numéro spécial du CERPRU, N°14/2000

⁷⁵ CADICEC-Information, N°87/88, Juillet 2001, Kinshasa/Gombe, P.11

liens de solidarités entre membres d'un groupe social, l'accès aux institutions, ...), le capital humain (les connaissances, l'aptitude au travail, la santé,...), le capital physique (le patrimoine, l'accès aux infrastructures de base, les moyens de productions,...) et le capital financier (l'épargne, l'accès au crédit, assurances).

De la définition ci-dessus découle le rôle primordial d'une Institution de Micro Finance en général et d'une coopérative en particulier, comme moteur essentiel de développement dans le concert des nations.

Notion de Micro-finance

La micro-finance regroupe l'ensemble de secteur financier de proximité qui a su être un choix crédible, par rapport au système bancaire classique, pour la prise en charge des besoins en services financiers de tous les exclus dudit système. Dans plusieurs pays, surtout ceux en développement, le micro financement s'est révélée être un puissant levier de lutte contre la pauvreté.

A. Périmètre de la micro finance⁷⁶

Le périmètre de la micro finance est aussi large que peut l'être celui de la finance en général. En effet, en plus de micro crédit et de la micro-épargne, la micro finance propose d'autres services financiers tels que la micro assurance et le transfert d'argent. Il s'observe à travers l'Afrique de l'ouest francophone que la micro finance s'est développée davantage par les coopératives d'épargnes et des crédits à partir de la fin des années 1960 et 1970, notamment au Togo et Burkina Faso.⁷⁷

⁷⁶ Attali et Arthus-Bertrand, Voyage au cœur d'une révolution: la micro finance contre la pauvreté, éd. J.C. lattes, Paris, 2007

⁷⁷ Ndiaye Fodé, Micro finance en Afrique de l'Ouest : Quelle viabilité ?, Harmattan, Paris, 2009

B. Définition de la micro finance

Il existe plusieurs définitions⁷⁸ de micro finance, selon nos analyses nous en retiendrons deux. La micro finance se définit comme étant l'ensemble des services financiers (épargne, crédit, micro assurance et transfert fournis à une population qui n'a pas accès à la banque. Il s'agit d'une finance de proximité qui s'adapte à leurs besoins, notamment aux besoins strictement liés à l'utilisation du crédit. Selon les nations unies, on entend par micro finance l'offre de services financiers (micro crédit, micro assurance, transfert d'argent, etc.) aux populations pauvres, exclues du système bancaire, sans ressource ni droit de propriété. La vocation principale de la micro finance étant de servir les pauvres, la micro finance apporte des ressources financières à ceux qui en ont le plus besoins.

C. Impact de la micro finance sur la qualité de vie

Pour mesurer les impacts de la micro finance sur la qualité de vie des bénéficiaires, la démarche consiste à évaluer dans quelle mesure la micro finance influe sur leur revenu (éventuellement sur leur patrimoine). Et par ricochet sur leurs conditions, et le niveau de vie (alimentation, santé, l'éducation des enfants). Ainsi le premier impact de la micro finance chez les bénéficiaires peut se mesurer par l'augmentation de revenu du ménage. En effet, le recours aux services de prêter et de dépôts peut provoquer une diversification des ressources des revenus (par l'accroissement ou la diversification des activités).

Au second niveau, l'impact de la micro finance s'étudie à partir d'indicateurs non financiers reflétant les conditions de vie des populations ; possession d'objets matériels, type d'alimentations, niveau d'éducation des enfants, type d'habitation, dépense de santé, état des installations sanitaires, etc. Par ailleurs, l'accès aux services financiers peut permettre aux clients d'accumuler des actifs et d'en modifier la composition : acquisition, construction d'un terrain, réhabilitation

⁷⁸ Lelart, De la finance informelle à la micro finance, éd. des archives contemporaines, Paris, 2005

d'un logement, ou encore acquisition des biens de consommation durable.

C'est pourquoi L'analyse de la politique des crédits et son impact sur la vie socio-économique des membres d'une IMF: Cas de la coopérative TUJENGE PAMOJA trouve tout son sens et son actualité. L'octroi des crédits apparaît comme une activité essentielle de la Coopérative d'Epargne et de Crédit, et le recouvrement comme un vecteur de croissance, de développement et de relance aussi bien pour l'institution que pour ses membres. Mais très souvent, les produits offerts comme crédits ne semblent pas toujours assez bien définis et adaptés pour susciter et orienter les besoins des membres.

Et même lorsque ces crédits sont octroyés, l'absence d'une véritable stratégie d'accompagnement ne favorise pas toujours l'obtention des résultats escomptés chez le membre. Comme résultat la COOPEC se retrouve avec un portefeuille clients inquiétant sous forme de créances douteuses ou d'actifs toxiques. Ce qui n'est pas de nature à favoriser ses perspectives de développement et de croissance, ainsi que l'auto-promotion socio-économique de ses membres. La principale question de nos analyses de ce travail est de dénicher si les crédits octroyés par TUJENGE parvient à améliorer le niveau de vie socio-économique à quel degré après la réception de ces crédits.

a. Questions de recherche :

- La politique de microcrédit de la coopérative TUJENGE PAMOJA en faveur des membres bénéficiaires a-t-elle eu un impact sur la pérennisation de leurs activités et sur la réduction de la pauvreté au sein de leurs ménages respectifs ?
- Quelles sont les contraintes qui limitent le microcrédit à avoir plus d'impact ? autrement dit quelle politique de crédit instaurer pour un véritable impact sur la vie des bénéficiaires?

b. Hypothèses de travail

- Notre hypothèse principale est de vérifier deux thématiques, l'hypothèse nulle selon laquelle, il existe des différences de moyennes entre les variables ci-après le chiffre d'affaires, le béné-

fice, l'investissement, le revenu moyen, les dépenses moyennes, la condition de vie sanitaire, le statut des foyer, condition de logement, la vie de locataire et l'alimentation mais aussi le H1 selon laquelle il n'y a pas des différences de moyenne entre ces variables.

- La politique de crédit exacerbée par la stratégie d'accompagnement des membres dans la gestion des crédits octroyés, ainsi que le degré de diversification des types de crédits octroyés au sein de la COOPEC TUJENGE aurait un fort impact sur les conditions socioéconomiques des membres.
- Cet impact se traduirait par une amélioration ou une dégradation du niveau du bénéfice net et de l'accroissement des ventes par année, de la variation positive du capital, et de l'observation des améliorations du niveau de vie de ses membres.

2. Méthodologie d'analyse

2.1. Méthodologie

Notre étude présente un phénomène bien précis, l'analyse d'impact des micros crédits sur les conditions de vie socio-économiques de ses bénéficiaires et sur la performance de PME, la méthode qualitative est appuyée par les techniques d'analyse documentaire, de questionnaire, d'interview libre, de focus group ainsi que celle de jugement personnel comme soulevé dans la partie introductive.

2.2. Description des instruments de recherche : (questionnaire)

Les données ont été collectées par l'administration d'un questionnaire et la réalisation des entrevues avec les bénéficiaires œuvrant dans les petites et moyennes entreprises qui pourront expliquer si le micro crédit a un impact sur la performance de leurs PME d'une part et d'autre part sur leurs conditions de vie socio-économique.

2.3. Test de comparaison des échantillons appariés

Nous avons fait recours à ce test pour comparer le niveau de la capacitation des membres de la Coopec Tujenge en général avant et

après crédit. Ainsi, pour une bonne démarche de ce test, voici les principes auxquels s'appuie ce test selon Dr Sahar BATAT, (2009-2010):

- Faire la comparaison de deux moyennes sur deux séries appariées ;
- Chaque observation d'un échantillon est liée à une observation homologue d'un deuxième échantillon ;
- On a un seul échantillon, mais deux séries observées et liées à des individus ;
- Les paramètres à étudier : moyenne des différences entre les sujets appariés ;
- Xi et yi étant les valeurs observées dans chaque série ;
- Md : la moyenne de différence entre les sujets appariés.

2.5. Population d'étude

Par population mère ou univers d'enquête, il faut entendre selon R. Mucchielli (1971, p.16) et D. Ngongo (1999, p.105), l'ensemble infini des individus ou des objets de concernés par les objectifs de la recherche et d'où sera tiré l'échantillon ayant les mêmes caractéristiques que la population parente.

Pour la détermination de l'échantillon d'étude, il existe plusieurs techniques d'échantillonnage et donc plusieurs types d'échantillons dont certains sont très représentatifs de la population mère et d'autres le sont insuffisamment. Nous pouvons avec Th. Caplow (1970, 235) cité par exemple, les échantillons aléatoires stratifiés et pondérés et d'autres qui sont peu rigoureux et peu représentatifs notamment les groupes de travail, les échantillons occasionnels ou accidentels, les échantillons en grappe et par quota. Dans notre recherche et pour ne pas s'éloigner de son objectif, nous avons considéré 92 individus ayant bénéficié des micros crédits auprès de TUNJENGE PAMOJA dans l'intervalle de temps et de la durée de notre recherche. Cependant, nous pouvons remarquer que 72 enquêtés en général ont répondu favorablement à notre protocole de recherche, c'est à-dire que 14 n'ont pas remis le questionnaire soit 19,4% et 6 enquêtés l'ont mal complété soit 8,3%.

3. Présentation des résultats

Tableau 01 : Identité des enquêtés

SEXE			ETAT CIVIL			AGE			NIVEAU D'ETUDE		
	Fré- quence	%		Fré- quence	%		Fré- quence	%		Fré- quence	%
M	15	20 ,8	Marié	59	81 ,9	De 18 à 25ans	22	30 ,6	Sans	5	6 ,9
F	57	79 ,2	Céliba- taire	12	16 ,7	De 26 à 35ans	32	44 ,4	Pri- maire	23	31 ,9
			Divor- cé	1	1, 4	De 36 à 45ans	14	19 ,4	Secon- daire	23	31 ,9
						Plus de 45ans	4	5, 6	Supé- rieur	21	29 ,2
	72	10 0	Total	72	10 0	TOTAL	72	10 0		72	10 0

Source : par nous même à partir des résultats de nos enquêtés

De la lecture de ce tableau, il s'observe que les enquêtés du sexe féminin sont plus bénéficiaires des crédits au sein de TUJENGE PAMOJA, Quant au sexe, nous dégageons que les mariés se taillent la part de Lion avec un score de 81,9%, les enquêtés bénéficiaires des crédits sont en majorités majeurs avec un score de 44,4% par la tranche de 26 à 35ans et bon nombre d'entre eux ont fait les études primaire et secondaire car se partage la même part.

Tableau 02 : Profession des enquêtés					
		Effec- tifs	Pourcen- tage	Pourcen- tage valide	Pourcen- tage cumu- lé
Va- lide	Petit commerce	25	34,7	34,7	34,7
	Commer- çant(informel)	9	12,5	12,5	47,2
	ONG	4	5,6	5,6	52,8
	Fonctionnaire de l'Etat	1	1,4	1,4	54,2
	Manœuvre	14	19,4	19,4	73,6
	sans emploi	19	26,4	26,4	100
	Total	72	100	100	

Source : Notre enquête sur le terrain

Il ressort de ce tableau que 25 enquêtés soit 34,7% de l'échantillon font de petit commerce ; 19 enquêtés soit 26,4% de l'échantillon sont sans emploi ; 14 enquêtés soit 19,4% de l'échantillon font des ma-

nœuvres; 4 enquêtés soit 5,6% de l'échantillon sont des agents des ONG et Une personne seulement est un agent de l'Etat soit 1,4%.

Tableau n° 03 : Nombre d'enfants en charge					
		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	1 à 2 enfants	16	22,2	22,2	22,2
	2 à 5 enfants	29	40,3	40,3	62,5
	6 à 10 enfants	24	33,3	33,3	95,8
	Plus de 10 enfants	3	4,2	4,2	100,0
	Total	72	100,0	100,0	

Source : Notre enquête sur le terrain

Il ressort de ce tableau que 16 enquêtés soit 22,2% de l'échantillon ont 1 à 2 enfants ; 29 enquêtés soit 40,3% de l'échantillon ont 2 à 5 enfants ; 24 enquêtés soit 33,3% de l'échantillon ont 6 à 10 enfants ; 3 enquêtés soit 4,2% de l'échantillon ont plus de 10 enfants.

Tableau 04 : Réception d'une formation sur la gestion des crédits auprès de Tugenge pamoja avant crédit					
		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	OUI	55	76,4	76,4	76,4
	NON	17	23,6	23,6	100,0
	Total	72	100,0	100,0	

De ce tableau nous voyons que 55 enquêtés soit 76,4% de l'échantillon ont reçu une formation sur la gestion des micros crédits et 17 enquêtés soit 23,6% n'ont pas reçu la formation. L'analyse de ces résultats nous fait dire que le service financier accordé par TUJENGE PAMOJA est sanctionné par une formation préalable sur sa gestion car la majorité des enquêtés l'affirment.

Tableau 05 : Appréciation de la formation reçue par les enquêtés					
		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Très utile	38	52,8	69,1	69,1
	Moyennement utile	17	23,6	30,9	100,0
	Total	55	76,4	100,0	
Non Valide	Ceux qui n'ont pas reçu la formation	17	23,6		
Total		72	100,0		

Source : Notre enquête sur le terrain

Au vu de ce tableau nous voyons que 38 enquêtés soit 52,8% jugent de très utile ce genre de formation ; 17 soit, 23,6% l'ont moyennement appréciée. Le 17 soit 23,6% représentent les bénéficiaires qui n'avaient pas reçu la formation sur l'utilisation des micros-crédits chez Tujenge et cela se justifie par le fait que les uns avaient déjà reçu ces genres des formations ailleurs et les autres n'avaient pas été informés de l'existence ou de l'offre de la dite formation.

Tableau 06 : Avoir bénéficié d'un accompagnement de la coopérative pendant la gestion de votre crédit					
		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	OUI	72	100,0	100,0	100,0
	NON	0	0	0	100,0

Source : Notre enquête sur le terrain

Ce tableau montre que tous les enquêtés dans leur ensemble (100%) affirment avoir été accompagnés par la Coopérative Tujenge dans la gestion de leur crédit.

Tableau 07 : Si oui quelle forme d'accompagnement?					
		Effec- tifs	Pourcen- tage	Pourcen- tage valide	Pourcen- tage cumu- lé
Va- lide	Conseils des agents de crédit	47	65,3	65,3	65,3
	Visites régulières des agents de crédit	12	16,7	16,7	81,9
	Accompagne- ment d'un tech- nicien dans le domaine du crédit	13	18,1	18,1	100,0
	Total	72	100,0	100,0	

Source : Notre enquête sur le terrain

En rapport avec la nature ou forme d'accompagnement, 47 enquêtés soit 65,3% de l'échantillon ont reçu les conseils des agents de crédits ; 12 enquêtés soit 16,7% reçoivent des visites régulières des agents de crédit ; 13 enquêtés soit 18,1% de l'échantillon ont reçu l'accompagnement du technicien de Tujenge Pamoja dans le domaine du crédit.

Tableau 08 : crédit sollicité et souhaité par les enquêtés					
		Effec- tifs	Pourcen- tage	Pourcen- tage valide	Pourcen- tage cumu- lé
Va- lide	Crédit AGR	31	43,1	43,1	43,1
	Crédit foncier	1	1,4	1,4	44,4
	Crédit d'équipe- ment	24	33,3	33,3	77,8
	Crédit scolaire	12	16,7	16,7	94,4
	Crédit immobi- lier	4	5,6	5,6	100,0
	Total	72	100,0	100,0	

Source : Notre enquête sur le terrain

Il ressort de ce tableau que 31 enquêtés soit 43,1% de l'échantillon envisagent des crédits sous formes des AGR ; 24 enquêtés soit 33,3% souhaitent et attendent de Tujenge le crédit d'équipement ; 12 enquêtés soit 16,7% préfèrent le crédit scolaire ; 4 soit 5,6% de l'échantillon

souhaitent des crédits immobiliers et seulement une personne a cité le crédit foncier. En analysant ces résultats nous pouvons dire que parmi les produit de l'IMF Tujenge, ses gestionnaires devraient se fidéliser avec le produit « crédit AGR, crédit d'équipement et le crédit scolaire» pour répondre aux désirs des majorités de ses membres.

Tableau 09 : Motif et argument ayant motivé la demande du crédit

		Effec- tifs	Pourcen- tage	Pourcen- tage valide	Pourcen- tage cu- mulé
Va- lide	AGR	34	47,2	47,2	47,2
	Besoin de cons- truction	18	25,0	25,0	72,2
	Soins médicaux	3	4,2	4,2	76,4
	Educa- tion/scolarité	13	18,1	18,1	94,4
	Autres	4	5,6	5,6	100,0
	Total	72	100,0	100,0	

Source : Notre enquête sur le terrain

Il ressort de ce tableau que 34 enquêté soit 47,2% de notre échantillon avaient utilisé, le crédit pour des activités génératrices de revenu, 18 enquêtés soit 25,% avaient affecté les crédits dans le besoin de construction, 3enquêtés soit 4,2% pour le besoins médicaux, 13 enquêtés soit 18,1%de l'échantillon pour des besoins de scolarité et enfin pour 5,6% de notre échantillon ont utilisé le crédit pour motifs non épinglé ayant motivé la demande de crédit.

Tableau 10 : le montant du crédit sollicité correspondait au montant reçu pour le crédit?

		Effec- tifs	Pourcen- tage	Pourcen- tage valide	Pourcen- tage cumu- lé
Va- lide	Correspon- dant	28	38,9	38,9	38,9
	Légèrement en dessous	25	34,7	34,7	73,6
	Très large- ment en des- sous	19	26,4	26,4	100,0
	Total	72	100,0	100,0	

Source : Notre enquête sur le terrain

De ce tableau nous voyons que 28 enquêtés soit 38,91% de l'échantillon confirment que le montant reçu pour le crédit correspondait à la fourchette demandée ; 25 enquêtés soit 34,7 de l'échantillon confirment que le montant reçu pour le crédit était légèrement en dessous de la marge demandée ; 19 enquêtés soit 26,4% disent que le montant reçu était très largement en dessous de la marge sollicitée ou demandée.

Tableau 11 : Impact de la formation subie sur les activités des enquêtés					
		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Grand impact	22	30,6	30,6	30,6
	Impact moyen	43	59,7	59,7	90,3
	Faible impact	7	9,7	9,7	100,0
	Total	72	100,0	100,0	

Source : Notre enquête sur le terrain

De ce tableau nous remarquons que 22 enquêtés soit 30,6% confirment avoir observé un impact élevé des formations reçu auprès de la coopérative Tujenge sur la performance et la pérennité de leurs activités ; 43 enquêtés soit 59,7% de l'échantillon ont confirmé l'impact moyen et enfin 7 enquêtés soit 9,7% de l'échantillon ont observé un faible impact.

Tableau 12 : Possession d'un logement					
		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Locateur	46	63,9	63,9	63,9
	Propriétaire	26	36,1	36,1	100,0
	Total	72	100,0	100,0	

Source : Notre enquête sur le terrain

Ce tableau montre que la majorité de nos enquêtés 46 personnes soit 63,9% de l'échantillon habitent dans des maisons de locations alors que 26 enquêtés soit 36,1% sont eux même propriétaire de leurs habitations.

Tableau 13 : Statistiques pour échantillons appariés					
		Moyenne	N	Ecart-type	Erreur standard moyenne
Paire 1	Niveau du chiffre d'affaire avant crédit	1,94	72	,729	,086
	Niveau du chiffre d'affaire après crédit	2,92	72	,687	,081
Paire 2	Niveau de votre marge bénéficiaire actuelle	2,39	72	,683	,080
	Niveau de votre marge bénéficiaire après crédit	3,76	72	,428	,050
Paire 3	Le niveau général du revenu mensuel issu de votre activité dans votre ménage avant crédit	2,13	72	,580	,068
	Le niveau générale du revenu mensuel issu de votre activité dans votre ménage après crédit	3,13	72	,768	,091
Paire 4	La dépense alimentaire par jour pour votre ménage avant crédit	1,39	72	,491	,058
	La dépense alimentaire par jour pour votre ménage après crédit	2,38	72	,488	,057
Paire 5	En cas de maladie, vous échappez aux difficultés d'accès aux soins de santé : avant crédit	1,47	72	,503	,059
	En cas de maladie, vous échapper aux difficultés d'accès aux soins de santé : après crédit	2,54	72	,649	,076
Paire 6	Le nombre de repas dans votre ménage est: situation avant crédit	1,92	72	,645	,076
	Le nombre de repas dans votre ménage est: situation après crédit	2,78	72	,610	,072
Paire 7	Le statut de votre foyer en tant bénéficiaire du microcrédit: situation avant crédit	1,08	72	,278	,033
	Le statut de votre foyer en tant bénéficiaire du microcrédit: situation après crédit	2,17	72	,444	,052
Paire 8	Si vous êtes locataire, votre loyer mensuel revient à : situation avant crédit	2,83	72	,581	,069
	Si vous êtes locataire, votre loyer mensuel revient à : situation après crédit	4,26	72	,712	,084

Source: Notre analyse SPSS

- Pour le pair 1, nous voyons que pour les 72 bénéficiaires de crédits, la moyenne des bénéficiaires ayant observé les améliorations du chiffre d'affaires est passée de 1,94 (soit $\bar{X}_i$) avant cré-

dit à 2,92 (soit Yi) après crédit. L'écart-type indique plus de dispersion entre les résultats après crédit qu'avant crédit.

- Pour le pair 2, nous voyons que pour les 72 bénéficiaires de crédits, la moyenne des bénéficiaires selon l'amélioration de marge bénéficiaire est passée de 2,39 à (soit Xi) avant crédit à 3,76 (soit Yi) après crédit. L'écart-type indique plus de dispersion entre les résultats après crédit qu'avant crédit.
- Pour le pair 3, nous voyons que pour les 72 bénéficiaires de crédits, la moyenne du niveau général du revenu est passée de 2,13 (soit Xi) avant crédit à 3,13 (soit Yi) après crédit. L'écart-type indique plus de dispersion entre les résultats après crédit qu'avant crédit.
- Pour le pair 4, nous voyons que pour les 72 bénéficiaires de crédits, la moyenne des dépenses alimentaires est passée de 1,39 (soit Xi) avant crédit à 2,38 (soit Yi) après crédit. L'écart-type indique plus de dispersion entre les résultats après crédit qu'avant crédit.
- Pour le pair 5, nous voyons que pour les 72 bénéficiaires de crédits, la moyenne des bénéficiaires qui sont à mesure d'échapper aux difficultés des soins est passée de 1,47 (soit Xi) avant crédit à 2,54 (soit Yi) après crédit. L'écart-type indique plus de dispersion entre les résultats après crédit qu'avant crédit.
- Pour le pair 6, nous voyons que pour les 72 bénéficiaires de crédits, la moyenne des bénéficiaires dont le nombre de repas par jour est passée de 1,92 (soit Xi) avant crédit à 2,78 (soit Yi) après crédit. L'écart-type indique plus de dispersion entre les résultats après crédit qu'avant crédit.
- Pour le pair 7, nous remarquons que pour les 72 bénéficiaires de crédits, la moyenne des bénéficiaires selon l'amélioration du statut social du foyer est passée de 1,08 (soit Xi) avant crédit à 2,17 (soit Yi) après crédit. L'écart-type indique plus de dispersion entre les résultats après crédit qu'avant crédit.
- Pour le pair 8, nous nous remarquons que pour les 72 bénéficiaires de crédits, la moyenne des bénéficiaires dans leur choix de la qualité et du prix d'habitation est passée de 2,83 (soit Xi) avant crédit à 4,26 (soit Yi) après crédit. L'écart-type indique plus de dispersion entre les résultats après crédit qu'avant crédit.

Tableau 13 : Test échantillons appariés									
		Différences appariées					t	d dl	Sig. (bilaté- rale)
				Intervalle de confiance 95%					
		Moye nne	Eca rt- type	Erreur stan- dard moye nne	Infé- rieure	Supé- rieure			
Pai re 1	Niveau du chiffre d'affaire avant crédit - Niveau du chiffre d'affaire après crédit	-,972	1,0 87	,128	-1,228	-,717	- 7,58 7	7 1	,000
Pai re 2	Niveau de votre marge bénéfi- ciaire actuelle - Niveau de votre marge bénéfi- ciaire après crédit	-1,375	,75 9	,089	-1,553	-1,197	- 15,3 77	7 1	,000
Pai re 3	Le niveau général du revenu mensuel issu de votre activité dans votre ménage	-1,000	,91 9	,108	-1,216	-,784	- 9,23 0	7 1	,000

	avant crédit - Le niveau générale du revenu mensuel issu de votre activité dans votre ménage après crédit								
Pai re 4	La dépense alimen- taire par jour pour votre ménage avant crédit - La dépense alimen- taire par jour pour votre ménage après crédit	-,986	,35 6	,042	-1,070	-,903	- 23,5 20	7 1	,000
Pai re 5	En cas de maladie, vous échap- per aux difficul- tés d'accès aux	-1,069	,56 5	,067	-1,202	-,937	- 16,0 7	7 1	,000

	soins de santé : avant crédit - En cas de maladie, vous échapper aux difficultés d'accès aux soins de santé : après crédit								
Paire 6	Le nombre de repas dans votre ménage est: situation avant crédit - Le nombre de repas dans votre ménage est: situation après crédit	-,861	,954	,112	-1,085	-,637	-7,660	71	,000
Paire 7	Le statut de votre foyer en tant que bénéficiaire du micro-crédit:	-1,083	,550	,065	-1,213	-,954	-16,705	71	,000

	situation avant crédit - Le statut de votre foyer en tant bénéfi- ciaire du micro- crédit: situation après crédit								
Pai re 8	Si vous êtes loca- taire, votre loyer mensuel revient à :situatio n avant crédit - Si vous êtes loca- taire, votre loyer mensuel revient à :situatio n après crédit	-1,431	,86 9	,102	-1,635	-1,226	- 13,9 64	7 1	,000

Source : Notre analyse SPSS

Ce tableau nous indique si la différence entre les moyennes avant et après crédit est assez importante pour ne pas être due au hasard.

- La moyenne de différence entre les deux sujets appariés(Md) pour le paire1, est significativement positive soit 0,972. Ce qui montre que le microcrédit a une influence positive sur le niveau du chiffre d'affaire à réaliser, étant donné que la significativité de cette dernière est inférieure à 0,05 ;

- La moyenne de différence entre les deux sujets appariés(Md) pour le paire 2, est significativement positive soit 1,375. Ce qui montre que le microcrédit, améliore le niveau de la marge bénéficiaire à réalisé étant donné que la significativité de cette dernière est inférieure à 0,05 ;
- La moyenne de différence entre les deux sujets appariés(Md) pour le paire 3, est significativement positive soit 1,000. Ce qui montre que le microcrédit contribue à l'augmentation du revenu moyenne de l'activité, étant donné que la significativité de cette dernière est inférieure à 0,05 ;
- La moyenne de différence entre les deux sujets appariés(Md) pour le paire 4, est significativement positive soit 0,986. Ce qui montre que le microcrédit contribue à répondre aux dépenses moyennent journalière engagées dans le ménage étant donné que la significativité de cette dernière est inférieure à 0,05 ;
- La moyenne de différence entre les deux sujets appariés(Md) pour le paire 5, est significativement positive soit 1,069. Ce qui montre que le microcrédit contribue à l'amélioration des conditions de vie sanitaire dans un ménage, étant donné que la significativité de cette dernière est inférieure à 0,05 ;
- La moyenne de différence entre les deux sujets appariés(Md) pour le paire 6, est significativement positive soit 0,861. Ce qui montre que le microcrédit contribue à l'amélioration alimentaire, étant donné que la significativité de cette dernière est inférieure à 0,05;
- La moyenne de différence entre les deux sujets appariés(Md) pour le paire 7, est significativement positive soit 1,083. Ce qui montre que le microcrédit augment ou améliore le statut du foyer, étant donné que la significativité de cette dernière est inférieure à 0,05;
- La moyenne de différence entre les deux sujets appariés(Md) pour le paire 8, est significativement positive soit 1,431, Ce qui montre que le microcrédit améliore les conditions des logements du ménage des locateurs en augmentant la capacité d'accès aux loyers des qualités, étant donné que la significativité de cette dernière est inférieure à 0,05;

Les résultats des tableaux ci-dessus, nous poussent à dire que, dans l'ensemble le microcrédit octroyé par la coopérative TUJENGE PAMOJA a un impact positif sur la vie quotidienne des bénéficiaires, et peut être classé parmi les outils efficaces permettant à renforcer

le niveau socio-économique de ses bénéficiaires et réduire leur pauvreté et ou leur vulnérabilité. Ainsi notre modèle économétrique de la forme suivante $Y_i = X_1 + X_2 + X_4 + X_5 + X_7 + X_8 + X_9 + X_{10}$ les variables investissement X3 et la vie de locataire ont été extirpées dans notre modèle et parvenons à confirmer notre hypothèse nulle et rejetons le H1 qui stipule qu'il n'y a pas de différence des moyennes entre ces variables et le modèle ci-haut devient bon dans son ensemble.

4. Discussion des résultats

Dans cette partie, nous allons apporter des réponses claires à nos questions de la problématique et faire un panorama avec les travaux antérieurs ayant traité sur le même sujet ou les thèmes similaires à travers l'intelligence mondiale.

Ainsi faisons-nous allusion aux articles publiés par SADIKI BYOMBUKA (2013), Micro-Entreprises et développement économique local de l'expérience québécoise d'une stratégie applicable au Congo publié à BUKAVU. Il constate que la compétitivité de frais et le taux, la disponibilité/réactivité du personnel des IMF, la qualité des services, la facilité d'obtention de crédit, la proximité des stratégies de placement ainsi que la facilité d'ouverture d'un compte sont les facteurs de choix d'une Micro-entreprise dans la ville province de Bukavu. Quant à MUTABAZI NGABOYEKA (2012), dans ses recherches portant sur « le choix d'investissement dans les IMF de la ville de Bukavu » à travers ses analyses, il dégageant que investir dans les IMF se faire le bon choix et nécessite une étude approfondie sur le choix de la coopérative et voir aussi ses perspectives d'avenir et les moyens nécessaires que regorge celle-ci pour faire face à ses endettements en bref la gestion de son portefeuille de crédit.

Aussi dans Le blog Emma portant sur Comment (bien) choisir une IMF ou la banque (2012) on peut retenir que la proximité, l'écoute, les services, les valeurs et les tarifs des produits et des prestations sont les déterminants de choix d'une banque commerciale ou une IMF.

De nos analyses il ressort, par ricochet que les variables qu'illustre l'impact des crédits octroyés par la coopec TUJENGE PAMOJA sont entre autres :

L'accroissement du chiffre d'affaires, l'amélioration du bénéfice, le revenu moyen des membres bénéficiaires, le taux d'intérêt ramène à l'entreprise plus de clients à une fidélisation simple, les dépenses moyennes mensuelles, les conditions de vie sanitaire, le statut du foyer, condition de logement et l'amélioration alimentaires.

De cette revue de la littérature nous réalisons que nos résultats ne s'écartent pas significativement de ceux de nos prédécesseurs car ils regorgent plusieurs similitudes. Nonobstant, à la différence que les variables d'investissement et la vie de locataire n'ont pas présenté des effets marginaux significatifs pour notre démarche.

Conclusion

A l'issue de cette étude intitulée « Analyse de la politique des crédits et son **Impact sur la vie socio-économique des membres : cas de Tujenge Pamoja** », dont l'objectif était d'analyser l'impact des microcrédits octroyés par la coopérative Tujenge pamoja à ses membres.

Du fait de l'accroissement de micros entreprises, de l'évolution des activités qualifiées de l'informel dans la ville, nous avons supposé approximativement que la politique des crédits de la coopérative TUJENGE PAMOJA aurait un impact positif sur la pérennisation des activités de ses membres. Cette performance se traduirait par une amélioration du niveau du bénéfice net et de l'accroissement des ventes par année, de la variation positive du capital, et de l'observation des améliorations du niveau de vie de ses membres.

Pour bien vérifier ces hypothèses, nous avons dû recourir à l'approche statistique et au test de comparaison des échantillons appariés. L'approche statistique nous a permis de recueillir, d'organiser et de traiter de manière quantitative les données recueillies. D'une manière générale, cette méthode était basée sur l'analyse factorielle. En plus, le test de comparaison des échantillons appariés nous a aidés à comparer le niveau de vie socio-économique des bénéficiaires avant et après crédit.

Les données ont été traitées sur SPSS Ver. 17.0 à travers la méthodes citées ci-haut. A l'issue de notre enquête nous avons aboutis aux résultats selon lesquels :

- le micro crédit reçu a engendré un impact positif pour le paire1 c'est-à-dire le niveau de chiffre d'affaire qui a augmenter en moyenne de 0,972 dollars qu'avant crédit ;
- La moyenne de différence entre les deux sujets appariés(Md) pour le paire 2, est significativement positive soit 1,375 de différence qu'avant utilisation du crédit ce qui veut dire que les micros crédits influence positivement les activités commerciale en terme du plus value/marge bénéficiaire ;
- La moyenne de différence entre les deux sujets appariés(Md) pour le paire 3, est significativement positive soit 1,000 d'écart ce qui signifie que le micro crédit augmente le niveau de revenu du ménage qui en a reçu ;
- La moyenne de différence entre les deux sujets appariés(Md) pour le paire 4, est significativement positive soit 0,986 de différence Ce qui montre que le microcrédit contribue à répondre aux dépenses moyennent journalière engagées dans le ménage ;
- La moyenne de différence entre les deux sujets appariés(Md) pour le paire 5, est significativement positive soit 1,069 Ce qui montre que le microcrédit contribue en terme d'accès aux soins de qualité dans un ménage bénéficiaire ;
- La moyenne de différence entre les deux sujets appariés(Md) pour le paire 6, est significativement positive soit 0,861 de différence en terme de supplément alimentaire par jours pour le ménage bénéficiaire du crédit ;
- La moyenne de différence entre les deux sujets appariés(Md) pour le paire 7, est significativement positive soit 1,083 de différence en terme du statut social du foyer
- La moyenne de différence entre les deux sujets appariés(Md) pour le paire 8, est significativement positive soit 1,431 de différence en terme du choix et du prix de loyer pour les locateurs.

Dans l'ensemble, le microcrédit octroyé par la coopérative TUJENGE PAMOJA a un impact positif sur la vie quotidienne des bénéficiaires, et peut être classé parmi les outils efficaces permettant de renforcer le niveau socio-économique de ses bénéficiaires et réduire leur pau-

vreté et ou vulnérabilité, tout cela dépendant de la formation ayant accompagné le service financier.

Cependant au regard du faible taux des visites dont ont bénéficié les membres (soit 16.7% issu du Tableau 10); et au regard du faible taux d'accompagnement du technicien de Tujenge Pamoja dans le domaine du crédit à l'égard des membres (soit 18% issu du Tableau 10); nous pouvons dire que cela expliquerait de façon indirecte le taux considérable du volume des crédits à risque, qui lui-même dépend du niveau de bénéfices obtenus des activités.

Ainsi, eu égard à ce qui précède et aux suggestions formulées par nos enquêtés nous avons formulé des recommandations suivantes :

Au niveau politique

- Les crédits priorisés dans des IMFs sont des crédits faisant objet de petit commerce de l'informel, c'est pourquoi l'Etat doit instaurer des politiques stratégiques permettant le passage de l'économie informelle à celle formalisée la où l'état profite et les acteurs eux même à un niveau élevé (formaliser l'informel);
- Lutter contre les pratiques et coutumes discriminatoires qui excluent la femme dans le processus de développement car sont les femmes qui utilisent beaucoup les crédits des IMFs et qui en font leurs activités génératrice de revenus;
- Stabiliser la monnaie locale en fin d'éviter le système de dollarisation de la dite monnaie ;
- Faire du travail un outil de développement endogène pour toute la société et non pas seulement une méthode d'accumulation capitaliste.

Au niveau des IMF.

- Réduire les formalités et les conditions d'accès au produit crédits à TUJENGE PAMOJA ;
- Les Institutions de Micro-finance doivent tabler sur le partenariat pour s'attaquer aux conditions qui perpétuent la pauvreté des femmes et la situation d'inégalité dont elles pâtissent ;

- Les IMF doivent adapter les spécifications produits, comme les montants et les échéanciers de prêts aux divers besoins des membres, les déferents prêts spécifiquement conçus pour les femmes sont aussi importants pour faciliter la croissance des entreprises ;
- Mais aussi les IMF doivent s'adapter aussi à des besoins d'un autre ordre, tel que les services d'accompagnement que l'emprunteur éprouve quand il obtient son crédit. Il a besoin d'être conseillé pour mieux gérer sa petite entreprise, pour mieux tenir ses comptes, pour mieux faire certains choix, et pour prendre certaines décisions etc.
- Les produits en matière d'épargne sont un élément fondamental de la gestion des risques. Une offre de produits diversifiés de la part des IMF devrait aussi inclure d'autres services financiers qui aident à réduire la vulnérabilité comme le micro assurance. Concernant nos prochaines recherches, nous osons croire que ce sujet étant au niveau local, nous parlerons de ce thème au niveau national et pourquoi pas international pour savoir l'impact de secteur dans la vie-économico de ses bénéficiaires.

Référence bibliographique

- 1) « Afghan women gain socio-economic empowerment through microfinance, but challenges remain », Microfinance Investment Support Facility for Afghanistan
- 2) Attali et Arthus-Bertrand, voyage au cœur d'une révolution, : la micro finance contre la pauvreté, éd. J.C. lattes, Paris, 2007
- 3) BOUYO, (2008), « Micro-finance et réduction de la pauvreté de la femme rurale » , éd. J.C, lattes, Paris, 2008
- 4) Dubois jean-LUC, « instrument au service des politiques de lutte contre la pauvreté, éd. groupe Eyrolles, Paris, 2002
- 5) Mélenchon(1998), les différentes approches de la pauvreté, éd. Dalloz, Paris, 1998 ,
- 6) MOHAMMED YUNUS, vers un monde sans pauvreté, l'autobiographie du banquier des pauvres, Ed., Lattes, Paris, 1997.
- 7) Muhammad Yunus, (1998), « Vers un monde sans pauvreté » Ed., Lattes, Paris, 1998
- 8) Ndiaye Fodé, Micro finance en Afrique de l'Ouest : Qu'elle viabilité ?, Harmattan, Paris, 2009
- 9) Patience MPANZU BALOMBA , la Micro finance en RDC: Cas du site maraîcher de N'djili/ à Kinshasa 2007;
- 10) Publié pour la Banque mondiale par Oxford University Press.

- 11) SADIKI BYOMBUKA, Micro-Entreprise et développement économique local : de l'expérience québécoise à la conception d'une stratégie applicable au Congo, Shahidi-Presse, Bukavu,
- 12) Serge Latouche et Thierry Verhelst (1999), « Economie, Cultures et Développement » publié pour la Banque mondiale par Oxford University Press.

II. Rapports

1. (Rapport Général de la première série des conférences organisées avec la collaboration du Comité International de l'Année International du Microcrédit (AIM), Kinshasa, 2005).
2. Les Coopératives d'épargne et de crédit « COOPEC », Module de formation, secrétariat général du MOCC, 2003,
3. Rapport mensuel d'activité de tujenge pamoja et celui de la Mairie de Goma 2015
4. Rapport d'audit externe à la Coopérative TUJENGE PAMOJA
5. Rapport de l'ONU, "L'accès des femmes aux ressources économiques et financières", octobre 2009
6. Rapport du sommet sur la micro finance 2007

Développement

La jeunesse et l'entrepreneuriat agricole : Expérience d'un étudiant de la ville de Goma

Par Didier FATAKI SIMBA¹, Youri BUHAKANE
SANGARA² et Erick KASUKU KALABA³

¹Assistant 2^{ème} mandat à l'Institut Supérieur d'Informatique et de Gestion (ISIG-GOMA) et auteur correspondant

²Assistant 1^{er} mandat à l'Institut Supérieur d'Informatique et de Gestion (ISIG-GOMA)

³Chef de Travaux à l'Institut Supérieur d'Informatique et de Gestion (ISIG-GOMA)

Adresse mail de l'auteur correspondant : didierfataki@gmail.com

Résumé

Cette étude a été menée à GOMA au Nord-Kivu en RDC avec des descentes sur terrain à KIBUMBA et RUGARI pour compléter les informations. Son objectif était d'analyser une expérience réussie par un jeune dans l'entrepreneuriat agricole. Pour cela, le cas d'un jeune étudiant qui s'était lancé dans la culture de la pomme de terre à KIBUMBA et RUGARI a été développé et les résultats montrent que dans la ville de GOMA, un jeune qui se lance dans l'entrepreneuriat agricole est avant tout un jeune ambitieux, risquophile et ayant accès à l'information sur l'entrepreneuriat agricole. Ce jeune se butte à plusieurs obstacles entre autres l'accès difficile au financement, les tracasseries et l'inexpérimentation de ce dernier dans le secteur agricole.

Mots clés : Emploi des jeunes, Entrepreneuriat et Développement agricole.

1. Introduction

L'agriculture étant une activité humaine, les hommes et les femmes qui la pratiquent apprennent, expérimentent et s'entendent pour maîtriser la nature à leur profit.

Elle est soumise aux forces contradictoires du changement et de la tradition, aux intérêts économiques divergents, aux difficultés sociales ou politiques, et, depuis quelques années, aux forces contradictoires de la mondialisation. Il est plus important dans cette optique de se mettre d'accord qu'il reviendra à chaque acteur de fournir sa propre réponse au questionnement que revêt ce domaine.

L'agriculture est une activité qui accepte peu les dépendances incontrôlables. Elle supporte mal les décisions lointaines⁷⁹.

C'est pourquoi on ne s'intéresse plus seulement à tout ce qu'il est possible de faire avant tout avec les ressources des terroirs, celles qu'on trouve sur les terres de la ferme ou de ses environs (les sols, les plantes, l'eau, les travailleurs) mais de plus en plus à l'agriculture comme activité et à la main d'œuvre active pour sa relance (Jeunesse).

La problématique de l'emploi des jeunes est l'une des préoccupations qui marquent les agendas actuels des responsables et partenaires de développement. Ayant dépassé l'échéance de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement fixée à 2015, la jeunesse et l'entrepreneuriat continuent à être une thématique d'actualité⁸⁰.

Comme la plupart des jeunes Africains, les jeunes Congolais et ceux du Nord-Kivu, en particulier ceux de la ville de Goma constituent l'absolue majorité de la population de leur pays ou province et ville mais ont du mal à croire en un avenir meilleur pour plusieurs raisons. D'une part, ils sont laissés à leur triste sort, la majorité n'accédant pas au marché d'emploi et d'autres qualifiés embauchés n'ayant pas le revenu décent pour la simple raison qu'ils sont dans le secteur informel. D'autre part il y a une faible participation des jeunes dans la résolution de leurs problèmes voulant à tout prix devenir bureaucrate, demandeur d'emploi et non son pourvoyeur dans les secteurs attractifs⁸¹. Ce spectacle désolant et inquiétant augure mal pour l'avenir du pays.

Par cette étude on cherche à répondre globalement à la question suivante : Quelle est la situation actuelle de la jeunesse face à l'entrepreneuriat agricole à Goma ?

Plus spécifiquement cette étude cherche à répondre aux questions suivantes :

⁷⁹ Hugues DUPRIEZ, *Agriculture tropicale et exploitations familiales d'Afrique*, Terres et Vie, Nivelles, Belgique, 2007.

⁸⁰ Ministère de la jeunesse et des sports, *Politique Nationale de la jeunesse*, éd. JeuneCongo, Kinshasa, 2009.

⁸¹ Hervé BICHAT, *Et si l'agriculture sauvait l'Afrique ?*, éd. Quae, Versailles, 2012.

- Quels sont les faits qui prédisposent le jeune de Goma à l'entrepreneuriat agricole et comment justifier le choix de cette filière ?
- Quel peut être le rôle de l'entrepreneuriat agricole dans le développement du Nord-Kivu et de la RDC en général ? Quels en sont les facteurs favorisant ainsi que les principaux défis ?
- Quel peut être le profil d'une expérience réussie d'entrepreneuriat agricole par un jeune à Goma et comment améliorer le secteur ?

Cette étude cherche à analyser une expérience réussie par un jeune dans l'entrepreneuriat agricole à Goma. Et d'une manière spécifique elle vise à :

- Identifier les faits qui prédisposent le jeune de Goma à l'entrepreneuriat agricole ;
- Comprendre le rôle de l'entrepreneuriat agricole dans le développement du Nord-Kivu et de la RDC en général, les facteurs favorisant ainsi que les principaux défis ;
- Brosser le profil d'une expérience réussie dans l'entrepreneuriat agricole par un jeune à Goma et comment améliorer le secteur.

Aux questions de recherche, les hypothèses suivantes ont été proposées :

- L'accès difficile à l'emploi formel et l'ambition de faire face aux difficultés financières quotidiennes seraient entre autres les faits qui prédisposent le jeune de Goma à l'entrepreneuriat agricole ;
- La contribution à la modernisation de l'agriculture et des chaînes de valeurs des produits agricoles de la production à la consommation en passant par la commercialisation et la transformation serait le grand rôle de l'entrepreneuriat agricole dans le développement du Nord-Kivu en particulier et de la RDC en général quand les facteurs favorisant seraient les

conditions climatiques propices à l'agriculture. Les principaux défis seraient l'accès difficile au financement, les tracasseries et l'inexpérimentation des jeunes entrepreneurs.

- Une activité agricole entreprise par un jeune ambitieux, « risquophile » et ayant accès à l'information nécessaire serait le profil d'une expérience réussie dans l'entrepreneuriat agricole par un jeune à Goma.

Le schéma n°1 ci bas présente les relations entre les variables des hypothèses :

Variables indépendantes
Variable dépendante

Hypothèse 1

- Accès difficile à l'emploi formel ;
- Ambition de faire face aux difficultés financières quotidiennes.

Hypothèse 2

- Modernisation de l'agriculture et des chaînes de valeurs des produits agricoles ;
- Facteurs favorisant : conditions climatiques ;
- Défis : accès difficile au financement, les tracasseries et l'inexpérimentation des jeunes entrepreneurs.

Hypothèse 3

- Activité agricole entreprise par un jeune ambitieux et « risquophile » ;
- Accès à l'information nécessaire sur l'entrepreneuriat agricole.

Entrepreneuriat agricole

2. Matériels et méthodes

L'enquête s'est réalisée dans trois sites : GOMA, KIBUMBA et RUGARI. A GOMA il était question de s'entretenir avec le jeune entrepreneur dans son milieu de vie et à KIBUMBA et RUGARI pour visiter les terrains utilisés pour son activité.

Cette étude est qualitative et fait recours à l'approche « étude de cas uni site »⁸². Le cas développé est d'un jeune qui, à deux reprises, a expérimenté l'entrepreneuriat agricole tout en étant encore étudiant. Les outils comme le guide d'entretien, les notes de terrain mais aussi l'observation ont permis de récolter les données pour la compréhension du cas.

Les données récoltées ont été triées puis retranscrites dans un tableau pour une meilleure lecture avant d'être triangulées afin de permettre une bonne analyse.

3. La jeunesse et l'entrepreneuriat agricole

3.1. Les faits qui prédisposent le jeune à l'entrepreneuriat agricole et choix de la filière

3.1.1. Pourquoi prendre la jeunesse comme cible ?

Avant de clarifier le choix de la jeunesse comme cible de l'entrepreneuriat agricole, il sied de rappeler ce qu'on comprend par « Jeunesse ».

La définition du Concept « Jeunesse » ne fait pas l'unanimité mais il doit être perçu au double point de vue biologique et psychologique. Toutefois, la jeunesse, selon la Politique Nationale de la Jeunesse est entendue comme l'ensemble des personnes des deux sexes âgées de 15 à 35 ans. La jeunesse est aussi l'aspect social de l'adolescence, elle se définit par opposition à la génération parvenue à la pleine maturité, elle est le moment du développement où l'être, mis en possession de

⁸² Luc Albarello, *Choisir l'étude de cas comme méthode de recherche*, Bruxelles, Ed. De Boeck Université, 2011.

tous ses moyens, presse ses devanciers de son élan enthousiaste et impatient pour se faire une place au soleil⁸³.

Partant de ces définitions, plusieurs raisons peuvent justifier le choix de la jeunesse comme une cible par excellence de l'entrepreneuriat agricole.

Si nous nous référons aux données de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), plus de 65% de la population a moins de 25 ans et la tranche d'âge des 15-24 ans représente près de 20% de la population nationale congolaise⁸⁴.

Il est difficile de trouver un emploi «formel» en RDC, quelle que soit son niveau de qualification. Les employés recensés dans l'économie formelle représentent 2,4% de la population active potentielle. L'administration publique enregistre 41% des travailleurs, le secteur privé 44% et les forces armées 15%. Pendant que les établissements d'enseignement supérieur ne cessent d'attribuer des diplômes à des milliers de personnes chaque année, le marché de l'emploi quant à lui ne fait que se rétrécir. Le nombre de chômeurs et ainsi impressionnant⁸⁵.

Un rapport de la BAD (Banque Africaine de Développement), 2012, déclare : « Il arrive fréquemment que des jeunes diplômés deviennent vendeurs, « cambistes », receveurs, tenanciers d'une cabine téléphonique, gardes,... faute de manque de possibilités d'embauche. Le manque de travail et l'absence de structures efficaces dans le secteur d'emploi poussent aussi de nombreux jeunes vers la délinquance. Selon la Banque Mondiale, la RDC devrait créer 2 à 4 millions d'emplois chaque année pour absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail et réduire la pauvreté.

⁸³ Ministère de la jeunesse et des sports, op.cit.

⁸⁴ Idem

⁸⁵ Ministère de l'Agriculture et du développement Rural, *Opportunité d'affaire dans le secteur agricole en RDC*, sA

D'après la politique nationale de la jeunesse, les jeunes doivent faire la priorité de toute action visant à leur créer de l'emploi pour des raisons ci-dessous :

- Résoudre l'inadéquation entre la formation de la jeunesse et le besoin du travail sur le marché d'emploi (filière, faculté ou option inadaptée au besoin en termes de travail).
- Lutter contre l'ignorance, l'abandon, la discrimination, l'analphabétisme, la pauvreté, délinquance juvénile ;
- Renforcer le mouvement associatif Congolais résultant de sa jeunesse ;
- Accroître le nombre des cadres qualifiés dans le domaine de l'encadrement de la jeunesse ;

A ces raisons s'ajoute le fait que les jeunes constituent la roue motrice en termes de force de travail et acceptent facilement de courir le risque pour entreprendre et gagner plus à l'avenir.

3.1.2. Pourquoi choisir l'agriculture comme domaine entrepreneurial ?

L'entrepreneur est défini comme étant un individu ou le groupe d'individus qui réussit (ou réussissent) à identifier dans son (leur) environnement une opportunité et qui arrive (arrivent) à réunir les ressources nécessaires pour l'exploiter en vue de créer de la valeur. La création de la valeur suppose la production de toute forme de richesse (argent, indépendance, réalisation de soit etc.) non seulement pour les parties prenantes dans l'organisation (actionnaires, employeurs, clients)⁸⁶.

Le philosophe grec Xénophon disait que «l'agriculture et la mère de tous les arts: lorsqu'elle est bien conduite, tous les autres arts prospè-

⁸⁶ Eddy BALEMBA, *Cours d'entrepreneuriat et PME*, ISIG-Goma, inédit, 2010.

rent; mais lorsqu'elle est négligée, tous les autres arts déclinent, sur terre comme sur mer»⁸⁷.

En République Démocratique du Congo, les exploitations agricoles semblent être perçues comme des activités ou métiers des pauvres. L'exploitation des terres reste à un stade familial et/ou communautaire pour la subsistance. Géographiquement bien situé, ce pays dispose de milliers d'hectares de terres fertiles avec un climat très favorable pour une meilleure exploitation agricole d'autosuffisance, industrielle et d'exportation. Toutefois, le contexte national congolais ne favorise pas l'activité entrepreneuriale, en particulier dans le secteur agricole, et donc le développement économique⁸⁸.

3.2. Rôle de l'entrepreneuriat agricole dans le développement du Nord-Kivu, facteurs favorisants et défis à relever.

3.2.1. Rôle de l'entrepreneuriat agricole dans le développement du Nord-Kivu/RDC

L'entrepreneuriat serait un atout pour les acteurs économiques voyant des opportunités de réalisation d'affaires dans le secteur agricole en le modernisant, en investissant dans une série de matériels agricoles et agro-alimentaires (nouveaux systèmes d'exploitation ayant un niveau plus performant de motorisation ou mécanisation) à des prix compétitifs afin de relever le défi de l'amélioration de la productivité des sols et du travail, pour satisfaire la demande et assurer à la fois sécurité alimentaire et revenus.

Quelques données chiffrées prouvent à suffisance la contribution de l'agriculture au PIB de la RDC et à l'absorption du taux de chômage des jeunes diplômés. Les tableaux 1 et 2 ci bas en donnent des détails.

⁸⁷ Andrianasy Angelo DJISTERA & Boubacar Mamadou DIARRA, *L'entrepreneuriat comme mécanisme de développement en RDC*, dans DOUNIA, revue d'intelligence stratégique et des relations internationales, 2013.

⁸⁸ Idem

Tableau n°1 : Répartition de la valeur ajoutée par secteur d'activité (1981-2009)

	Agriculture	Industrie	Services	Total
RDC	43,8	26,3	29,9	100
FRANCE	2,5	21,6	75,9	100

Source : DJISTERA A., et DIARRA B. ; 2013

Au regard des données chiffrées représentées dans le tableau ci-haut, il sied de signaler que dans les pays en voie de développement comme le nôtre, les secteurs secondaire et tertiaire (Industrie et Service) ne sont pas les premières sources de revenu comme le croit le commun du mortel. Pour le cas de notre pays, le secteur agricole négligé contribue à 43,8% au PIB national. Contrairement à la France qui est une référence des pays développés, ce secteur (l'Agriculture) ne contribue qu'à 2,5% du PIB national après le secteur de Service et de l'Industrie.

Tableau n°2 : Part de la main-d'œuvre agricole sur la population active (1981-2011)

	Main-d'œuvre		Part de la main-d'œuvre (en %)
	Secteur agricole	Ensemble des secteurs	
RDC	10.949.483,9	17.085.334,4	64,1
FRANCE	1.171.838,7	26.887.604,4	4,4

Source : DJISTERA A., et DIARRA B. ; 2013

De ce tableau nous constatons que malgré l'encadrement faible de l'agriculture, ce secteur absorbe 64,1% de la main d'œuvre active de la RDC. Malgré ce chiffre, il est à noter que la plupart des activités agricoles sont du secteur informel et par conséquent mal entretenues. Contrairement à la France où l'agriculture ne regorge que 4,4% de la main d'œuvre active.

3.2.2. Les facteurs favorisant le développement et l'entrepreneuriat agricole au Nord-Kivu et en RDC

Le développement agricole est un processus général de transformation de l'agriculture, dans les différentes régions du monde et à différentes époques de l'histoire (voir histoire de l'agriculture). Ces transformations de l'agriculture peuvent être orientées par des politiques publiques, appelées politiques de développement agricole, ou par l'inter-

vention de différents types d'acteurs (ONG, bailleurs de fonds internationaux), qui financent et mettent en place des projets de développement agricole, qui sont des interventions ponctuelles, destinées à orienter le développement agricole dans un sens voulu. Par abus de langage, on appelle généralement « développement agricole » l'ensemble des politiques publiques et des projets destinés à infléchir le développement agricole⁸⁹.

Plusieurs facteurs peuvent favoriser l'émergence de l'agriculture en RDC en général et au Nord-Kivu en particulier :

- Le pays dispose d'un relief très diversifié;
- Les précipitations moyennes annuelles en RDC varient entre 815 à 2 465 mm. Avec cette quantité et la régularité de pluie, la RDC possède deux saisons culturales et la possibilité d'une diversité culturale ;
- Les cuvettes offrent des conditions climatiques favorables à la culture de palmier à huile, de l'hévéa, du café, du cacao, de la banane et du manioc ;
- et dans les savanes peuvent être cultivés le coton, les céréales, les légumineuses à graines, les tubercules (manioc, patate douce, ignames etc.) et l'élevage peut y être pratiqué ;
- le climat tempéré des montagnes à l'Est du pays est favorable à la culture de café, de thé, de la pomme de terre, du blé, de petit pois, du sorgho et à l'élevage du gros bétail ;
- Le pâturage naturel peut supporter jusqu'à 40 Millions de têtes de bétail. Sur 2.345.000 km² que compte le pays, 820.750 km², soit 35% sont favorables à une activité agricole ou pastorale. De ces 35%, 10% seulement sont cultivées ou utilisées comme pâturage⁹⁰.
- Les terres arables sont estimées à plus de 80 Millions d'hectares.

⁸⁹ Marc Dufumier, *Les projets de développement agricole, manuel d'expertise*, Karthala, 1996.

⁹⁰ Daniel NUNZE LUBANGA, *Gestion durable des sols en RDC : Etat actuel, priorités et besoins*, inédit, 2013.

Quant à la Province du Nord Kivu, on y retrouve particulièrement nombreuses spéculations agro pastorales et qui prospèrent comme :

- Cultures vivrières: manioc, pomme de terre, haricot, maïs, riz, soja, blé, taro, igname, patate douce et qui donnent de bons rendements comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Tableau n°3. Les cultures vivrières du Nord-Kivu par superficie, production moyenne et rendement

N °	Culture	Superficie moyenne par plan- teur en ha	Produc- tion moyenne 2000- 2009	Produc- tion moyenne vendue en %	Rende- ment kg/ha
1	Manioc	0,287896	1.722.783	52	13 382
2	Pomme de terre	0,548717	504.777	70	6474
3	Haricot	0,498969	174.176	66	646
4	Maïs	0,247813	110.267	74	1027
5	Riz	0,609543	93.895	68	1 809
6	Soja	0,227148	10.464	86	906
7	Blé	0,187857	3.124	78	618
8	Colo- case/taro	0,143542	132.267	33	4 744
9	Igname	0,147717	43.325	13	6 723
10	Patate douce	0,209884	243.620	45	5 005

Source : *Province du Nord-Kivu et PNUD, 2010*

- Cultures pérennes/industrielles: Café, thé, banane, palmier à huile, Cacao, quinquina ;
- Elevage: Bovins, caprins, volailles.

3.2.3. Les défis du développement et entrepreneuriat agricole au Nord-Kivu

Le développement agricole comme processus général doit conduire à des transformations de l'agriculture dans le sens de son amélioration. Ces transformations de l'agriculture peuvent être orientées par des politiques publiques, appelées politiques de développement agricole, ou par l'intervention de différents types d'acteurs (ONG, bailleurs de fonds internationaux), qui financent et mettent en place des projets de développement agricole, qui

sont des interventions ponctuelles, destinées à orienter le développement agricole dans un sens voulu. Partant du types d'acteurs dans le secteur agricole, de l'environnement économique et social de la province du Nord-Kivu, voici les défis du développement agricole dans cette province voir sur le plan national⁹¹:

- Faible accès à la terre ;
- Usage des technologies archaïques dans l'agriculture ;
- Faible accès au financement pour le développement agricole ;
- La quasi inexistence de l'encadrement de la jeunesse dans le secteur agricole ;
- La non prise en compte de la dimension genre dans la politique agricole ;
- Faible prise en compte de la protection de l'environnement ;
- Mécanismes de transformation et de commercialisation des produits agro pastoraux très rares.

4. Expérience réussie d'entrepreneuriat agricole par un jeune à Goma

Nom de l'entrepreneur : Monsieur MOISE⁹². C'est un jeune de 28 ans, licencié en Gestion de Développement de l'ISIG-Goma (2013-2014). Passionné par l'entrepreneuriat agricole car motivé par plusieurs notions développées dans le cours d'entrepreneuriat en 3^{ème} année de graduat et incité par le bien être social de son camarade DIALLO⁹³ à partir de la 2^{ème} année de graduat qui a fait le premier pas dans l'entrepreneuriat agricole en investissant dans la culture des pommes de terre à KIBUMBA avec un rendement satisfaisant de 80 sacs de 120 Kg de pommes de terre par sac (soit 9600kg de production totale)⁹⁴ pour une superficie de ½ ha (100mx50m) avec un coût de métayage de 50\$ pour trois mois (cycle cultural des pommes de terre) et d'autres charges d'exploitation.

⁹¹ Lydie Masika KASONIA, *Réflexion sur la politique agricole en RDC*, sE, BUTEMBO, 2009.

⁹² Pour des raisons éthiques, l'identité du jeune entrepreneur n'est pas déclinée

⁹³ Pour des raisons éthiques, l'identité n'est pas déclinée

⁹⁴ Cette quantité produite est de loin supérieure au rendement moyen de 6474 Kg par ha au Nord-Kivu selon le rapport de PNUD de 2010. La moyenne étant un agrégat statistique tronqué, ne reflète pas la vraie réalité de toutes les observations concernées. C'est pourquoi il est vrai que certaines étendues de la province du Nord-Kivu peuvent faire des rendements au delà ou en deçà de cette moyenne.

Informé de cette opportunité, Mr Moïse investit dans le même domaine avec deux expériences non identiques quant au rendement.

Tableau n°4. Les deux expériences d'entrepreneuriat agricole du jeune Moïse

	Charges supportées	Unité	PU (\$)	PT(\$)
1^{ère} expérience à KIBUMBA en Février-Mai 2012	Location champ	1	50	50
	Achat semence	4 sacs	50	200
	Frais labour	-	50	50
	Frais semis	-	20	20
	Achat engrais organique	2 mesures locales	8	16
	M.O. application engrais	-	10	10
	Frais gardiennage	-	30	30
	M.O. récolte	25 sacs	0,5	12,5
	Transport et entreposage récolte	25 sacs	6	150
	Total charges			538,5
	Recettes (Production)	25 sacs	50	1250
2^{ème} expérience à RUGARI en Février-Mai 2014	Marge bénéficière			711,5
	Location champ	1	50	50
	Achat semence	3 sacs	5	150
	Frais labour	-	50	50
	Frais semis	-	20	20
	Achat engrais organique	2 mesures locales	8	16
	M.O. application engrais	-	10	10
	Frais gardiennage	-	30	30
	M.O. récolte	50 sacs	0,5	25
	Total charges			351
	Recettes (Production)	50 sacs	40	2000
	Marge bénéficière			1649

Source : *Récit de vie du jeune entrepreneur, notre visite sur terrain et nos calculs.*

Selon le témoignage de cet entrepreneur ; la 1^{ère} expérience a connu un échec du fait qu'à un mois de la récolte, les troupes du mouvement du 23 Mars « M23 » ont installé leur camp dans son champ et se sont appropriés les pommes de terre comme leur aliment de base. Les 25 sacs qu'il a eu la chance de sauver n'ont été que les résidus de sa production espérée mais qui ont donné une marge bénéficière de 711,5\$ pour un investissement de 538,5\$ et pour une période de 3 mois.

Pour sa deuxième expérience, malgré les conditions pédologiques de RUGARI qui n'ont pas été aussi favorables que celles de KIBUMBA car le champ était situé à une haute altitude et la récolte d'une partie

de sa production par les inconnues, Monsieur Moïse a eu à produire 50 sacs des pommes de terre de 120 kg par sac vendus localement à 40\$ le sac. Ce qui lui a valu une marge bénéficiaire de 1649\$ pour un investissement de 351\$ pour une période de trois mois.

5. Discussion des résultats

Dans ce point, il est question de confronter les résultats de l'étude à la littérature existante mais aussi à l'expérience et à l'observation faite sur terrain mais tout cela dans la logique des objectifs de la recherche.

5.1. Faits qui prédisposent le jeune de Goma à l'entrepreneuriat agricole

Le premier objectif spécifique était d'identifier les faits qui prédisposent le jeune de Goma à l'entrepreneuriat agricole.

Partant du cas développé on constate que le jeune entrepreneur était un étudiant, c'est-à-dire en principe dépendant d'un tuteur quelconque et par conséquent ayant des limites sur le plan financier.

La littérature montre qu'en RDC, l'accès à l'emploi constitue pour beaucoup de jeunes un parcours compliqué souvent exposé à la précarité car le taux de chômage est bien le marqueur d'une situation d'exclusion, aggravée par les problématiques d'accès aux services publics. L'essor de ce secteur passe par le renforcement des capacités de la main-d'œuvre à accomplir les tâches requises de production et de transformation ainsi que par le développement de l'esprit d'initiative et des compétences entrepreneuriales pouvant aider à moderniser la production⁹⁵.

D'où entreprendre une activité devient l'unique moyen pour le jeune de faire face à ses besoins financiers. Et le secteur agricole étant un secteur prolifique en RDC où on peut se lancer sans un capital important, un jeune qui voit loin n'hésite pas à prendre ce risque.

⁹⁵ DJISTERA A., et DIARRA B., op.cit.

5.2. Rôle de l'entrepreneuriat agricole dans le développement du Nord-Kivu et de la RDC en général, les facteurs favorisant ainsi que les principaux défis

Le deuxième objectif spécifique était de comprendre le rôle de l'entrepreneuriat agricole dans le développement du Nord-Kivu et de la RDC en général, les facteurs favorisant ainsi que les principaux défis.

Le cas étudié montre que le jeune étudiant a pu faire face à ses difficultés financières en subvenant à certains de ses besoins dont les frais académiques pendant deux années. Son activité a aussi utilisé une main d'œuvre qui est un moyen de création de l'emploi dans le milieu de culture. Il a malgré tout rencontré quelques difficultés. Il s'agit entre autre de la distance entre GOMA, son milieu de résidence et KIBUMBA et RUGARI les deux milieux où il avait les champs. L'accès au financement de son activité est aussi un autre problème auquel il s'est butté lors du lancement de son activité. Pour contourner ce défi financier, le jeune entrepreneur a utilisé ses propres moyens de bord qu'il a réalisé grâce à des petites épargnes et a fait recours à des emprunts informels auprès de ses condisciples du quartier.

Un autre problème est celui du transport et stockage des produits de la récolte ; les pommes de terre étant périssables exigent une certaine précaution en transport comme en stockage. Les problèmes d'insécurité dans les champs mais aussi des tracasseries administratives ont été soulevés par le jeune entrepreneur.

La littérature montre que l'entrepreneuriat serait un atout pour les acteurs agricoles voyant des opportunités de réalisation d'affaires dans le secteur agricole en le modernisant, en investissant dans une série de matériels agricoles et agro-alimentaires (nouveaux systèmes d'exploitation ayant un niveau plus performant de motorisation ou mécanisation) à des prix compétitifs afin de relever le défi de l'amélioration de la productivité des sols et du travail, pour satisfaire la demande et assurer à la fois sécurité alimentaire et revenus.

La littérature permet aussi de constater que les conditions écologiques de l'Est de la RDC sont favorables à l'agriculture ce qui permet d'avoir une diversification culturale.

Les problèmes suivants limitent la rentabilité de secteur. Il s'agit de :

- Un faible accès à la terre ;
- Usage des technologies archaïques dans l'agriculture ;
- Un faible accès au financement pour le développement agricole ;
- La quasi inexistence de l'encadrement de la jeunesse dans le secteur agricole ;
- La non prise en compte de la dimension genre dans la politique agricole ;
- La faible prise en compte de la protection de l'environnement ;
- Les mécanismes de transformation et de commercialisation des produits agro pastoraux très rares⁹⁶.

Il est à noter que l'entrepreneuriat agricole est un grand levier pour le développement agricole en RDC mais aussi un grand pourvoyeur d'emploi des jeunes s'il est bien mené. Pour son amélioration, l'agriculture congolaise a besoin de se moderniser, d'être compétitive aussi apte à répondre aux besoins de ses acteurs.

5.3. Profil d'une expérience réussie d'entrepreneuriat agricole par un jeune à Goma et comment améliorer le secteur

Le troisième objectif spécifique était de brosser le profil d'une expérience réussie dans l'entrepreneuriat agricole par un jeune à Goma et comment améliorer le secteur.

Le cas développé montre que c'est un jeune étudiant, passionné par l'entrepreneuriat (de part sa formation académique) et ayant eu d'expérience de son ami qui s'était déjà lancé dans l'entrepreneuriat agricole qu'il a décidé de se lancer dans cette aventure. On constate aussi que la première expérience était presque un échec pour plusieurs raisons entre autre la guerre et l'inexpérience, mais la seconde a été une réussite suite à l'acquisition d'une certaine expérience malgré les aléas écologiques. D'où un jeune qui se lance dans l'entrepreneuriat agricole est avant tout un jeune ambitieux, « risquophile », et ayant accès à l'information. Si le jeune présenté dans le cas décrit a su en-

⁹⁶ KASONIA L, op.cit.

treprendre, c'est avant tout parce qu'il était animé par le souci d'autonomie financière, a pu capitaliser les informations mises à sa disposition et a risqué en se lançant dans une activité où il n'a jamais œuvré.

Eddy BALEMBA⁹⁷ tente de faire un portrait d'un entrepreneur. Il estime que c'est avant tout une personne motivée, ayant le besoin d'accomplissement et à même de prendre des risques. Elle a l'esprit inventif et cherche l'autonomie et le contrôle de son destin. Elle doit avoir confiance en soi et capable de s'adapter à tout type d'environnement.

De cette littérature mais aussi du cas développé, on peut conclure que la quasi inexistence de l'appui financier, les tracasseries de toutes sortes et l'expérimentation des jeunes entrepreneurs seront les obstacles que rencontrent les jeunes entrepreneurs agricoles de la ville de Goma.

La seule limite des résultats de cette étude est d'avoir étudié un seul cas. Bien que répondant aux exigences scientifiques, l'étude de cas ne permet malheureusement pas de généraliser les résultats.

6. Conclusion et perspectives

Au terme de notre recherche, il a été constaté que le secteur agricole est un domaine porteur d'espoir pour tout jeune qui souhaite se lancer dans l'entrepreneuriat agricole. Il permet à tout pays aspirant à un développement à bases solides d'atteindre ses objectifs.

L'objectif de l'étude était d'analyser une expérience réussie par un jeune dans l'entrepreneuriat agricole à Goma. Cette étude est qualitative et fait recours à l'approche « étude de cas uni site »⁹⁸. Le cas développé est d'un jeune qui, à deux reprises, a expérimenté l'entrepreneuriat agricole tout en étant encore étudiant. Les outils comme le guide d'entretien, les notes de terrain mais aussi

⁹⁷ Eddy BALEMBA, op.cit

⁹⁸ Luc Albarello, op.cit.

l'observation ont permis de récolter les données pour la compréhension du cas.

Les résultats obtenus permettent de confirmer la 1^{ère} et la 3^{ème} hypothèse et de falsifier la 2^{ème}.

En effet, la 2^{ème} hypothèse stipulait que la contribution à la modernisation de l'agriculture et des chaînes de valeurs des produits agricoles de la production à la consommation en passant par la commercialisation et la transformation serait le grand rôle de l'entrepreneuriat agricole dans le développement du Nord-Kivu en particulier et de la RDC en général quand les facteurs favorisant seraient les conditions climatiques propices à l'agriculture. Les principaux défis seraient l'accès difficile au financement, les tracasseries et l'inexpérimentation des jeunes entrepreneurs. La littérature fait effectivement sortir tous ces aspects mais les résultats de l'étude ne font pas ressortir la première partie de l'hypothèse vu la négligence de l'entrepreneuriat agricole par les jeunes.

Une augmentation du nombre d'exploitations agricoles constitue un moyen de création de richesse et d'emplois. Le développement de ces exploitations et l'accroissement de la productivité de l'agriculture en RDC doivent avoir un effet positif significatif sur le développement économique et la réduction de la pauvreté. La pauvreté est notamment plus forte dans les zones rurales qui sont encore caractérisées particulièrement par une agriculture de subsistance.

La présente étude est une opportunité pour interpeler la conscience des jeunes « risquophobes » qui négligent le secteur d'entrepreneuriat agricole. Certes que ce cap ne peut être réalisé que par l'application ou la mise en marche de quelques recommandations que voici :

- Repenser l'entrepreneuriat agricole en RDC en dotant aux entrepreneurs les moyens conséquents (Accès facile aux crédits agricoles, disponibiliser les outils et intrants agricoles modernes etc.)
- Adapter les régimes fonciers à leur nouvel environnement agro-écologique et social (faciliter le droit de propriété du sol aux paysans).
- Renforcer l'encadrement de la jeunesse surtout dans le secteur agricole

- Prendre en compte la dimension genre dans la politique agricole
- Inciter des agriculteurs dans les activités de transformation pour une valeur ajoutée des produits agricoles avant la commercialisation.

Bibliographie

- Andrianasy Angelo DJISTERA & Boubacar Mamadou DIARRA, *L'entrepreneuriat comme mécanisme de développement en RDC*, dans DOUNIA, revue d'intelligence stratégique et des relations internationales, 2013.
- Daniel LUNZE LUBANGA, *Gestion durable des sols en RDC : Etat actuel, priorités et besoins*, inédit.
- Eddy BALEMBA, *Cours d'entrepreneuriat et PME*, ISIG-GOMA, inédit, 2013.
- Hervé BICHAT, *Et si l'agriculture sauvait l'Afrique ?*, éd. Quae, Versailles, 2012.
- Hugues DUPRIEZ, *Agriculture tropicale et exploitations familiales d'Afrique*, Terres et Vie, Nivelles, Belgique, 2007.
- Luc Albarello, *Choisir l'étude de cas comme méthode de recherche*, Bruxelles, Ed. De Boeck Université, 2011.
- Lydie Masika KASONIA, *Réflexion sur la politique agricole en RDC*, BUTEMBO, 2009.
- Marc Dufumier, *Les projets de développement agricole, manuel d'expertise*, Karthala, 1996,
- Ministère de l'Agriculture et du développement Rural, *Opportunité d'affaire dans le secteur agricole en RDC*, sA
- Ministère de la jeunesse et des sports, *Politique Nationale de la jeunesse*, éd. JeuneCongo, Kinshasa, 2009.
- Province du Nord-Kivu et PNUD, *Rapport sur le profil économique du Nord-Kivu*, Goma, 2010.

Etude d'impact de la réhabilitation des voiries à Goma sur la croissance économique de la Province du Nord Kivu par le modèle vectoriel auto régressif

Abbé Innocent MUKAMBILWA Babingwa, DEA en Socio-économie, Assistant à l'UCS-Goma

Le présent article est une analyse socio-économique axée sur une question de développement dans le secteur des infrastructures de transport. Partant du Modèle Vectoriel Auto Régressif en économétrie, il analyse systématiquement à partir des données chiffrées, les interactions entre la croissance économique de la Province du Nord-Kivu, les fonds de financement pour la réhabilitation des voiries à Goma et les Kilomètres des tronçons réhabilités entre 2012 et 2015. Il les présente mathématiquement et les confirme. Il démontre par une analyse empirique de l'impact aussi bien de la praticabilité des tronçons routiers que d'amélioration des conditions de la sortie de Goma par la Route Nationale numéro 2, la matérialité de la résorption des déséquilibres macroéconomiques et par conséquent le phénomène de la relance du développement de la province du Nord-Kivu.

Mots clés: Croissance Economique, voirie, Modèle Vectoriel Auto Régressif

0. Introduction

La dégradation de la situation économique des dernières décennies en République démocratique du Congo n'est qu'épine face aux efforts conjugués, et en même temps une remise en question.

Dans le sens du Ministère du plan, étant donné l'ambition de la République Démocratique du Congo de réaliser les Objectifs du Millénaire de Développement à l'horizon 2020, le Document de Croissance sur les Stratégies de la Réduction de Pauvreté 2 s'est fixé comme objectif à l'horizon 2015, d'améliorer sensiblement les conditions de vie de la population.

Cette amélioration devrait enregistrer une croissance forte et soutenue dans un environnement marqué par une maîtrise de

l'inflation et une consolidation des finances publiques. Le taux de croissance moyen sur la période serait de 7,2% contre 5,6% sur la période 2006-2010. Ce qui constituerait un gain net d'environ 2,0 points par rapport au Document de Croissance sur les Stratégies de la Réduction de Pauvreté 1. Une réduction de l'incidence de pauvreté d'environ 11 points pour la situer à 60% en 2015 devrait être remarquable, y compris la création d'un million d'emplois décents par an dans la perspective d'une génération sans Sida, le tout dans un contexte de maîtrise de l'inflation avec un niveau moyen annuel de 9%⁹⁹.

Parallèlement, sur base des tendances observées, il a été constaté que la croissance en République Démocratique du Congo est respectivement ralentie par (a) les échecs des Gouvernements passés, tant en termes de gouvernance et d'absence de règles et lois, de non-respect des contrats, (b) de manque de financement, (c) de manque d'infrastructures (surtout énergie et transport), (d) de la faiblesse du capital humain, des risques macroéconomiques, que de manque de diversification et des échecs du marché. Il faut aussi ajouter la faiblesse de l'investissement (qui n'est que de 4% donc très en dessous du seuil de 27% requis pour atteindre une croissance à deux chiffres). La mise en place d'institutions solides a été recommandée de même que la levée des contraintes par des politiques volontaristes et la diversification de l'économie¹⁰⁰.

Partant, pour le Programme des Nations Unies pour le Développement, l'économie du Nord-Kivu, malgré qu'elle présente toujours d'importants déséquilibres même vers la fin des années 2007 à 2009, elle affiche déjà un Produit Intérieur Brut annualisé au prix courant du marché s'élevant à 1 080,478 Milliards de Francs Congolais, et enregistre une croissance réelle de 5,5% même si les bases de la croissance à long terme n'ont pas été développées. En dépit de longs efforts, ses sources de croissance ne se sont pas diversifiées; la province n'est pas performante dans la création des emplois durables, ni dans l'exportation d'une large gamme de produits avec forte valeur ajoutée du secteur moderne. Le développement et l'entretien de

⁹⁹ MINISTERE DU PLAN/RDC, *Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté – DSCR 2*, octobre 2011, p.16.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p.40

l'essentiel des infrastructures de base (Réseaux routiers, ports et aéroports, ouvrages d'assainissement, énergie etc.) souffrent considérablement des restrictions imposées par la limite des moyens et par la situation d'insécurité croissante, en plus des effets des crises mondiales. La rétrocession n'étant pas systématisée, accumule des arriérés annuels. Toutefois, ses chiffres semblent supporter la conjoncture selon laquelle, le Nord-Kivu sortirait progressivement de la situation difficile. Le principal moteur de sa croissance serait la reprise du secteur primaire, qui participe à hauteur de 37% au Produit Intérieur Brut de la Province.¹⁰¹

Il est connu par le Gouvernement central que la plupart des mauvais résultats s'expliquent essentiellement par les difficultés d'approvisionnement en intrants, la vétusté de l'outil de production et les effets de la guerre. Dans sa déclaration du mercredi 17 octobre 2001 à l'occasion de la semaine internationale pour la lutte contre la pauvreté, il exprime clairement son engagement de «... *transformer sa honte et le défi qu'elle renferme en opportunité pour éradiquer une bonne fois pour toutes, le virus et la pandémie de la pauvreté dans notre pays ...[de] ... faire de la lutte contre la pauvreté l'affaire de tout le monde, l'affaire de toutes les congolaises et tous les congolais...*»¹⁰².

A Goma, l'état de délabrement très avancé des principales artères nécessitait alors une intervention urgente. La position stratégique dans la partie Est de la République Démocratique du Congo, et la dimension pastorale et touristique sur le plan économique, lui conservent la réputation commerciale comme le reste de la Province. Son aéroport international lui permet de vendre ses produits dans d'autres villes du pays¹⁰³. Mais, serait-ce possible que la réhabilitation de ses voiries influence la compétitivité et la croissance des indicateurs socioéconomiques de la province? Y- a- il un impact visible du montant investi et distances des voiries réalisées sur le taux de croissance?

¹⁰¹ PROVINCE DU NORD KIVU & PNUD, Profil économique de la Province du Nord-Kivu: 10 ans en perspective : 2000 à 2009 réalisé avec l'appui du programme des nations unies pour le développement, p.146

¹⁰² Ministère du plan RDC, Op cit. p.13

¹⁰³ PROVINCE DU NORD-KIVU, Rapport annuel d'activités 2012, p.

Nous reconnaissons, dans le l'esprit du Programme à l'Ordonnateur national du Fonds Européen de Développement-OFED que, la réhabilitation des voiries à Goma, c'est « *Développer les infrastructures de la voirie, pour lutter contre la pauvreté de cette ville de Goma en contribuant au processus de croissance économique tout en rétablissant des infrastructures de transport nécessaires à la relance socio-économique in fine garantir l'accès aux services sociaux de base; tout en équipant la ville d'un schéma le plus important de la voirie en lui permettant d'accomplir son rôle(i) de pôle économique local et sous régional ,(ii) de première porte d'accès au Rwanda, à la région des Grands Lacs et au réseau routier bitumé de l'Afrique de l'Est amenant aux ports de Dar es Salam et Mombasa (Océan Indien)* »¹⁰⁴.

Cet article est donc une analyse socio-économique axée sur le secteur des infrastructures de transports. Partant du Modèle Vectoriel Auto Régressif en économétrie, il analyse systématiquement à partir des données chiffrées, les interactions entre la croissance économique de la Province du Nord-Kivu, les fonds de financement pour la réhabilitation des voiries à Goma et les Kilomètres des tronçons réhabilités entre 2012 et 2015. Il les présente mathématiquement et les confirme, et ce, après la définition des concepts clés. Il démontre par une analyse empirique de l'impact aussi bien de la praticabilité des tronçons routiers que d'amélioration des conditions de la sortie de Goma par la Route Nationale numéro 2, la matérialité de la résorption des déséquilibres macroéconomiques et par conséquent le phénomène de la relance du développement de la province du Nord-Kivu.

¹⁰⁴ ORDONNATEUR NATIONAL DU FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT(OFED), Projet de réhabilitation des voiries à Goma. Disponible sur www.cofed.cd. (Consulté en ligne le 24 déc. 2016 à 16h30')

1. Définition des concepts clés et aperçu sur la Ville de Goma

1.1. Les concepts clés

1.1. Croissance

Dans le sens du « Dictionnaire d'économie et de sciences sociales »¹⁰⁵, la croissance est une augmentation soutenue, pendant une période longue, de la production d'un pays. Traditionnellement, le Produit National Brut à prix constants est un indicateur ou grandeur de croissance. Cependant, d'une façon très générale, on peut énoncer comme principaux facteurs de croissance: l'augmentation de la population active et de la qualification de la main-d'œuvre, l'accumulation du capital, les progrès de la division et de l'organisation du travail, le progrès technique et les innovations.

La croissance est dite équilibrée lorsqu'elle correspond à une croissance régulière grâce au respect des grands équilibres (des prix, de l'emploi, du commerce extérieur, des finances publiques). Elle est par contre, *déséquilibrée* lorsqu'elle privilégie l'investissement dans des secteurs très limités afin d'exercer des effets d'entraînement sur l'ensemble de l'économie. Elle est dite *extensive* quand elle résulte du seul accroissement quantitatif des facteurs de production (exemple: on produit deux fois plus parce que l'on emploie deux fois plus de travailleurs), et par opposition elle est *intensive* lorsqu'elle est caractérisée par des gains de productivité (exemple: une meilleure organisation du travail permet du même nombre de travailleurs de produire deux fois plus).

Par ailleurs, on parle de la croissance interne, lorsque l'unité de production étend sa capacité de production en créant elle-même ou en acquérant des actifs physiques (machines, bâtiments, etc.) ou immatériels (dépenses de recherche), mais la croissance est dite externe lorsque l'entreprise devient propriétaire ou prend le contrôle d'unités de production qui existent déjà (par fusion, absorption, etc.).

¹⁰⁵ Claude-DANIELLE ECHAUDÉMAISON et ali (Sous dir.), *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Paris, Editions Nathan, 1993, p.p.102 col.b- 103 col.b

Dans la réalité, la croissance est à la fois extensive et intensive. Toutefois, il faudra remarquer qu'à long terme, une croissance de la production implique des modifications structurelles, démographiques, techniques, sectorielles, etc.

Le terme a donc de rapport direct avec la Compétitivité, celle-ci étant la capacité pour une entreprise ou une économie nationale à maintenir ou accroître ses parts de marché, sur le marché domestique (compétitivité interne) et sur les marchés extérieurs (compétitivité externe).¹⁰⁶

1.2. Voirie

Le terme "voirie" a bel et bien évolué d'après le **Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales** en France¹⁰⁷. En effet, issu de la résonnance consonantique "vouerie" qui signifie une saleté, endroit où l'on jette les ordures et de la même racine que "voierie" au 13ème siècle (ou basse et moyenne juridiction d'un seigneur), le substantif féminin "voirie", du grec ὁδός –voie, renvoie à la « charge consistant à veiller à la sûreté des routes et à leur entretien¹⁰⁸. Il s'agit mutatis mutandis d'un ensemble des voies de circulation terrestres, fluviales (fleuves et canaux), maritimes (rivages et ports), aériennes (aérodromes) et de leurs dépendances, aménagé et entretenu par l'administration publique, mais aussi d'une partie de l'administration publique ayant pour objet l'établissement et l'entretien des rues et des voies de communication¹⁰⁹.

On parle en outre de la voirie municipale, rurale, urbaine-Grande voirie qui comprend toutes les communications d'un intérêt général. Il s'agit respectivement des routes nationales et départementales, des chemins de fer, des fleuves et cours d'eau navigables - Petite

¹⁰⁶ *ibid.*, p. 70 col.b- 79 col a

¹⁰⁷ Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNRTL), Outils et Ressources pour un traitement optimisé de la langue, 2012. Disponible sur <http://www.cnrtl.fr/definition/voirie> (consulté en ligne le 03 janvier 2017 à 5h30')

¹⁰⁸ JOSETTE REY-DEBOVE & ALAIN REY (Sous dir.), *Le Nouveau Petit Robert. Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française. Texte remanié et amplifié*, Montréal, Dicorobert Inc., 1993, p.2409 Col. a

¹⁰⁹ *idem*

voirie qui comprend toutes les communications d'un intérêt purement local, les chemins vicinaux, les cours d'eau non navigables, etc.

Pour tout considérer, la voirie est l'ensemble des voies aménagées et entretenues par l'administration publique, entretiens des voies, des chemins¹¹⁰...

1.3. Modèle vectoriel auto régressif (VAR)

Un modèle est un objet destiné à être imité, une photographie d'une réalité, une image, une icône; tandis que dans le domaine de la géométrie, un vecteur est justement un segment de droite orienté partant d'un point fixe appelé origine et ayant une extrémité- c'est justement ce segment ou valeur qui se décline d'elle-même quand on parle du modèle autorégressif¹¹¹.

Gilbert COLLETAZ reconnaît que, dans le domaine de l'économétrie ou étude prévisionnelle de l'économie fondée sur l'usage de statistiques, le travail fondateur qui a popularisé l'approche VAR est l'article de Christopher SIMS, "Macroeconomics and reality", paru en 1980 dans la revue *Econometrica*. Elle permet de capturer les interdépendances entre plusieurs séries temporelles. Dans un modèle VAR, les variables sont traitées symétriquement de manière à ce que chacune d'entre elles soit expliquée par ses propres valeurs passées et par les valeurs passées des autres variables. Le modèle VAR relie les variables en se basant sur l'évolution des données elles-mêmes. Les variables du dit modèle sont agencées dans un vecteur autorégressif d'un ordre donné, mettant les dites variables dans un cadre relationnel et à cause du caractère de ses différentes parties aléatoires, la modélisation VAR est utilisée dans le cadre de l'analyse des impacts et de causalité. La particularité majeure de ce type de modélisation est que toutes les variables du modèle sont endogènes et les erreurs de chaque équation sont corrélées¹¹²:

¹¹⁰ JOSETTE REY-DEBOVE & ALAIN REY (Sous dir.), *op.cit.*

¹¹¹ *ibidem*

¹¹² [Gilbert COLLETAZ, LES PROCESSUS VAR: Notes du cours de séries temporelles multi variées, février 2016. Disponible sur \[www.univ-orleans.fr\]\(http://www.univ-orleans.fr\) \(consulté en ligne le 03 janvier 2017 à 11h30'\)](#)

Bien entendu, en économétrie, « *que le modèle soit de prévision (pour éclairer les choix budgétaires), de simulation (pour apprécier l'effet d'une baisse du taux de la TVA) ou d'optimisation (pour choisir le tarif Electronic Distortions of France (EDF)), l'important est que le chiffrage des relations permette d'évaluer l'effet des variables exogènes sur les variables endogènes* »¹¹³. Pour KINTAMBU, l'usage du VAR qui n'exige que les variables endogènes passe par plusieurs étapes notamment, la vérification de la stationnarité; la détermination du nombre de retard (décalage) optimal du modèle VAR; l'estimation des paramètres du modèle; le test de la causalité de Granger; l'analyse dynamique du VAR; la prévision du modèle, etc.¹¹⁴.

1.2. Aperçu sur la Ville de Goma

1.2.1. Comme situation géo historique¹¹⁵

Les origines de la ville de Goma remontent vers les années 1930. Fondé en 1906 comme poste face du poste allemand de Gisenyi pour jouer le rôle militaire. Plus tard, l'office de l'Etat-Civil Goma devint Chef-lieu de la Province du Nord-Kivu le 14 Août 1962. Son site actuel correspondrait au camp de travailleurs de la société de chemins de fer du Grand Lac « CFL » en sigle qui donna naissance à la société de chemins de fer de l'Est (SCFE en sigle). Le camp fut initialement établi au bord du Lac Kivu. Goma est devenue une ville à la création de la Région du Nord-Kivu par ordonnance n°88/176 du 15 Novembre 1988, année de la création de la province du Nord-Kivu issue du découpage de l'ancienne province du Kivu.

¹¹³ C.-D. ECHAUDÉMAISON et ali (Sous dir.), *Op. cit.*, p.266 col.b

¹¹⁴ KINTAMBU.M.E.G. (2004), *Principes d'économétrie*, 3^{ème} Edition, Presses de l'Université Kongo, Mbanza-Ngungu, P.222

¹¹⁵ M.PALUKU, Petite historique de la voirie (route) « politique et politisée » de Goma. Disponible sur www.lepotentielonline.com. (Consulté en ligne le 24 déc. 2016 à 23h30')

En 1954, les Belges construisirent la route Goma – Sake (environ 30 km de Goma) pour faciliter le trafic routier. Dans les années 90 Auxeltra Béton construisit le tronçon Rond-point Signers et Majengo qui fera la fierté de la Ville jusqu'à sa destruction en 2002 par les coulées de lave du Volcan Nyiragongo.

La dénomination et la délimitation des communes de la ville de Goma sont données par l'ordonnance -loi no89-127 du 22 mai 1989. Il s'agit de deux communes séparées du Nord au Sud par la route nationale RN 2: La commune de Goma au Sud Est qui couvre une superficie de 33,372 Km² et compte sept quartiers: Mikeno, Mapendo, Les Volcans, Katindo, Keshero, Himbi et Lac-Vert; et la commune de Karisimbi au Nord-Ouest qui s'étend sur une superficie de 33,452 Km². Il comprend les quartiers : Kahembe, Murara, Bujovu, Majengo, Mabanga Nord, Mabanga Sud, Kasika, Ka Toyi, Ndosho, Mugunga et Virunga¹¹⁶.

1.2.2. Comme foyer de développement¹¹⁷

De par ses fonctions administratives en tant que Chef-lieu de la Province, Goma est doté d'énergie électrique, au bord du Lac Kivu avec un stock abondant d'eau et de Gaz méthane combustible. Il est appuyé par son aéroport international à partir duquel le contact est facilité aussi bien avec les grandes villes du pays notamment Kinshasa, Kisangani, Lubumbashi, Mbuji-Mayi, Bukavu, qu'avec l'extérieur, notamment Nairobi, Kigali et Bujumbura

Pour la Province, la ville de Goma est un centre de commerce et des services pour la population dense de Masisi, de Rutshuru et même celle de Gisenyi au Rwanda. Elle est en même temps un centre relais pour le transit des articles de commerce importés en masse critique d'Asie (Dubai) à destination du Katanga, de Mbuji-Mayi et du Sud-Kivu en provenance de Butembo et Béni via Mombasa, Goma via Dare-salaam.

¹¹⁶ MAIRIE DE GOMA, Rapport annuel 2015.

¹¹⁷ PROVINCE DU NORD KIVU & PNUD, *Op.cit.*, p.178

1.2.3. Comme bassin de vie économique

Selon le ‘‘ Programme d’Appui à l’Ordonnateur national du Fonds européen de développement- COFED’’, la réhabilitation de l’axe Goma (Sake)-Walikale-Lubutu Kisangani Route National N°3 fournira les éléments nécessaires sur la rentabilité économique de la réouverture de la liaison routière directe entre l’escale multimodale de Kisangani (port sur la rivière Congo relié à Kinshasa) au Nord Kivu, et la frontière terrestre orientale avec le Rwanda, qui donne accès au réseau bitumé de l’Afrique de l’est, aboutissant au port de Dar Es Salam (océan indien). Ainsi, le rétablissement des axes de transport intérieurs et frontaliers contribueront au développement socio-économique et à la réduction de la pauvreté, en ce sens que ceci renforcera la cohésion nationale et la stabilité du pays¹¹⁸.

2. Analyse empirique de la relation entre montant investi (Mi), distances des voiries réalisées (DR) à Goma et le taux de croissance (TC) de la Province du Nord Kivu

2.1. Procédés de collecte des données

La collecte des données a été effectuée en fonction, notamment, de la moyenne mobile simple de la croissance économique 2001-2015 dont les valeurs (2001 à 2005) ont été tirées du DSRP de la Province du Nord Kivu¹¹⁹, des distances des voiries réalisées et en cours depuis 2012 jusqu’en 2015 reconnues par le contrat de l’OVD jusqu’en décembre 2016, du calcul simple d’investissement partant du principe d’un million de dollars américains par kilomètre réalisé; et ce, sur base de l’annonce du Gouvernorat de la Province du Nord-Kivu pour 38 Km de routes à asphalter pour 24 mois dès février 2014 par la CFC/SOBETRA SPRL pour un fonds de 28 millions des dollars donné par l’Union Européenne¹²⁰.

¹¹⁸ COFED, Op.cit., p.6

¹¹⁹ COMITE PROVINCIAL-SRP NORD-KIVU, *Document de stratégie de réduction de la pauvreté province du Nord-Kivu*, Goma, Décembre 2005.

¹²⁰ RDC ACTU (Actualité de la RDC), ‘‘Nord-Kivu: Réhabilitation de la voirie principale’’, in *Revue de presse congolaise et internationale*, 18 février 2014. Disponible sur www.onewovision.com (Consulté en ligne le 26 décembre 2016 à 4h30’)

La base des données telle que reprise en annexe a donc été désagrégée en 48 observations sur base du logiciel ECOTRIM 1.01 partant de Microsoft Excel 97 pour trois variables: taux de croissance(TC), montant investi(MI) et distance des voiries réalisées(DR). Le traitement réalisé à partir du logiciel E-views 6.0 a dégagé les résultats conséquents rangés selon les étapes du modèle VAR.

L'application du modèle VAR met en relation trois variables, taux de croissance(TC), montant investi(MI) et distance des voiries réalisées(DR) en kilomètres.

Soit:

TC_t = Taux de croissance Economique;

MI_t = Montant investi;

DR_t = Distance Réalisée;

Construisons le modèle suivant le décalage des trois variables rangées deux à deux:

$$\left\{ \begin{array}{l} TC_t = \alpha_0 + \sum_{i=1}^p \alpha_1 TC_{t-1} + \sum_{i=1}^p \alpha_2 MI_{t-1} + \sum_{i=1}^p \alpha_3 DR_t + \varepsilon_{1t} \\ (1) \\ MI_t = \alpha_0 + \sum_{i=1}^p \alpha_1 MI_{t-1} + \sum_{i=1}^p \alpha_2 TC_{t-1} + \alpha_3 DR_t + \varepsilon_{1t} \\ (2) \\ DR_t = \alpha_0 + \sum_{i=1}^p \alpha_1 DR_{t-1} + \sum_{i=1}^p \alpha_2 TC_{t-1} + \sum_{i=1}^p \alpha_3 MI_t + \varepsilon_{1t} \\ (3) \end{array} \right.$$

La première équation postule que le taux de croissance économique est fonction de ses valeurs décalées du taux de croissance économique du mois et de l'année passée et des valeurs courantes de montant investi et des distances réalisées.

La deuxième équation postule quant à elle que les montants investis sont fonction des valeurs décalées du montant investi, de ses propres valeurs décalées et enfin des valeurs courantes du taux de croissance et des distances réalisées en kilomètres.

La troisième équation postule que les distances réalisées sont fonction des valeurs décalées des montants investis du mois et de l'année antérieure et des valeurs courantes du taux de croissance et des montants investis.

Ainsi, le résultat de la manipulation mathématique des relations (1), (2), (3), s'écrit comme suit:

$$\left\{ \begin{array}{lll} TC_t = \alpha_0 + \alpha_1 \sum_{i=1}^p TC_{t-1} + \alpha_2 \sum_{i=1}^p MI_{t-1} + \varepsilon_{1t} & (4) \\ MI_t = \alpha_0 + \alpha_1 \sum_{i=1}^p MI_{t-1} + \alpha_2 \sum_{i=1}^p TC_{t-1} + \varepsilon_{1t} & (5) \\ DR_t = \beta_0 + \beta_1 \sum_{i=1}^p DR_{t-1} + \beta_2 \sum_{i=1}^p MI_{t-1} + \varepsilon_{1t} & (6) \end{array} \right.$$

Donc, ces six équations de deux à deux constituent la forme fonctionnelle de notre modèle VAR. Il sied de rappeler que le décalage optimal sera déterminé grâce aux critères d'Akaike et Schwartz qui sont la courbe symétrique et l'aplatissement partant du logiciel E-views.

2.2. Présentation et interprétation des résultats

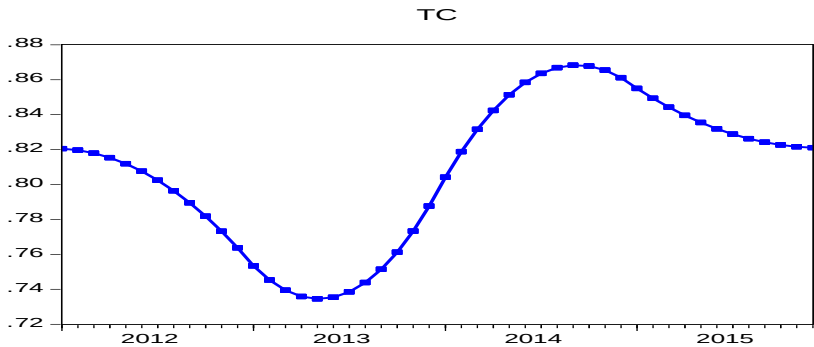
2.2. 1. Stationnarité des variables

Selon l'usage du modèle, toutes les variables doivent être stationnaires (soit à niveau, soit à la première différence ou soit à la deuxième différence)

2.2. 1. 1. Taux de croissance Economique (TC)

Soit les taux de croissance économique de 2006 à 2009 de la Province du Nord-Kivu tels que tirés du DSRP 2006 et leur prévision jusqu'en 2015 par la moyenne mobile simple, il a été dégagé la réalité de non stationnarité telle que représentée ci-dessous:

B. Graphique 1: Non stationnarité du taux de croissance Economique



Source: Calcul à partir du logiciel E-views 6.0

L'évolution du taux de croissance économique a une tendance à la baisse de 2012 à 2013; puis, une montée de 2013 jusqu'au début 2014; enfin une légère chute jusqu'en 2015.

C. Tableau n°1: Stationnarité du taux de croissance Economique

			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic			-11.23447	0.0000
Test critical values:	1% level		-4.170583	
	5% level		-3.510740	
	10% level		-3.185512	
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TC (-1)	-0.038261	0.003406	-11.23447	0.0000
D (TC (-1))	0.976530	0.017341	56.31207	0.0000
C	0.029307	0.002616	11.20460	0.0000
@TREND (2012M01)	6.56E-05	1.10E-05	5.973573	0.0000

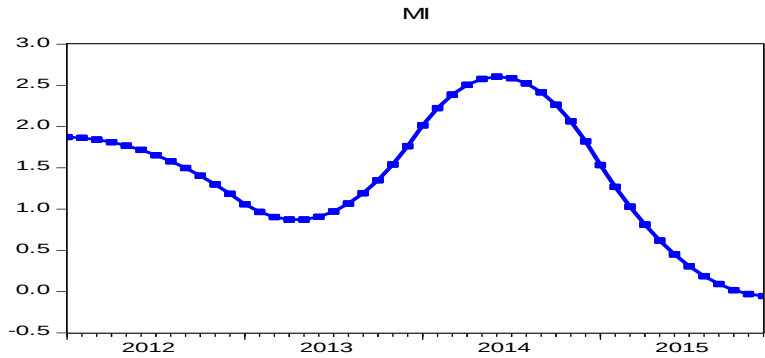
Source: Calcul à partir du logiciel E-views 6.0

Par le test de Dickey Fuller Augmenté, la variable taux de croissance est stationnaire à la première différence car la statistique en valeur absolue d'Augmented Dickey Fuller est supérieure à celle de Mackinnon au seuil de 5% ($11,23 > 3,51$); mais cette stationnarité est du type Tendance stochastique ou Trend Stationary (TS) car la probabilité associée à la tendance est significative. Et puis la variable taux de croissance a été filtrée aux différences pour être stationnaire.

2.2. 1. 2. Montant Investi (MI)

Soit le principe d’investissement d’un million de dollars américains par kilomètre d’asphalte réalisé tel que confirmé¹²¹, la manipulation du logiciel donne la réalité de non stationnarité telle que représentée ci-dessous:

D. Graphique 2: Non stationnarité Montant Investi(MI)



Source: Calcul à partir du logiciel E-views 6.0

La variable investissement a une tendance à la baisse de 2012 à 2013; une montée de 2013 à 2014; et une chute jusqu’en 2015.

E. Tableau n°2: Stationnarité Montant Investi(MI)

			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic				
Test critical values:			1% level	
			5% level	
			10% level	
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
MI (-1)	-0.038729	0.003696	-10.47879	0.0000
D (MI(-1))	1.027308	0.020235	50.76912	0.0000
C	0.065656	0.008394	7.821273	0.0000
@TREND (2012M01)	-0.000399	0.000201	-1.982442	0.0540

Source: Calcul à partir du logiciel E-views 6.0

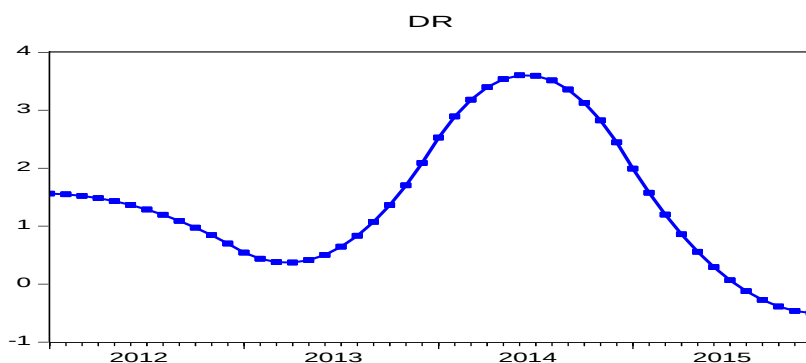
¹²¹ Cf. RDC ACTU (Actualité de la RDC), *Op.cit.*

En passant par le test de Dickey Fuller Augmenté, la variable montant investi est stationnaire à la première différence car la statistique en valeur absolue d'Augmented Dickey Fuller est supérieure à celle de Mackinnon au seuil de 5% ($10,47 > 3,51$) mais cette stationnarité est du type Tendance stochastique ou Trend Stationary (TS). La probabilité associée à la tendance est significative. Bien plus, la variable taux de croissance a été filtrée aux différences pour être stationnaire.

2.2. 1. 3. Distance réalisé en Km (DR)

Soit le contrat d'exécution des travaux OVD de 2012- 2015, la manipulation du logiciel donne la réalité de non stationnarité telle que représentée ci-dessous:

F. Graphique 3: Non stationnarité Distance Réalisée



Source: Calcul à partir du logiciel E-views 6.0

La variable distance réalisé a une tendance à la baisse de 2012 à 2013; une montée de 2013 à 2014; et une chute jusqu'en 2015.

G. Tableau n°3: Stationnarité Distance Réalisée(DR)

			t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic				
Test critical values:	1% level		-4.170583	
	5% level		-3.510740	
	10% level		-3.185512	
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DR (-1)	-0.036726	0.003591	-10.22810	0.0000
D (DR (-1))	1.029380	0.020224	50.89780	0.0000
C	0.047236	0.009891	4.775504	0.0000
@TREND (2012M01)	0.000290	0.000325	0.891586	0.3777

Source: Calcul à partir du logiciel E-views 6.0

En passant par le test de Dickey Fuller Augmenté, la variable distance réalisée est stationnaire à la première différence car la statistique en valeur absolue d'Augmented Dickey Fuller est supérieure à celle de Mackinnon au seuil de 5% ($10,22 > 3,51$). Cependant, cette stationnarité est du type différence stochastique ou Differency Stationary (DS) car la probabilité associée à la tendance n'est pas significative. Le procédé de généralisation de la tendance l'a alors rendu significative. En plus, la variable taux de croissance a été filtrée aux différences pour être stationnaire.

2.2. 2. Décalage optimale du modèle VAR

Tableau n°4: Critères de AKAIKE et SCHWARZ

Lag	LogL	LR	FPE	AIC	SC	HQ
0	336.2808	NA	2.57e-11	-15.87051	-15.74640	-15.82502
1	615.5958	505.4271	6.62e-17	-28.74266	-28.24618	-28.56068
2	685.8928	117.1617*	3.60e-18*	-31.66156*	-30.79273*	-31.34310*
3	687.5648	2.547699	5.20e-18	-31.31261	-30.07142	-30.85766
4	689.5073	2.682504	7.53e-18	-30.97654	-29.36299	-30.38511
5	691.7994	2.837849	1.10e-17	-30.65711	-28.67121	-29.92920

Source: Calcul à partir du logiciel E-views 6.0

Le recours aux critères AKAIKE et SCHWARZ permet de minimiser le nombre des paramètres au décalage optimal de 2.

2.2. 3. Tableau n° 5: Estimation du modèle VAR retenu

Vector Autoregression Estimates			
	DCT	DMI	DDR
DCT(-2)	0.835043 (0.13294) [6.28137]	-5.363865 (2.66751) [-2.01082]	-9.692874 (4.21760) [-2.29820]
DMI(-2)	-0.146779 (0.07573) [-1.93823]	0.367282 (1.51953) [0.24171]	-0.628862 (2.40254) [-0.26175]
DDR(-2)	0.093142 (0.04365) [2.13376]	0.467252 (0.87589) [0.53346]	1.542703 (1.38487) [1.11397]
C	-0.001988 (0.00132) [-1.50827]	-0.006510 (0.02645) [-0.24615]	-0.003620 (0.04181) [-0.08658]
R-squared	0.859155	0.841667	0.855806
Adj. R-squared	0.848849	0.830082	0.845255
Sum sq. resids	0.000319	0.128635	0.321574
S.E. equation	0.002791	0.056013	0.088562
F-statistic	83.36675	72.64956	81.11272
Log likelihood	202.8952	67.94006	47.32455
Akaike AIC	-8.839788	-2.841780	-1.925535
Schwarz SC	-8.679196	-2.681188	-1.764943
Mean dependent	7.04E-05	-0.042123	-0.044924
S.D. dependent	0.007180	0.135884	0.225133
Determinant resid covariance (dof adj.)	2.58E-15		
Determinant resid covariance	1.95E-15		
Log likelihood	570.5067		
Akaike information criterion	-24.82252		
Schwarz criterion	-24.34074		

Source: Calcul à partir du logiciel E-views 6.0

Les paramètres sont très significatifs du fait que le t-student des variables exogènes du taux de croissance et des distances réalisées sont supérieurs à 2 (Cfr valeurs tabulaires de T- Student). Aussi le

coefficient de détermination et son ajustement sont tous au-delà de 50 %, ce qui montre que le modèle est globalement bon.

H. Tableau n° 6: Equations conséquentes

Estimation Proc:

=====

LS 2 2 DCT DMI DDR @ C

VAR Model:

=====

$$DCT = C(1,1)*DCT(-2) + C(1,2)*DMI(-2) + C(1,3)*DDR(-2) + C(1,4)$$

$$DMI = C(2,1)*DCT(-2) + C(2,2)*DMI(-2) + C(2,3)*DDR(-2) + C(2,4)$$

$$DDR = C(3,1)*DCT(-2) + C(3,2)*DMI(-2) + C(3,3)*DDR(-2) + C(3,4)$$

VAR Model - Substituted Coefficients:

=====

$$DCT = 0.83504316601*DCT(-2) - 0.146779010595*DMI(-2) + 0.0931416611057*DDR(-2) - 0.00198782889235$$

$$DMI = - 5.36386543459*DCT(-2) + 0.367282317707*DMI(-2) + 0.467252403261*DDR(-2) - 0.00650961500195$$

$$DDR = - 9.69287393221*DCT(-2) - 0.628862338654*DMI(-2) + 1.54270318564*DDR(-2) - 0.0036201842387$$

Source: Calcul à partir du logiciel E-views 6.0

Les relations taux de croissance(TC), montants investis(MI) et distances réalisées(DR) sont justifiées par leur faisabilité réelle sur la vie socioéconomique. Alors l'hypothèse alternative soutenant la présence de la causalité au sens de granger est à confirmer.

2.2. 4. Causalité des variables TC- MI-DR

Au sens de Granger « une variable y cause la variable x si et seulement si la connaissance du passé de y améliore la prévision de x à tout horizon »¹²². Bien entendu, un des inconvénients des modèles économétriques est de déceler les corrélations superflues, qui sont simplement fausses ou sans significations; et par conséquent, une corrélation ne signifie pas nécessairement causalité (entre deux ou plusieurs séries économiques).

¹²² QUANTITATIVE MICRO SOFTWARE, LLC, *EViews 6 User's Guide II*, United States of America, 1994–2007, p.92

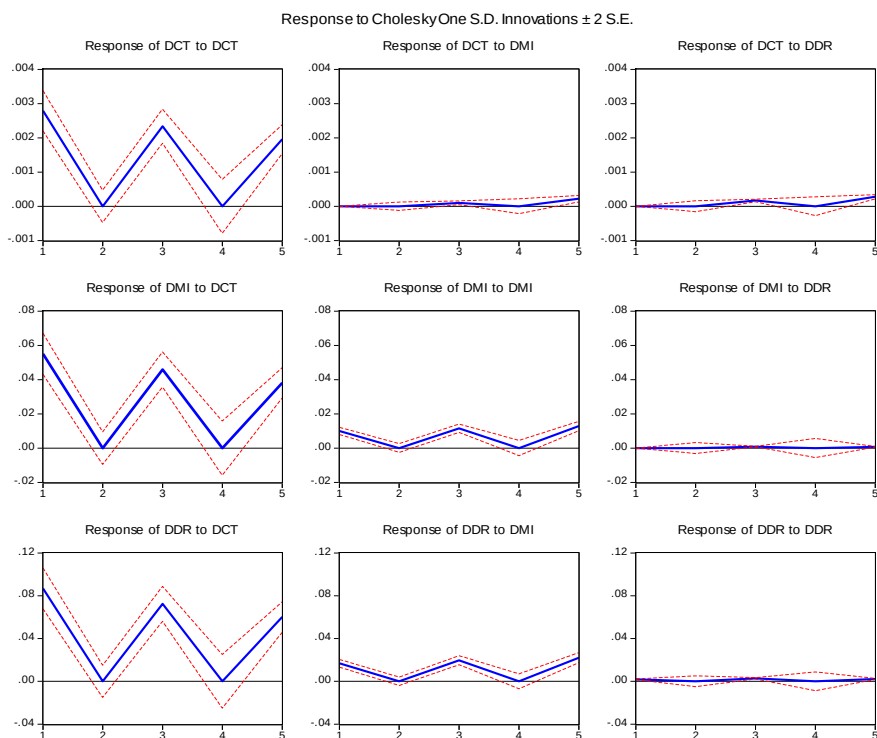
I. Tableau n° 7: Test de causalité d'Engel & Granger

VAR Granger Causality/Block Exogeneity Wald Tests			
Dependent variable: DCT			
Excluded	Chi-sq	df	Prob.
DMI	3.756724	1	0.0526
DDR	4.552950	1	0.0329
All	10.59605	2	0.0050
Dependent variable: DMI			
Excluded	Chi-sq	df	Prob.
DCT	4.043383	1	0.0443
DDR	0.284581	1	0.5937
All	8.023337	2	0.0181
Dependent variable: DDR			
Excluded	Chi-sq	df	Prob.
DCT	5.281703	1	0.0216
DMI	0.068513	1	0.7935
All	9.699442	2	0.0078

Source: Calcul à partir du logiciel E-views 6.0

Les relations entre les trois variables TC- MI-DR sont justifiées. La probabilité de la statistique de Fisher est inférieure à 5% (soit de 0.05 pour la relation du taux de croissance comme variable dépendante par rapport aux autres variables indépendantes; 0, 0181 pour la relation du montant investi comme variable dépendante par rapport aux autres variables indépendantes et 0,078 pour la relation de la distance réalisée comme variable dépendante par rapport aux autres variables indépendantes). Eu égard à cela, nous acceptons l'hypothèse alternative pour toutes les relations selon laquelle il y a causalité mutuelle entre les variables.

2.2. 5. Figure 1 : Analyse de la réponse impulsionnelle (ou réponses des variables aux chocs)



Source: Calcul à partir du logiciel E-views 6.0

L'analyse des chocs montre que lorsque les résidus du taux de croissance évoluent d'une manière linéaire avec une fluctuation, le montant investi et la distance réalisée évoluent également dans la même proportion. C'est-à-dire, lorsqu'on augmente le montant alloué aux travaux de la voirie à une hauteur de 10% comme scénarios, le taux de croissance aura le même pourcentage en termes d'impact à travers le temps; d'où l'augmentation des travaux au niveau de la voirie aura un impact considérable sur l'investissement et sur le taux de croissance vu la stabilité à travers l'évolution.

Mais au fur et à mesure qu'on observe cette évolution des variables, un déséquilibre se reprend mais dans le long terme. Cette tendance semble la même à la variation des résidus des différentes variables.

En outre, une impulsion de 10% de financement engendre les innovations du taux de croissance dès la première année jusqu'à la cinquième année et une constance s'observe dans le moyen et long terme.

2.3. Conclusion

Il existe une corrélation et une causalité intrinsèque entre le taux de croissance (TC), le fonds de financement investi (MI) et les distances des voiries réhabilitées (DR) en kilomètres. Tel est le résultat qui peut être confirmé par plusieurs autres tests statistiques (test de stabilité, test de résidus des erreurs, test de normalité des erreurs, test de coefficients du modèle, test d'hétéroscédasticité). Et donc, comme l'affirme le Programme d'Appui à l'Ordonnateur national du Fonds européen de développement- COFED, réhabiliter les voiries de la Ville de Goma, c'est l'équiper et renforcer ses capacités de compétitivité dans le concert de développement de la région¹²³. Cela oblige au Gouvernement de la Province du Nord-Kivu, pour plus de résultats, de miser sur l'extension d'un partenariat robuste aussi bien pour la mobilisation de fonds de financement que pour l'exécution des travaux.

Bibliographie

Dictionnaires

1. DANIELLE ECHAUDEMAISON C.-D.-et ali (Sous dir.), *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Paris, Editions Nathan, 1993
2. JOSETTE REY-DEBOVE & ALAIN REY (Sous dir.), *Le Nouveau Petit Robert. Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française. Texte remanié et amplifié*, Montréal, Dicorobert Inc., 1993

Ouvrages

3. BOSONGA BOFEKI, *Econométrie : Manuel des cours*, fase, UPC, Kinshasa, 2010, 169 p.

¹²³ COFED., *Op. cit.*

4. KINTAMBU M.E.G., *Principes d'économétrie*, 3^{ème} Edition, Mbanza-Ngungu Presses de l'Université Kongo, 2004
5. QUANTITATIVE MICRO SOFTWARE, LLC, *EViews 6 User's Guide II*, United States of America, 1994–2007
6. RIADH BEN JELILI, Dépenses publiques et croissances : une étude économétrique sur séries temporelles pour la Tunisie, Tunis, 2000.
7. THOMAS JOBERT, Dépenses publiques d'éducation, dépenses militaires et croissance en Turquie : une analyse empirique sur séries longues, 2008.
8. TSASA VANGU, Analyse de la relation guerre et croissance économique en RDC, UPC, Kinshasa.

Rapports

9. COMITE PROVINCIAL-SRP NORD-KIVU, Document de stratégie de réduction de la pauvreté province du Nord-Kivu, Goma, Décembre 2005.
10. MAIRIE DE GOMA, Rapport annuel 2015.
11. MINISTERE DU PLAN/RDC, Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté - DSCR 2, octobre 2011
12. OFFICE DES VOIRIES ET DRAINAGE (OVD), Contrat d'exécution des travaux OVD de 2012- 2015
13. PROVINCE DU NORD-KIVU, Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté - DSCR 2, 2006
14. PROVINCE DU NORD-KIVU, Rapport annuel d'activités 2012
15. PROVINCE DU NORD KIVU & PNUD, Profil économique de la Province du Nord-Kivu: 10 ans en perspective : 2000 à 2009

Webographie

16. CENTRE NATIONAL DE RESSOURCES TEXTUELLES ET LEXICALES (CNRTL), Outils et Ressources pour un traitement optimisé de la langue, 2012. Disponible sur <http://www.cnrtl.fr/definition/voirie> (consulté en ligne le 03 janvier 2017 à 5h30')
17. COLLETAZ G., LES PROCESSUS VAR: Notes du cours de séries temporelles multi variées, février 2016. Disponible sur www.univ-orleans.fr (consulté en ligne le 03 janvier 2017 à 11h30')
18. PALUKU M., Petite histoire de la voirie (route) « politique et politisée » de Goma. Disponible sur www.lepotentielonline.com. (Consulté en ligne le 24 déc. 2016 à 23h30')

19.ORDONNATEUR NATIONAL DU FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT(OFED), Projet de réhabilitation des voiries à Goma. Disponible sur ww.cofed.cd. (Consulté en ligne le 24 déc. 2016 à 16h30')

20.RDC ACTU (Actualité de la RDC), ‘‘Nord-Kivu: Réhabilitation de la voirie principale’’, in Revue de presse congolaise et internationale, 18 février 2014. Disponible sur www.oneyvision.com (Consulté en ligne le 26 décembre 2016 à 4h30')

**Annexe: Base de données taux croissance économique (TC)
en Province du Nord- Kivu, montant investi (Mi) pour les
voiries à Goma et distances réalisées (DR), de janvier 2012 à
décembre 2015**

Période	TC	MI	DR
2012M01	0.820495	1.873791	1.561150
2012M02	0.819635	1.863352	1.548109
2012M03	0.817916	1.842475	1.522026
2012M04	0.815336	1.811158	1.482903
2012M05	0.811896	1.769403	1.430737
2012M06	0.807596	1.717209	1.365531
2012M07	0.802437	1.654577	1.287284
2012M08	0.796417	1.581505	1.195995
2012M09	0.789537	1.497995	1.091665
2012M10	0.781798	1.404046	0.974293
2012M11	0.773198	1.299658	0.843881
2012M12	0.763739	1.184831	0.700427
2013M01	0.753420	1.059566	0.543932
2013M02	0.745338	0.965841	0.436952
2013M03	0.739495	0.903658	0.379488
2013M04	0.735889	0.873016	0.371541
2013M05	0.734521	0.873914	0.413108
2013M06	0.735391	0.906354	0.504192
2013M07	0.738500	0.970334	0.644791
2013M08	0.743846	1.065856	0.834906
2013M09	0.751430	1.192919	1.074537
2013M10	0.761251	1.351522	1.363683
2013M11	0.773311	1.541667	1.702346
2013M12	0.787609	1.763353	2.090524
2014M01	0.804144	2.016579	2.528217

2014M02	0.818788	2.224659	2.891693
2014M03	0.831540	2.387593	3.180950
2014M04	0.842400	2.505380	3.395990
2014M05	0.851368	2.578021	3.536811
2014M06	0.858444	2.605514	3.603414
2014M07	0.863628	2.587862	3.595798
2014M08	0.866920	2.525063	3.513965
2014M09	0.868321	2.417117	3.357913
2014M10	0.867830	2.264025	3.127644
2014M11	0.865446	2.065786	2.823156
2014M12	0.861171	1.822401	2.444450
2015M01	0.855004	1.533869	1.991525
2015M02	0.849351	1.269381	1.576345
2015M03	0.844211	1.028938	1.198908
2015M04	0.839586	0.812539	0.859215
2015M05	0.835475	0.620185	0.557265
2015M06	0.831877	0.451874	0.293060
2015M07	0.828794	0.307608	0.066597
2015M08	0.826224	0.187387	-0.122121
2015M09	0.824168	0.091210	-0.273096
2015M10	0.822627	0.019077	-0.386327
2015M11	0.821599	-0.029012	-0.461814
2015M12	0.821085	-0.053056	-0.499558

Source: PROVINCE DU NORD-KIVU, DSRP 2006; PROVINCE DU NORD KIVU & PNUD, Profil économique de la Province du Nord-Kivu: 10 ans en perspective : 2000 à 2009 réalisé avec l'appui du programme des nations unies pour le développement, p.146 et Office des Voiries et Drainage (OVD), Contrat d'exécution des travaux OVD de 2012- 2015(Données désagrégées par ECOTRIM 1.01 partant de Microsoft Excel 97 et présentées en E-views 6.0)

Les grossesses non désirées dans les quartiers populaires de la ville de Goma

Par BULAMBO MILENGE Jean Pierre,
DEA en Gestion des projets de santé, et
Assistant à l'UCS-Goma

Résumé

L'objectif de la présente étude est d'identifier les causes et les conséquences des grossesses précoces sur la santé de la mère et de l'enfant. Tout est parti d'un questionnaire d'enquête administré à 306 femmes du Quartier Kahembe en âge de procréer. Trois types des facteurs sont à l'origine des grossesses précoces : les facteurs socio culturels, les facteurs économiques et le déficit de vulgarisation des politiques de santé en RDC. 77,5% d'enquêtées ont relevé parmi les causes le manque de moyens financiers pour l'accès aux structures de santé, la présence du personnel non qualifié dans les services de consultation prénatale, la consultation préscolaire qui ne permet pas aux femmes d'obtenir des informations suffisantes en matière des dangers liés aux grossesses précoces. 62,7 % d'enquêtées ont confirmé parmi les conséquences des grossesses précoces, le recours à l'IVG avec ses effets pervers ; 24,4% ont souligné l'accouchement dystocique. Les études indépendantes ont surtout relevé les effets néfastes sur la santé de la mère et du nourrisson. Une sensibilisation de grande envergure et l'implication du Gouvernement à tous les niveaux et des organisations sociales serait indicative pour les interventions de prévention des grossesses précoces.

0. Introduction

La santé est un des indicateurs majeurs du Développement d'un Pays. Les décideurs, les scientifiques et les organisations luttent pour promouvoir la garantie de la santé de la population en général, et particulièrement la santé des femmes en âge précoce.

Aujourd'hui, la santé reproductive est au centre des préoccupations des organisations tant nationales qu'internationales en vue de répondre aux besoins des communautés face à l'augmentation exponentielle des grossesses précoces chez les adolescentes.

C'est dans ce sens que le l'ONU-SIDA en 2017 estime qu'à la fin de chaque année dans le monde, 15 millions des femmes âgées de 15 à

19ans sont en période de gestation, soit 10% des grossesses précoces¹²⁴.

Ces chiffres relèvent le phénomène malheureux de la maternité précoce. En France, par exemple, en 2013, il y a l'enregistrement de 15 interruptions volontaires de la grossesse chez 1000 femmes âgées de 15 à 49ans. Dans des pays en voie de développement où ces interruptions se font de manière clandestine sans aucune assistance médicale qualifiée, il existe de nombreux cas de morts maternelles. D'où l'intérêt croissant aujourd'hui dans le monde pour la lutte contre la mort maternelle.

Pour AUBIN C et JAURDIN, ce phénomène de grossesse précoce se vit majoritairement dans les pays en voie de développement où 12,8millions environ d'adolescentes accouchent chaque années, soit 90% dans le monde dont le taux le plus élève se trouve en Afrique¹²⁵.

Pour l'Organisation Mondiale de la santé(OMS), chaque année , il est dénombré 80 millions des grossesses précoces non désirées, ce qui occasionne 45 millions d'interruption volontaire des grossesses qui ont pour conséquences 70.000 décès dont 97% sont enregistrés dans les pays en développement, Aussi , près de 16 millions des femmes accouchent- elles chaque année dans le monde dont 95% des accouchements surviennent en circonstance non désirées.¹²⁶

Il faut le reconnaître, dans le sens de MAHMOUD, la maternité demeure un risque jusqu'à nos jours car près de 600.000 femmes meurent par an au monde suite à une grossesse. La mort maternelle est la conséquence finale de tous les problèmes de la santé maternelle et les plus fréquentes sont les grossesses précoces. Cette situation reste préoccupante car une grossesse précoce a des conséquences dévastatrices aussi bien sur la jeune femme que sur l'enfant. Au monde; 7500000 grossesses sur un total de 17500.000 sont avortées chaque année sur-

¹²⁴OMS,UNFPA, Rapport sur les grossesses précoces, 2017

¹²⁵¹²⁵AUBIN C et JAURDIN, *Evolution des politiques de prévention des grossesses non désirées et des prises en charge des interruptions volontaires de la grossesse*, Paris, IGAS,2009

¹²⁶GALITIER et BOISSIERE, *Larousse médical illustré*, Paris, 2006, p.10

tout dans les pays en développement par manque de moyens financiers pour leur prise en charge.¹²⁷

Il y a un fait qu'en Afrique, selon l'UNESCO, la question du contrôle par rapport au changement de comportement au sujet des grossesses précoces demeure préoccupante au sein des organisations intervenant dans le secteur de la santé reproductive. En 1994, la conférence tenue en la matière, au Caire, avait reconnu les besoins urgents pour résoudre le problème lié à la santé reproductive dont les grossesses précoces en tenant compte des cultures des populations. Les approches d'intervention pour protéger la santé des adolescentes portèrent sur la sensibilisation culturelle.¹²⁸

En République Démocratique du Congo, les grossesses précoces figurent parmi les problèmes prioritaires du ministère de la santé publique à travers le programme national de santé de la reproduction (PNSR) et maternelle.

Au Nord-Kivu, par exemple, la tendance générale en 2014 fait état de 107 femmes sur 1965 qui ont trouvé la mort suite à une grossesse précoce par manque de moyens financiers pour accéder au service de santé de qualité¹²⁹ Et donc, dans les quartiers populaires de la Ville de Goma, il n'est pas surprenant de rencontrer sur les poubelles publiques les nouveaux nés abandonnés à leur triste sort par leurs mères. A la limite avec la Ville de Gisenyi au Rwanda, dans le quartier Kahembe en particulier, il est démontré que, le taux d'analphabétisme atteint 50% chez les jeunes qui se lancent plus dans le petit commerce fontainier mais aussi la promiscuité qui expose la plupart des jeunes filles au phénomène des grosses précoces.¹³⁰

La présente étude porte l'analyse des causes et conséquences des grossesses précoces. Elle démontre que, la réduction de grossesses précoces par la sensibilisation et la vulgarisation sur les politiques de

¹²⁷ MAHMOUD, *Le Droit de la femme à une maternité sans risqué*, Paris, Flammarion, 2009, p.19

¹²⁸ UNESCO, *Forum mondial sur la culture et l'éducation Sexuelle*, Caire, 2000, p.8

¹²⁹ INSPECTION PROVINCIALE DU NORD-KIVU, Rapport du programme national de la santé de la Reproduction, Goma, IPS, 2014, P.6

¹³⁰ QUARTIER KAHEMBE, Rapport du quartier du 1er trimestre, 2015

santé en République Démocratique du Congo améliorerait le bien-être non seulement de la femme et/ou de la jeune fille, mais aussi de la société toute entière.

I. Le terme de grossesse précoce

En termes clairs, LAROUSSE MEDICAL ILLUSTRÉ définit la grossesse en soi c'est l'état d'une femme depuis la fécondation jusqu'à l'accouchement, consécutif de rapports sexuels dans une période favorable ou de l'ovulation de la femme¹³¹.

D'après le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et Groupe pour l'Etude et l'Enseignement de la Population (GEEP), la grossesse précoce «est celle intervenue avant la majorité, durant l'adolescence. Toute grossesse qui intervient avant l'âge de 18 ans est considérée comme précoce. Elle survient à un moment où le corps de la jeune fille n'est pas assez mature pour supporter une grossesse. Il s'agit alors d'une grossesse qui présente des risques pour la santé de la fille et de l'enfant»¹³². Chez BURNIER EDMOND les signes perceptibles chez la femme sont multiples. Les plus déterminants sont notamment l'aménorrhée, le picotement des seins et le brunissement de l'aréole de ceux-ci avec mamelles avec apparition des 12 à 15 petites bosselures, la coloration brune de la ligne blanche médiane du ventre, la salivation abondante et les envies fréquentes.¹³³

Par rapport aux effets, dans l'optique de FERZANEY ROUDI, le fort taux de grossesses précoces est une grave question de santé publique qui affecte négativement les efforts des gouvernements pour améliorer la santé des femmes et des enfants. Lorsque la grossesse est précoce, elle affecte la santé de la mère et celle de l'enfant. Les grossesses précoces présentent un risque plus élevé de mortalité et de morbidité maternelles car elles sont associées à des avortements peu sûrs, un taux plus élevé des maladies infantiles dû au début tardif et la sous-

¹³¹ GALITIER et BOISSIERE (Sous dir), *Larousse médical illustré*, Paris, 2006

¹³² UNFPA & GEEP. Sénégal : Etude sur les grossesses précoces en milieu scolaire : Rapport, juin 2015, p.26. Disponible sur www.countryoffice.unfpa.org (consulté en ligne le 26 avril 2017 à 9h30)

¹³³ BURNIER EDMOND, *Maternité et sante*, Paris, Saint rois, 1990, p.7

utilisation des soins prénatals, des conduites de santé peu sûres durant la grossesse, des complications durant l'accouchement, un faible poids à la naissance et des problèmes de développement de l'enfant sont des défis à relever.¹³⁴

Parallèlement, LOUIS PIERARD reconnaît que, les adolescentes en situation de difficulté sociale ou de précarité sont confrontées à des grandes difficultés pour s'approprier leur vie sexuelle et en maîtriser des profils très variés. Des femmes porteuses de grossesses non désirées sont les femmes sans domicile, victimes des violences sexuelles, issues de l'immigration des guerres, en situation de dépendance conjugale et adolescentes, leur situation appelle à coup sûr les interventions adaptées au contexte¹³⁵.

II. Population d'étude

D'après le recensement du deuxième trimestre 2015, la population totale du quartier Kahembe est de 14545 habitants soit 0,96% de la population totale de la Ville de Goma estimée à 1500000 habitants la même année¹³⁶.

L'âge concerné par l'étude varie entre 15 à 49 ans, soit 21% des femmes et jeunes filles de la population mère, soit 3054, 45 ou 14545 (0, 21).

Partant de la table de LYNCH révisée¹³⁷, 306 enquêtées furent:

$$n = \frac{Nz^2 \times p(1-p)}{Nd^2 + Z^2(1-p)} \text{ ou } n = \frac{Nz^2 \times p(1-p)}{Nd^2 + Z^2(1-p)} \text{ ou } \frac{3054 \times 1.96^2 \times 0.50 \times 0.50}{3024 \times 0.05^2 + 1.96^2 \times 0.50 \times 0.50} = 341$$

$$n_{\text{révisé}} = \frac{n}{1 + \left(\frac{n}{N}\right)} = \frac{341}{1.111} = 306$$

Le nombre de 102 enquêtées par trois cellules du Quartier Kahembe furent systématiquement respecté. Un questionnaire traduit du français

¹³⁴ FERZANEY ROUDI, *Plan arabe pour la santé familiale*, Caire Macon, 2016, p.4

¹³⁵ LOUIS PIERARD, L'organisation officielle de l'éducation Populaire en Belgique, Liège, 1997, p.12

¹³⁶ MAIRIE DE GOMA, Rapport annuel, 2015

¹³⁷ BAUTISTA.V.A. *Research in public management*, Philippine, quezon city, 2000, p.13

en langue du milieu (le swahili) et portant les causes et conséquences des grossesses précoces a été administré aux occasions des séances de consultations prénatales (CPN) au sein des deux centres de santé du Quartier Kahembe, notamment, au Centre de santé Kahembe et au Centre de santé Kasika, entre le mois de janvier et le mois de mars 2016.

III. Résultats

III. 1. Identité sociodémographique des enquêtées

III.1.1. Tableau n 1 : Ages des enquêtées

Ages des enquêtées	Effectif	Pourcentage
INFERIEUR A 20ANS	68	22,2
DE 21 A 30ANS	141	46,1
DE 31 A 40 ANS	71	23,2
SUPERIUR A 40 ANS	26	8,5
TOTAL	306	100

Source: Enquête sur le terrain ; entre janvier et mars 2016.

Il ressort de ce tableau que les enquêtées ayant répondu en grande partie se trouvent dans la tranche d'âge de 21 à 30 ans, 46,1 %.

III.1.2. Tableau n°2 : Etat civil des enquêtées

ETA CIVILE	EFFECTIF	POURCENTAGE
MARIEES	291	95,1
CELIBATAIRES	12	3,9
DIVORCEES	3	1
TOTAL	306	100

Source : Enquête sur le terrain, entre janvier et mars 2016

S'agissant de l'Etat civil 95,1% des enquêtées sont mariées.

III.1.3. Tableau n°3. Niveau d’instruction des enquêtées

NIVEAU SCOLAIRE	EFFECTIF	POUTCENTAGE
SANS NIVEAU	153	50
PRIMAIRE	65	21,2
SECONDAIRE	45	14,7
PROFESSIONNEL	40	13,1
TOTAL	306	100

Source : Enquête sur le terrain, entre janvier et mars 2016
50% d’enquêtées sont sans niveau d’études.

III. 2. Perception des enquêtées sur les causes et conséquences des grossesses précoces.

III. 2. 1. Tableau n°4 : Réalité grossesses précoces dans le quartier Kahembe

Occurrences	Effectif	Pourcentage
OUI	98	32,1
NON	208	67,9
TOTAL	306	100

Source : Enquête sur le terrain, entre janvier et mars 2016.

67,9% d’enquêtées ont confirmé la réalité des grossesses précoces dans le Quartier Kahembe tandis que 32,1% attestent le contraire.

III. 2. 2. Tableau n°5 : Echange sur les causes des grossesses précoces

Occurrences	Effectif	Pourcentage
Le manque d’instruction et d’informations en matière de la santé de reproduction	237	77,5
Manque de moyens pour l’accès aux structures de formation	40	13,1
Faible vulgarisation et sensibilisation des politiques de santé	29	9,5
TOTAL	306	100

Source : Enquête sur le terrain, entre janvier et mars 2016

Au regard de ce tableau, les causes des causes des grossesses précoces sont de trois ordre : 77,5% enquêtées notent le manque d’instruction et d’informations en matière de la santé de reproduction ; 13,1% insinuent le manque de moyens pour l’accès aux structures de formation ; et 9,5% incriminent la faible vulgarisation et sensibilisation des politiques de santé.

III. 2. 3. Tableau n°6 : Echange sur les conséquences des grossesses précoces

Occurrences	Effectif	Pourcentage
Recours à l’interruption volontaire de grossesses(IVG)	192	62,7
Accouchement dystocique	75	24,4
Rejet ou marginalisation sociale	24	7,8
Mariage précoce ou concubinage	15	4,9
TOTAL	306	100

Source : Enquête sur le terrain, entre janvier et mars 2016

Il ressort de ce tableau que, 62,7 % d’enquêtées confirment parmi les conséquences des grossesses précoces, le recours à l’IVG ; 24,4% d’enquêtées soulignent l’accouchement ; dystocique ; 7,8% pensent au rejet social ; et 4,9 % citent le mariage précoce ou le concubinage.

III. 2. 4. Tableau n°7 : Perspectives issues de la base

Occurrences	Effectif	Pourcentage
Accès à education pour tous	234	76,4
Vulgarisation des politiques de santé à grande échelle	57	18,6
Accès à l’emploi pour la catégorie sociale à l’âge de travailler	8	2,6
Sensibilisation de grande envergure sur les méthodes de la santé de reproduction	7	2,3
TOTAL	306	100

Source : Enquête sur le terrain, entre janvier et mars 2016

Il ressort de ce que, 76,4% d’enquêtées ont proposé parmi les perspectives, l’accès à l’éducation pour tous; 18,6% penchant du côté de la vulgarisation des politiques de santé à grande échelle; 2,6% proposent

l'accès à l'emploi pour la catégorie sociale à l'âge de travailler; et 2,3% suggèrent la sensibilisation de grande envergure sur les méthodes de la santé de reproduction.

IV. Discussion des résultats

La tranche d'âge de la plupart des enquêtées a été de 21 à 30 ans, soit 46,1 % en âge de procréation. Les mariées parmi les enquêtées représentaient 95%, et 50% étaient sans niveau d'études.

En effet, au regard des résultats, les grossesses précoces sont une réalité dans le Quartier Kahembe. 67,9% d'enquêtées l'ont confirmé (tableau n°4) dans le même sillage que l'UNFPA pour qui, Près de 16 millions d'adolescentes âgées de 15 à 19 ans accouchent chaque année dans le monde, dont 95% de ces naissances surviennent dans des pays en développement¹³⁸. Les causes des grossesses sont notamment, le manque d'instruction et d'informations en matière de la santé de reproduction reconnu par 77,5% d'enquêtées ; le manque de moyens pour l'accès aux structures de formation attesté par 13,1% d'enquêtées et la faible vulgarisation et sensibilisation des politiques de santé selon 9,5% d'enquêtées (tableau n°5). Pour l'UNFPA, de nombreux facteurs contribuent à ces grossesses non désirées. Les adolescentes peuvent subir des pressions pour qu'elles se marient et enfantent jeunes, ou ont de faibles perspectives d'éducation et d'emploi. Certaines ne savent pas comment éviter une grossesse, tandis que d'autres ne sont pas en mesure d'obtenir des moyens de contraception. Les adolescentes ne sont parfois pas capables de refuser des rapports sexuels non désirés ou de résister à des rapports sexuels forcés. Il est plus difficile pour des adolescentes qui tombent enceintes d'avoir accès à des avortements légaux et sûrs que pour des adultes. Elles ont également un accès moindre à des soins qualifiés pendant la grossesse,

¹³⁸ UNFPA. Prévenir les grossesses précoces et leurs conséquences en matière de santé reproductive chez les adolescentes dans les pays en développement : les faits. Disponible sur www.apps.who.int/iris/bitstream/10665/75466/1/WHO_FWC_MCA_12.02. (Consulté en ligne le 26 avril 2017, 17h05')

l'accouchement et la période postnatale¹³⁹. Pour L'ONG PLAN INTERNATIONAL, c'est vrai que, chaque jour, 194 filles meurent des suites d'une grossesse précoce. Pourtant, 90 % des causes liées à ces décès pourraient être évités. **Dans les pays en développement, 1 fille sur 3 est enceinte avant ses 18 ans et met sa vie ainsi que celle de son enfant en péril.** Ce phénomène s'explique par : **le manque d'information et d'éducation sexuelle ; les mariages forcés et précoces, les violences et abus sexuels , les tabous liés à la culture** - Dans certains pays en développement, parler de sexe est tabou. Les filles qui tombent enceinte suite à un rapport sexuel ou à un abus sexuel ont honte d'en parler et ne font donc rien pour les stopper, etc.¹⁴⁰.

Par ailleurs, sur le registre des conséquences, 62,7 % d'enquêtées ont confirmé parmi les conséquences des grossesses précoces, le recours à l'IVG avec ses effets pervers ; 24,4% d'enquêtées ont souligné l'accouchement dystocique ; 7,8% ont pensé à la marginalisation sociale ; et 4,9 % ont carrément cité le mariage précoce ou le concubinage dans le Quartier Kahembe. Pour l'ONG PLAN INTERNATIONAL, Une grossesse précoce a des conséquences dévastatrices non seulement pour la mère, mais aussi pour l'enfant et le développement de leur communauté et d'un pays tout entier : (a) **Risques pour la santé** - Ces grossesses précoces sont très dangereuses aussi bien pour la mère que pour l'enfant : chaque jour, 194 filles meurent des suites d'une grossesse précoce. Pourtant, 90 % des causes liées à ces décès pourraient être évités. Les grossesses précoces sont la première cause de mortalité chez les 15 à 19 ans, et la première cause de mortalité infantile. Ces décès sont généralement causés par le manque de centres de santé pour suivre ces grossesses à risque, ou d'argent pour y accéder. (b) **Déscolarisation** - D'après une étude que nous avons menée, 58 % des filles ne retournent jamais ou rarement à l'école après avoir eu un enfant. Ce chiffre augmente lorsque les filles sont aussi mariées. (c) **Marginalisation** - Dans beaucoup de sociétés, l'honneur de la famille repose sur la virginité des filles. Celles qui sont enceinte hors mariage sont donc victimes de discriminations et de

¹³⁹ Idem

¹⁴⁰ PLAN INTERNATIONAL AVEC ET POUR LES ENFANTS. Causes et conséquences des grossesses précoces. Disponible sur <https://www.plan-international.fr/>. (Consulté en ligne le 26 avril 2017 à 17h43')

marginalisation. Elles peuvent être rejetées par leur famille et deviennent ainsi vulnérables aux violences et abus, à l'esclavage domestique et à l'exploitation sexuelle. (d) **Perpétuation du statut inférieur des femmes et de la pauvreté** -Les mariages et les grossesses précoces maintiennent les filles dans leur statut inférieur à l'homme et ne leur permettent pas de sortir de la pauvreté. Il s'agit d'une situation injuste et d'un énorme potentiel perdu pour le développement des communautés et des pays¹⁴¹.

Finalement, les perspectives indiquées par la base sont notamment, l'accès à l'éducation pour tous selon 76,4% d'enquêtées, la vulgarisation des politiques de santé à grande échelle (18,6%); l'accès à l'emploi pour la catégorie sociale à l'âge de travailler (2,6%) ; la sensibilisation de grande envergure sur les méthodes de la santé de reproduction (2,3%). Pour l'UNFPA, **les interventions doivent avoir pour but d'une part de Prévenir les grossesses précoces (réduire le nombre de mariages avant l'âge de 18 ans, susciter la compréhension et l'appui à la réduction du nombre de grossesses avant l'âge de 20 ans, augmenter l'utilisation de la contraception chez les adolescentes qui risquent de tomber enceintes sans le vouloir, réduire le nombre de rapports sexuels forcés chez les adolescentes); et d'autre part, de prévenir les conséquences négatives en matière de santé reproductive (réduire le nombre d'avortements à risque chez les adolescentes, accroître l'utilisation de soins qualifiés durant la grossesse, l'accouchement et la période postnatale)**¹⁴²

CONCLUSION

La mère, l'enfant et la société paient encore en Afrique un lourd tribut suite aux grossesses précoces, notamment dans les pays en développement où les moyens économiques, socioculturels font encore défaut.

La présente étude a porté sur l'analyse des causes et conséquences des grossesses précoces. Elle démontre que, la réduction de grossesses précoces par la sensibilisation et la vulgarisation sur les politiques de

¹⁴¹ idem

¹⁴² UNFPA, *Op. cit.*

santé améliorerait le bien-être non seulement de la femme et/ou de la jeune fille, mais aussi de la société toute entière.

Pour tout considérer, l'angle de la **doctrine sociale de l'Eglise** axé sur la dignité de l'homme est indicatif pour toutes les interventions de prévention des grossesses précoces.

Bibliographie

1. BAUMAN & DIDIER CANNET, *Santé communautaire et action humanitaires*, Paris, Nancy, 2008
2. BURNIER E., *Maternité et santé*, Paris, Saint Rois, 1990
3. FARZANEH ROUD, *Pan Arabe pour la sante Familial*, Caire, Maon, 2016
4. GAHIMA.H. *Projet de redynamisation des activités*, Bukavu, Bandari, 1998
5. GOZIAN.G, *Abus sexuels des Patients par leurs thérapeutes*, Paris Masson, 2012
6. 8. GUILLARD, *A femme et mère*, paris, Dameriez ,2009
7. HORN.B. *Cultural beliefs and teenage pregnancy* Washington, health ed. 2001
8. JEAN COPANS, *Les pratiques de santé dans un monde globalise*, Paris, Karthala, 2003
9. LOUIS PIERARD, *L'organisation officielle de l'éducation Populaire en Belgique*, Liège, 1974
10. LOPEZ HENRY, *Le vampirisme au quotidien*, Paris, Esprit du Temps, 2003
11. MARTHY.P. *Mouvement Individuelle vie et Mort*, Paris, Payot, 1987
12. MUHAMED, F, *les droits des femmes a une maternité sans risque*, Paris, tsd 1998
13. MURIEL.S. *Victimologie*, Paris, Loreine bourg ,2010
14. PICAT, J, *Violence et Abus sexuelles dans les familles*, Paris, Flammarion, 2005
15. WILLIAM.H. FOEGE, *Planification familiale, méthode et pratique*, Paris, mds 1994
16. VAW.P, *Guide de la Prestation des services d'accompagnement des personnes en détresse sur la violence sexuelle*, Goma, action Aid Goma, 2004
17. BAIN-KI-MOON, *Campagne de lutte contre la violence sexuelle à l'égard des femmes*, New York, Nations Unis,2008

Articles et rapports

18. BAUTISTA, *Research in public management, Philippine*, Quezon city, 2000
19. Les femmes du Brésil s'entraident pour garde de la famille, Janeiro, horizon, 2008
20. OMS, Bulletin de l'organisation internationale sur la sante publique, Genève, 1999.p.113
21. UNESCO, Forum mondial sur l'éducation des grossesses indésirables, Genève, 2000
22. Rapport de la banque mondiale sur la sante de la reproduction, Genève,1998
23. UNICEF RDC, Enquête nationale sur la situation des enfants et des femmes dans le monde, Kin, juillet 2002
24. JAIME TORRES BODET, Les adultes et l'avenir de notre culture, UNESCO,1980.
25. MSF, Enquête sur la santé Reproductive au Burundi, Bujumbura,2006

Webographie

26. UNFPA. Prévenir les grossesses précoces et leurs conséquences en matière de santé reproductive chez les adolescentes dans les pays en développement : les faits. Disponible sur www.apps.who.int/iris/bitstream/10665/75466/1/WHO_FWC_MCA_12.02. (Consulté en ligne le 26 avril 2017, 17h05')
27. PLAN INTERNATIONAL AVEC ET POUR LES ENFANTS. Causes et conséquences des grossesses précoces. Disponible sur <https://www.plan-international.fr/>. (Consulté en ligne le 26 avril 2017 à 17h43')
28. UNFPA & GEEP. Sénégal : Etude sur les grossesses précoces en milieu scolaire : Rapport, juin 2015, p.26. Disponible sur www.countryoffice.unfpa.org (consulté en ligne le 26 avril 2017 à 9h3)

Les plantes médicinales, une nécessité sanitaire au Quartier Ndosho, à Goma

Bellarmin WABENGA BASILWANGO,
Assistant à l'UCS-Goma

Résumé

L'objectif de ce travail était de présenter l'état des lieux du problème de santé posé par la population urbaine de Goma ; et montrer en quoi la biodiversité locale contient des ressources fondamentales pour des solutions adéquates et quasi durables. Ainsi, protéger et promouvoir la phytothérapie et la médecine traditionnelle. Les données relatives à ce travail ont été récoltées durant la période allant de décembre 2015 en mars 2016 dans 7 cellules du quartier Ndosho. A été utilisé, un échantillon de 374 chefs de ménages. Les résultats ont confirmé la potentialité des plantes médicinales, des modes de préparation de leur principe actif et surtout la nécessité sanitaire de la phytothérapie. Le non accompagnement de la population en matière de la phytothérapie par les Autorités politico sanitaires a été retrouvé dans 76,3% des cas. Les résultats ont obtenu des succès thérapeutiques avec la phytothérapie, si bien qu'un traitement des examens spécifiques doit être effectué, la collaboration entre les médecines naturelle et moderne étant un instrument de garantie des sécurités sanitaires.

I. Introduction

Les plantes médicinales sont des plantes dont leurs extraits ont des effets spécifiques dans le rétablissement, le maintien et la potentialisation des systèmes métaboliques au niveau de l'organisme. Selon leur nature chimique, les principaux groupes d'extraits ou principes actifs de ces plantes sont les alcaloïdes, les hétérosides, les stéroïdes et les lipoides.¹⁴³

Dans le contexte de la pauvreté, du chômage, de l'ignorance pour une bonne majorité de l'existence de l'assurance maladie, l'absence des mutuels de santé, et les mouvements des populations, notamment avec la guerre de 1994, qui a déplacé les peuples Rwandais vers la Région du Nord Kivu et la ville de Goma. Les guerres en répétition au Nord Kivu ayant déplacé les populations des zones rurales vers la Ville de Goma, lieu supposé sécurisé. A Goma l'utilisation des plantes médi-

¹⁴³ G. Pamplona-Roger, *Encyclopédie: vie et santé, guide des plantes médicinales*, volume 2, éd, 9 septembre, 2011.

cinales vient répondre au problème de santé posé. La population n'accède pas aux soins de santé primaire.

Pour l'ensemble de la R.D.C. l'incidence de la pauvreté est évaluée à 71,3% est très élevée si on la compare à celle des autres pays de l'Afrique Centrale. Cette pauvreté alourdit la précarité de la subvention aux soins de santé et augmente la mortalité jusqu'à 450000 à 500000 décès chaque année dans les régions affectées par les conflits armés, à l'instar de la ville de Goma en particulier et la Région du Nord Kivu en général.

Dans ces Régions, près de 3 enfants malades sur dix succombent soit manquent des médicaments, par manque des dispositifs sanitaires adaptés et par l'inaccessibilité aux soins. Chez les femmes, le bilan sanitaire de la Province est tel que neuf femmes sur dix soit 87,4% ont rencontré des problèmes pour accéder aux soins de santé, 82,7% connaissent des problèmes financiers et 50,6% près des problèmes de transport.

Avec 34 zones de santé, 431 aires de santé, 23 hôpitaux et 192 médecins pour 23328 habitants, soit un médecin pour 1100 habitants, associé à la pauvreté, le Nord-Kivu souffre d'une insuffisance des infrastructures et du personnel de santé. Les centres de santé restent les formations ou structures de santé les plus référentielles de la population.¹⁴⁴

En dépit des manifestations diverses aux problèmes de santé, les solutions envisageables possibles sont le partenariat pour la création d'emplois et l'émergence des micro-assurances maladie en Afrique. Pour plus de succès et promotion des initiatives locales pour le développement intégré, on recourt à plusieurs autres pratiques dont la médecine traditionnelle avec la phytothérapie. Tout de même, l'absence de formation spécifique des phytothérapeutes et du dosage des phytomédicaments, plusieurs complications sont possibles au niveau de l'organisme.

¹⁴⁴ Rapport du PND, IMMEUBLE LOSONIA, Boulevard du 30Juin, Gombe, Kinshasa. B.P. 7248 Kinshasa, couverture santé unierselle. www.oxfam.org.

Dans la ville de Goma et ses environs l'utilisation efficiente des plantes médicinales contribuerait au rétablissement et au maintien des conditions sanitaires acceptables de la population et à préserver la biodiversité locale et le développement.

II. Matériels et méthodes

Sur terrain, on a utilisé une diversité des matériels, de méthode et des techniques. Les matériels sont notamment:

- Les biologiques dont les organes et les plantes médicinales
- Les matériels non biologiques dont,
 - Les bassins
 - Les casseroles
 - Le couteau
 - Le plateau
 - Le pilon
 - Le mortier
 - Les tables
 - Une lame de rasoir
 - Les ciseaux
 - Le passoire
 - Le séchoir
 - Les tamis
 - Les papiers indicateurs
 - Le stylo marqueur
 - Le papier filtre
 - Le pH mètre
 - Les emballages
 - Les bouteilles
- Les matériels bureautiques,
- Les fiches d'enquêtes ou outils qui nous ont permis de collecter les données,
- L'outil informatique, avec les logiciels Microsoft Word, Microsoft Excel et SPSS pour la saisie des textes et le traitement des données d'enquêtes.
- Les bottes, les parapluies pour faciliter le déplacement sous les intempéries dues aux variations saisonnières et conditions atmosphériques précaires.

S'agissant des méthodes et techniques, les données relatives à ce travail ont été récoltées durant la période allant de décembre 2015 en mars 2016 dans les cellules MUNANIRA, DES ECOLES, NDEBO, CAJED, SALAMA, NDIHIRA et OKAPI du quartier Ndosho, en commune urbaine de Karisimbi, Ville de Goma.

Notre étude est descriptive, analytique et basée sur l'enquête. Elle a utilisé les méthodes historique, descriptive, analytique, statistique,

l'analyse documentaire, les techniques de récolte, de la préparation des matériels biologiques, les procédés d'analyse chimique et l'échantillonnage.

Pour sa représentativité l'échantillon était constitué de membres, vivant dans le site durant au moins deux ans et capable d'un jugement de valeur relativement au souci de la cause, le renforcement et le maintien des conditions sanitaires acceptables dans les milieux locaux avec l'utilisation des phytomédicaments.

Ont été exclus de notre étude, toute personne ne résidant pas dans le Quartier et ne remplissant pas les conditions décrites. Sur une population globale évoluée à 82006 habitats, soit 13668 ménages, en raison de 6 individus par ménage¹⁴⁵ l'échantillon pondéré a été facilité par la formule de LYNCH.¹⁴⁶ Cet échantillon était formé de 374 individus, chacun étant le responsable d'un ménage.

III. Résultats

Nos résultats présentent les données relatives à la connaissance ou non des médecines traditionnelles, les plantes médicinales les plus utilisées, les pathologies soignées, les complications post traitement, les modes de préparation des phytomédicaments et l'appréciation du niveau d'accompagnement des autorités politico – sanitaires de la médecine traditionnelle. La connaissance et l'utilisation des plantes médicinales courantes se retrouvent dans 73,6% des cas, comme le présente le tableau No. 1.

1. Le Tableau N° 1 montre les connaissances particulières de la population sur les plantes médicinales, les sites d'approvisionnement de ces plantes utilisées dans ville de Goma et l'appréciation du niveau d'accompagnement des Autorités politico - sanitaires dans la phyto-

¹⁴⁵ OMS, Pour une vie saine et productive en harmonie avec la nature: une stratégie mondiale pour la santé et l'environnement, Genève, 2010, p.75.

¹⁴⁶ AMOUREUX, Recherche et méthodologie en sciences humaines, éd. Beauchemin, Québec, 2006, p.169.

thérapie. Avec l'occurrence «oui», certains membres ont des connaissances suffisantes et d'autres avec l'occurrence «non», n'en avaient pas.

Tableau N° 1

Alter-natives des occur-rences	EFF. CELLULES								%
	MU NA	ECO LES	NDE BO	CAJ ED	SALA MA	NDIHI RA	OK API	T O T	
Les connaissances particulières de la population de la ville de Goma sur les plantes médicinales									
Oui	47	45	43	40	40	30	30	27 5	73 ,6
Non	10	25	10	13	10	19	12	99	26 ,4
Total	57	70	53	53	50	49	42	37 4	10 0
Les sites d'approvisionnement des plantes médicinales utilisées dans ville de Goma									
Mar- chés	2	1	2	1	2	1	1	10	7, 1
Jardins Parcel- laires	6	7	5	4	5	4	4	35	25 ,1
Le long de routes	6	6	5	5	4	4	4	34	24 ,4
Loin de la ville	6	7	5	5	5	4	4	36	26
En pleine ville	3	3	4	3	3	4	4	24	17 ,2
Total	23	24	21	18	19	17	17	13 9	10 0
L'appréciation du niveau d'accompagnement des Autorités politico - sanitaires dans la phytothérapie									
Très bonne								0	0
Bonne	1	2	1		1	1		6	16
Assez bonne	2	4		1	1	1	1	10	26 ,3
Néant	3	2	4	4	3	3	3	29	76 ,3
Total	6	8	5	5	5	5	4	38	10 0

Source: Nos enquêtes.

2. Le Tableau N° 2,

Les plantes médicinales les plus utilisées en phytothérapie dans la ville de Goma

Les plantes médicinales	EFF. CELLULES								%
	MU NA	ECO LES	NDE BO	CAJ ED	SALA MA	NDIHI RA	OK API	T O T	
<i>Allium sativum</i>	4	6	4	4	4	3	3	28	6,9
<i>Carata cusdau</i>	2	2	1	1	1	2	1	10	2,5
<i>Aloe barbandiensi</i>	5	6	4	5	5	4	4	33	8,2
<i>Gayava indica</i>	3	4	3	4	5	4	3	26	6,4
<i>Persea americana</i>	5	7	4	5	5	4	3	33	8,2
<i>Alliuml parum</i>	5	7	4	5	4	5	3	33	8,2
<i>Capsum sp.</i>	2	3	1	1	4	3	1	15	3,7
<i>Bidens pilosa</i>	5	6	5	5	3	2	2	28	6,9
<i>Eucalyptus globulus</i>	6	7	4	5	5	4	3	34	8,4
<i>Mangifera indica</i>	5	6	5	4	5	4	3	32	8
<i>Carica papaya</i>	6	8	5	5	5	5	4	38	9,4
<i>Vernonia amygdalina</i>	5	7	4	3	4	4	3	30	7,4
<i>Tetradenia riparia</i>	5	6	4	3	4	4	3	29	7,2
<i>Ricinius communis</i>	6	8	5	5	4	4	3	35	9
Total	64	83	53	55	58	52	39	404	100

Source: Nos enquêtes.

3. Le Tableau N° 3 montre les organes des plantes les plus utilisés dans la phytothérapie et les modes de préparation des phytomédicaments dans la ville de Goma

Alter-natives des occurrences	EFF. CELLULES								%
	MU NA	ECO LES	NDE BO	CAJ ED	SALA MA	NDIHI RA	OK API	T O T	
Les organes des plantes les plus utilisés en phytothérapie dans la Ville de Goma									
Racines	4	6	4	4	4	3	3	45	12
Tiges	1	2	3	1	3	1	1	19	5
Feuilles	5	7	5	5	5	5	4	56	15
Fleurs	2	1	2	1	2	2	2	19	5
Fruits	4	5	6	3	4	3	3	45	12
Graines	5	7	5	5	5	4	3	52	13,9
Ecorce de la tige	3	5	4	3	4	4	3	41	11
Ecorce de la racine	3	5	4	5	4	4	3	45	12
Tous ces organes selon le cas	6	8	6	4	3	5	4	52	13,9
Total	57	70	53	53	50	49	42	374	100
Les modes de préparation des phytomédicaments dans la Ville de Goma									
Préparation simple des feuilles	6	7	5	4	5	4	4	35	18
Infusion	6	7	5	4	5	4	4	35	18
Décoc-tion	6	7	5	4	5	4	4	35	18
Macé-ration	6	7	5	4	5	4	4	35	18
Bain Marie	2	3	4	2	1	4	3	19	10
Cata-plasme	3	2	3	3	3	4	3	21	11
Autres	2	3	4	3	2	2	3	19	10
Total	31	36	31	24	26	26	25	199	100

Source: Nos enquêtes.

4. Le Tableau N° 4 montre le comportement acido-basique des extraits aqueux des plantes médicinales utilisées en phytothérapie dans la Ville de Goma

N0.	Plantes médicinales	Valeur du pH des extraits aqueux	Acidité	Basicité
	<i>Allium sativum</i>	5,65	v	
	<i>Aloe barbandieusis</i>	4,25	v	
	<i>Allium parum</i>	7,80		v
	<i>Capsum sp.</i>	8		v
	<i>Eucalyptus globulus</i>	6	v	
	<i>Magifera indica</i>	4,3	v	
	<i>Vernovia amygdalina</i>	5	v	
	<i>Tetradenia riparia</i>	6	v	
	<i>Aloe barbandiensis</i>	3,75	v	
	<i>Ricinus communis</i>	4,30	v	
Total		10	8	2
%		100	80	20

Source: Nos enquêtes

5. Le Tableau N° 5 montre les pathologies les plus soignées par les phytomédicaments et les attitudes relatives à adopter, pour le succès de la phytothérapie dans la ville de Goma.

Alternatives des occurrences	EFF. CELLULES							Total	%
	MUNA	ECOLES	NDEBO	CAJED	SALAMA	NDIH IRA	OK API		
Maladies les plus traitées par les phytomédicaments dans la ville de Goma									
Empoisonnement	6	7	5	4	5	4	4	35	11
Cancer	2	1	2	1	2	1	1	9	3
Amibiase	6	6	5	5	4	4	4	34	10,2
IST	6	7	5	5	5	4	4	36	11
I. urinaire	3	3	4	3	3	4	4	24	7,2
Cholera	4	6	5	4	3	3	4	29	9
Gastroenterite	6	7	5	4	3	3	4	32	10
IRA	4	7	5	5	4	3	3	31	9,3
Malaria	6	7	5	4	4	3	3	32	10
Typhoïde	6	7	5	5	5	5	4	37	11,1
Autres	4	6	5	5	5	4	4	33	10
Total	53	64	51	45	43	38	39	333	100
Attitudes relatives à adopter, pour le succès de la phytothérapie dans la ville de Goma									
Chercher les praticiens spécialisés	6	7	5	4	5	4	4	35	44
Réaliser des examens d'avance à l'hôpital	1	1	2	1	1	1	1	8	10
Se faire aider par un médecin	1	1	1	1	2	1	1	8	10
Conduire à l'hôpital en cas d'échec	4	6	5	4	3	3	4	29	36,2
Total	12	15	13	10	11	9	10	80	100

Source: Nos enquêtes.

IV. Commentaires et discussion

L'état de lieu du problème de santé, l'inaccessibilité aux soins de santé primaire accourue par la population de la ville de Goma et l'intervention de la phytothérapie marquent un panneau expérimental à positiver par les commentaires et discussion des résultats d'enquêtes ou investigations sur terrains, comme suit:

A un taux de 73,6% des effectifs globaux, la population est suffisamment informée au sujet de la phytothérapie et en utilise couramment. La population contient une bonne majorité des déplacés, encore attachés à la culture traditionnelle de leurs milieux d'origine.

En plus de la pauvreté, le succès relatif des phytomédicaments dans le traitement de certaines affections ou maladies et l'insuffisance des infrastructures sanitaires modernisées encourage la phytothérapie dans le milieu. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que il y a une extrême diversité des plantes médicinales et phytomédicaments, utilisés sous des proportions bien rapprochées ou presque égales.

Le moins utilisé des phyto médicaments reste le *Carata cusdau*, avec 2,5% des effectifs globaux observés. Les phytomédicaments connaissent le succès dans le traitement de plusieurs maladies. Ils contribuent ainsi à sauver les vies humaines et au développement.

Aussi les particularités édaphiques et socioculturelles du milieu facilitent largement la prolifération et le maintien de ces plantes. Ces résultats rejoignent l'idée du D^r Reinaldo sosa Gomez stipulant que toutes les plantes sont médicinales sauf qu'elles exigent une manipulation appropriée à suivre lors de la préparation et du dosage pour obtenir les résultats désirés. Ainsi d'une manière ou d'une autre la biodiversité des plantes est à protéger.¹⁴⁷

Selon le cas, et sous des proportions avec des différences non significatives, variant entre 11% et 15% des effectifs globaux, tous les organes des plantes médicinales sont utilisés en phytothérapie. Les moins utilisés de ces organes restent les tiges et les fleurs dont leurs

¹⁴⁷ REINALDO SOSA GOMEZE, *Dimensions de la santé physique: La santé par les plantes*, éd juin 2003.

proportions d'utilisation sont évaluées à 5% chacune des effectifs recueillis sur terrain.

Avec le docteur George Pamplona Roger, cela est expliqué à suffisance par le fait que les principes actifs des plantes médicinales, recherchés se retrouvent au niveau de différents organes ou tous les organes des plantes mais préférentiellement dans les feuilles, les graines et les racines.¹⁴⁸

Aussi,

- Par sa signification botanique, la graine est une plante en miniature et contient tous les éléments nécessaires en réserve de la plante adulte.
- Par la photosynthèse les feuilles restent le laboratoire au sein de la plante et contiennent l'ensemble des éléments nécessaires synthétisés au niveau de la plante pour sa survie.¹⁴⁹

Différents modes de préparation des phytomédicaments sont pratiqués. Ils présentent des proportions rapprochées ou presque égales, car la population est suffisamment informée des plantes médicinales et de leurs modes de préparation.

A 80 % des effectifs globaux des investigations sur terrains, les extraits des plantes médicinales ont plus le comportement acide. Cela est associé aux adaptations relatives et particulières des vivants en général et de ces plantes en particulier aux conditions écologiques des milieux locaux.

En gros, la niche écologique de chacune de ces plantes aux extraits acides ou basiques est compatible au sol volcanique de la Commune de Karisimbi. Aussi le solvant, l'eau et le fixateur utilisés comme milieu expérimental lors de la préparation des extraits aqueux de ces plantes ont favorisé le virage de l'indicateur vers telle ou telle autre zone sur l'échelle du pH.

¹⁴⁸ George Pamplona Roger, *l'annuel Nouveau style de vie et santé par les plantes*, éd 9, Paris, 2012.

¹⁴⁹ Guy MENANT, *Biologie: Ecologie*, éd. Hatier, Paris, 1975.

L'utilisation des phytomédicaments constitue un avantage de taille à l'équilibre sanitaire dans le milieu de Goma et ses environs. Avec ce phénomène, plusieurs maladies comme la Typhoïde, l'empoisonnement, les IST, l'amibiase, la Gastroenterite et la Malaria sont traitées. Leur traitement représente respectivement 11,1%, 11%, 10,2% et 10% de nos investigations sur terrain.

Les cas les moins traités restent ceux de cancer représentant 2% nos investigations sur terrain. Les principes actifs contenus dans les plantes médicinales sont utilisés rationnellement pour marquer leur effet efficace contre les maladies.

Les Jardins parcellaires sont les sites qui facilitent à une grande échelle l'approvisionnement des phytomédicaments pour la population. Les phytomédicaments se vendent très faiblement ou non dans les marchés locaux. Cela se remarque à 7,1% des effectifs de nos investigations sur terrain.

Avec la pression démographique et les activités humaines pour la survie, dans les milieux urbains, la faible proportion des phytomédicaments en pleine ville est bien justifiée.

Les milieux éloignés des villes restent le plus souvent les moins exploités. Ils contiennent encore la flore naturelle en général et les plantes médicinales en particulier.

Le succès émouvant des phytomédicaments contre les maladies et leur faible disponibilité dans les marchés expliquent l'importance des jardins parcellaires, comme leur site d'approvisionnement dans le milieu urbain. Ce qui montre aussi, l'importance de la biodiversité.

Avec Guy MENANT et François RAMADE cette biodiversité est à valoriser surtout promouvoir pour la survie de l'espèce humaine et le développement intégré.¹⁵⁰

Pour préserver la réussite des traitements médicaux par les plantes 44%, de la population recherchent les tradipraticiens spécialisés et 10% seulement ont estimé la réalisation à l'avance des examens para

¹⁵⁰ Guy MENANT et François RAMADE, «*Ecologie*» dans Encyclopedia Universalis, 2015.

cliniques à l'hôpital, pour bien diagnostiquer les cas et la collaboration avec les médecins reconnus.

Il se remarque chez les usagers des phytomédicaments, une certaine autonomie. Celle – ci marque la faiblesse de taille et la cause majeure des échecs de la phytothérapie non accompagnée dans le milieu de Goma et ses environs.

Conclusions

Au Quartier Ndosho, l'utilisation des plantes médicinales vient répondre au problème de santé posé. La population n'accède pas aux soins de santé primaire suite au contexte de la pauvreté, du chômage, de l'ignorance pour une bonne majorité de l'inexistence de l'assurance maladie, l'absence des mutuels de santé, et les mouvements des populations, notamment avec les guerres en répétition au Nord Kivu ayant déplacé les populations des zones rurales vers la Ville de Goma, supposée sécurisée.

Départ la diversité des maladies qu'elle soigne, des modes des préparations des phytomédicaments et des plantes médicinales utilisées, la phytothérapie confirme sa nécessité au Quartier Ndosho. Mais, l'absence de formation spécifique des phytothérapeutes et du dosage des phytomédicaments, plusieurs complications sont possibles au niveau de l'organisme.

Ainsi, pour le succès des actions médicales avec la phytothérapie, avant tout traitement des examens spécifiques doivent être effectués et la collaboration sera toujours étroite entre les médecines naturelle et moderne. Ce qui corrigera positivement le taux élevé, estimé à 76,3% du non accompagnement de la population en matière de la phytothérapie par les Autorités politico sanitaires.

La collaboration entre les médecines naturelle et moderne marquera l'accompagnement positif et permettra d'éviter des troubles de toxicité et de conduire des cas à l'hôpital à la suite des échecs du traitement naturel.

Elle maintiendra aussi les systèmes de communication et de travail dessein aux professionnels, aux intervenants en amont et en aval et

aux bénéficiaires directes de la phytothérapie relativement aux avantages avec lesquels elle confirme sa nécessité à la population locale pour le développement intégré.

Biographie

I. Ouvrages

1. André BRSA & Jean BRIGNON, *Géographie*, éd. Hatier, Paris, 1981.
2. Annick N. *La biologie Générale et végétale*, 2tomes, Deroux Ordin, Liège 1996,
3. CAIN DAMMAN LUE YOON, *Découvrir la biologie*, éd. A de Boeck, Bruxelles, 2006.
4. GEORGES D. PAMPLANA ROGER, *Encyclopédie vie et santé*, Guide des plantes médicinales, volume 2, Ed 9, Paris, 2011
5. GEORGES D. PAMPLANA ROGER, *Nouveau style de vie, la santé par les aliments*, Ed 9, Paris, 2012.
6. Guy MENANT, *Biologie: Ecologie*, éd. Hatier, Paris, 1975.
7. HANSE MH et Bindanda.M; *La médecine tropicale naturelle*, 3^e Ed Armamed, Winnend, RAF, 2009
8. HODONOU MA & all, «*Les hernies de la ligne blanche au Centre hospitalier et Département du Borgou à Parakou: Aspects épidémiologiques, cliniques et thérapeutiques*» dans la Revue médicale des Grands lacs, Volume 7, Mars 2016.
9. KABANGU, *La phytothérapie et ses effets comparés*, éd 2010, Bukavu
10. MALESHERBES M., *Encyclopedia universalis*, éd. Altman-Arnold, Paris, 1995.
11. OMS, *Pour une vie saine et productive en harmonie avec la nature: une stratégie mondiale pour la santé et l'environnement*, Genève, 2010.
12. [PIERRE LIEUTAGHI](#), *Petite ethnobotanique méditerranéenne*, Actes Sud, [ISBN](#), 2006.
13. REINALDO SOSA GOMEZE, *Dimensions de la santé physique: La santé par les plantes*, Ed juin 2003.
14. TAYLOR D.J. & all; *Biological science 3rd ed*; R Soper Combridje University Presse, USA, 2009.

15. YAO N.A, KOFFI K.G., COMOE – NDHATZ E. et CARLI P; «*Les anémies tropicales*», dans la Revue de la médecine d’Afrique Noire, Tome 50 – No. 5, Mai 2003.

II. Revues, rapports, arrêtés et ordonnances

1. **Besoins en soins de santé insatisfaite dans le panorama de la santé 2011.**
2. Rapport narratif, rapport pharmaceutique de la RDC 2014
3. Stratégies de renforcement du système de santé 2010.
4. Revue médicale des Grands lacs, Volume 7, Mars 2016.
5. Revue de la médecine d’Afrique Noire, Tome 50 – No. 5, Mai 2003.

Protocole de rédaction

Taille des contributions : La revue *Sapientia* accepte des articles de 10 à 12 pages A4 (police : Times New Roman, taille : 12, Interligne : 1,5) pour un article ordinaire, 3 à 5 pages pour les recensions ou les notes de lecture.

Le titre : Le titre doit refléter le contenu de l'article. Si le titre est très long, l'auteur tâchera de proposer un titre assez court à utiliser comme en-tête.

Résumé et signature : L'article doit être accompagné d'un résumé (abstract) de plus ou moins 15 lignes. L'article ou la recension est signé (e) en indiquant le prénom et le nom de l'auteur, son grade ou titre professionnel, sa spécialité, son organisation, son lieu de travail et son courriel.

Critères généraux d'acceptation : Scientificité (analyse rigoureuse, esprit critique, méthode conforme aux normes), maîtrise de la langue dans laquelle l'article est écrit (Français ou Anglais), conformité à la doctrine de l'Eglise Catholique. Aucun manuscrit ne doit être envoyé en vue de sa publication s'il a déjà été publié ou s'il doit l'être dans une autre revue. L'objet de l'article doit être expliqué dans l'introduction.

Références bibliographiques

Pour des raisons d'harmonie, *Sapientia* opte pour un choix exclusif du système AFNOR pour la présentation des sources bibliographiques. Ainsi, les références se font en bas de page de la manière suivante : Jacques LETAKAMBA, *Le secret de la non-violence en République Démocratique du Congo*, Paris, Edilivre, 2015, p.21. Toutes les références doivent être mentionnées dans une note bibliographique à la fin du texte selon le modèle: Mambi Tunga-Bau H., *Pouvoir traditionnelle et pouvoir d'Etat en RDC. Esquisse d'une théorie d'hybridation des pouvoirs politiques*, Kinshasa, Mediaspaul, 2010. Pour un auteur dont le chapitre fait partie d'un ouvrage coédité, la référence suit ce modèle :

Priso Elenga Mbuyi, « La nation précède l'Etat : en RDC, l'Etat veut créer la nation », in Pole Institute, *Gouvernance et refondation de l'Etat en RDC*, Goma, Pole Institute, 2013, pp.171-176.

S'il s'agit d'un article dans une périodique comportant le numéro du volume et le numéro de parution, la bibliographie se fait comme suit : Prénom de l'auteur en abrégé, son nom de famille, titre de l'article entre guillemets, périodique en italique, numéro du volume, numéro de parution, année entre parenthèses, pages de l'article dans la périodique. En voici l'exemple: Isidore NDAYWEL è Nziem, « La contribution de la RD Congo aux guerres mondiales de 1914-18 et 1940-45 », in *Congo-Afrique*, n° 489 (Novembre 2014), Kinshasa-Gombe, CEPAS, pp.779-792.

Les articles sont soumis à une appréciation impartiale par deux ou trois membres de la rédaction et du comité de rédaction pour s'assurer de la qualité de la revue. L'auteur est informé de la décision issue de ce processus et apporte les amendements nécessaires avant publication.

Nos facultés :

- *Sciences de développement*
- *Sciences économiques et de gestion*
- *Psychologie et sciences de l'éducation*
- *Droit*
- *Sciences de l'information et de la communication*
- *Sciences appliquées*
- *Médecine*

Centre de Recherche et d'Etudes Pluridisciplinaires la Sapientia (CREPS)

Piliers de recherche :

- ✓ *Dialogue, communication, paix et développement*
- ✓ *Energie, hydraulique rurale, habitat, ponts et chaussées*
- ✓ *Droits humains et protection de l'environnement*
- ✓ *Socio-économie et entrepreneuriat*
- ✓ *Archives de la Région des Grands Lacs Africains*
- ✓ *Médecine et santé publique.*

Conditions d'abonnement annuel (pour 2 n°) :

RDC : Abonnement simple : 30\$
Abonnement de soutien : 60\$
Abonnement d'honneur : 100\$
Prix du numéro : 15\$

Etranger : Abonnement simple : 50\$
Abonnement de soutien : 100\$
Abonnement d'honneur : 200\$

Somme payable à :

COOPEC Tujenge Pamoja : n° 7013

Banque TMB : n° 2310471-01-71 SWIFTCODE: TRMSCD3L

Avec la mention « Pour la Revue **Sapientia** de l'UCS-Goma »

Contact : e-mail : rectorat@unisapientia.net

Tél. : +243 994 407 267

Achevé d'imprimer par
Imprimerie Papeterie Nouvelle (IPN)
R.C.A. 1722 / Kigali
B.P. 753 Kigali
Tél. : 572633-500340
Fax : 252 577672
e-mail : imprimerieipn@ymail.com

Dépôt légal : 04.24.04.20.17 du Premier Semestre 2017
ISSN : 2415-0339

